



HAL
open science

La couverture médiatique de la guerre au Yémen par la presse quotidienne française

Aglaé Watrin-Herpin

► **To cite this version:**

Aglaé Watrin-Herpin. La couverture médiatique de la guerre au Yémen par la presse quotidienne française. Sciences de l'information et de la communication. 2017. dumas-03148939

HAL Id: dumas-03148939

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03148939>

Submitted on 22 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

La couverture médiatique de la guerre au Yémen par la presse quotidienne française

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Valérie Jeanne-Perrier

Nom, prénom : WATRIN-HERPIN Aglaé

Promotion : 2016-2017

Soutenu le : 18/05/2017

Mention du mémoire : Très bien

REMERCIEMENTS

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidée dans l'élaboration de ce mémoire.

En premier lieu, je remercie Madame Valérie Jeanne-Perrier, Professeure de Sociologie des médias à l'École de journalisme du CELSA et directrice de ce mémoire. Je remercie également mon rapporteur professionnel Monsieur Khaled al-Khaled qui s'est lui-même penché sur un sujet similaire à l'occasion d'une thèse, à savoir la question de l'image du Yémen dans la presse hebdomadaire française.

Que les journalistes Charlotte Velut, Georges Malbrunot, Louis Imbert, Luc Mathieu et Pierre Cochez soient également remerciés pour le temps qu'ils auront bien voulu me consacrer en répondant à mes questions.

La couverture médiatique de la guerre au Yémen par la presse quotidienne française

Sommaire

REMERCIEMENTS.....	2
INTRODUCTION:.....	4
I. LA GUERRE AU YEMEN, GRANDE « OUBLIEE » DES QUOTIDIENS FRANÇAIS	9
A) Une guerre privée de « une »	11
B) Un usage majoritaire de la brève	12
C) Un manque criant de journalistes spécialisés	14
Conclusion de la première partie.....	15
II - LES BIAIS DE LA MEDIATISATION DE LA GUERRE AU YEMEN	17
A) Le syndrome de la « guerre oubliée »	17
B) Des victimes sans noms et visages	19
C) Une lecture du conflit encore trop confessionnelle.....	22
Conclusion de la deuxième partie	25
III – LES RAISONS DE LA SOUS-MEDIATISATION DE LA GUERRE AU YEMEN ET LEURS IMPLICATIONS SUR L’ETHIQUE JOURNALISTIQUE	26
A) Un journalisme empêché	26
... mais non impossible.....	29
B) Un désintérêt général pour « un pays loin et non stratégique »	32
C) Une guerre complexe et inadaptée au format quotidien.....	36
Conclusion de la troisième partie	39
CONCLUSION:.....	41
ANNEXES	43
1. CARTES DU YEMEN	43
2. FORGOTTEN CRISIS ASSESSMENT (FCA) 2015	46
3. STATISTIQUES DE LA COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA GUERRE AU YEMEN.....	47
4. UNE DU FIGARO EN DATE DU 27/03/2015 POUR ANNONCER LE DECLENCHEMENT DE L’INTERVENTION DE LA COALITION SAOUDIENNEOUDIENNE AU YEMEN.....	61
5. ENTRETIENS	62
6. RAPPORT REPORTERS SANS FRONTIERES SUR LES HOUTIS, PREDATEURS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE	78
7. INTERVIEW DU GENERAL SAOUDIEN AHMED AL-ASSIRI, JOURNAL LE POINT	79
8. CHARTE SUR LA SECURITE DES JOURNALISTES EN ZONE DE CONFLIT, REPORTERS SANS FRONTIERES	82
9. ARTICLE DE PRESSE « L’ARABIE SAOUDITE EN CHEF DU CAMP SUNNITE DANS LE CONFLIT CONTRE LES CHIITES », LIBERATION.....	84
10. SAÏDA AHMAD BAGHILI EN « UNE » DU JOURNAL BRITANNIQUE THE TIMES	86
BIBLIOGRAPHIE	87
RESUME	90
MOTS CLEFS	90
GLOSSAIRE	90

INTRODUCTION:

Le 26 mars 2017, jour du deuxième « anniversaire » de la guerre au Yémen, une centaine de milliers de Yéménites se rassemblent sur la place Sabine de la capitale Sanaa pour dénoncer l'interventionnisme de l'Arabie Saoudite, à la tête d'une coalition internationale arabe¹, sur leur territoire en proie à la guerre civile. Le plus grand rassemblement populaire depuis le début de la guerre ne suscite pour autant l'attention que de quelques agences de presse qui publient une ou deux dépêches² par ailleurs très peu reprises par les médias en France. « Guerre oubliée », « silence assourdissant des médias », « trou noir de l'actualité »..., les expressions qui qualifient la couverture médiatique de la guerre au Yémen depuis des mois semblent n'avoir rien perdu en pertinence.

La médiatisation du conflit est jugée insuffisante et est critiquée, paradoxalement, souvent par les médias eux-mêmes. Cette démarche autocritique ne semble pourtant pas aboutir à un réel rééquilibrage de la couverture du conflit mais seulement à des articles, ou émissions épisodiques, rappelant régulièrement l'existence de ce « conflit oublié ». De sorte que, à l'image de la guerre qui est entrée dans sa troisième année, sa couverture médiatique semble s'être enlisée dans une « faille médiatique ». Le conflit au Yémen est traité mais de manière semble-t-il trop partielle ou superficielle. En effet, si personne n'ignore aujourd'hui ce qui se passe en Irak et en Syrie, combien de Français sont-ils vraiment au fait de la catastrophe humanitaire qui se joue parallèlement au Yémen ? Par ailleurs, la circularité³ de la reprise de l'angle « un conflit oublié » par les médias pour traiter de la situation au Yémen apparaît comme une couverture de rattrapage qui n'offre pas le suivi médiatique approfondi escompté.

Il faut dire que la complexité du conflit, qui ne saurait se résumer, comme c'est souvent le cas, à un simple affrontement confessionnel entre la rébellion houthi⁴ (chiite), soutenue par l'Iran, et le pouvoir central de Sanaa (sunnite), appuyé par l'Arabie Saoudite, sur le territoire du « pays le plus pauvre de la péninsule arabique » qu'est le Yémen, se prête difficilement aux raccourcis et aux courts formats journalistiques. Le

¹ La coalition internationale qui intervient au Yémen est composée d'une dizaine de pays arabes et africains (Egypte, Soudan, Emirats Arabes Unis, Maroc, Jordanie, Koweït, Qatar, Bahrein) et du Pakistan.

² Reuters, « Thousands of Yemenis rally in Sanaa on war's second anniversary », Sun Mar 26, 2017.

³ Le concept de circularité de l'information a été emprunté à Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, 1996.

⁴ Du nom de son fondateur, Hussein Al-Houthi, un parlementaire zaydite.

déclenchement de l'opération militaire « Tempête décisive »⁵ dans la nuit du 25 au 26 mars 2015 par Riyad à la demande du président yéménite exilé Abd Rabbo Mansour Haddi⁶ pour empêcher les rebelles venus du nord du Yémen de prendre le contrôle de l'ensemble du pays⁷, vient en réalité se greffer à une histoire et un contexte politique yéménite faits de luttes de pouvoir et de rivalités tribales anciennes. Des réalités auxquelles les lecteurs occidentaux restent largement étrangers, tout comme aux réalités politiques, économiques et sociales du Yémen contemporain⁸. Si les groupes islamistes djihadistes tels que Al Qaeda dans la péninsule arabique (AQPA) ou le groupe Etat Islamique (EI) sont, eux, plus connus du fait d'une présence qui fait fi des frontières, la logique de compétition qui les oppose est plus subtile et n'est pas à sous-estimer dans la déstabilisation du pays et dans l'internationalisation du conflit⁹. Ces groupes terroristes font en effet l'objet d'attaques de drones américains depuis 2002 mais ces dernières ne les ont pas empêchés de proliférer et de s'accaparer des poches de territoires, notamment à l'est du pays. Ce sont tous ces acteurs (et intérêts) internationaux, régionaux et locaux qui ont alimenté la poudrière du Yémen et qu'il convient donc d'intégrer à la couverture journalistique du conflit.

Le défi est d'autant plus difficile que le Yémen est longtemps resté en dehors du champ médiatique français (voire plus largement du champ médiatique occidental) du fait, en partie, d'une situation géographique lointaine, et isolée à la pointe sud-ouest de la péninsule arabique. Plus de 5 300 km séparent Paris de Sanaa, et aucune véritable diaspora française ne s'est développée dans ce petit pays de 26 millions d'habitants. Des premiers échanges commerciaux menés au XVIIe siècle à partir du port de Moka¹⁰, en passant par l'ouverture d'ambassades à Sanaa et Aden dans les années 1970, jusqu'au soutien politique apporté par Paris au président Saleh pour l'unification du Yémen, les relations entre la France et le Yémen ont, de fait, historiquement été globalement bonnes mais quelque peu limitées et largement méconnues du grand

⁵ L'opération qui ne devait durer que quelques jours s'est enlisée et a été rebaptisée «Redonner l'espoir».

⁶ Le président Hadi est à la tête du pays depuis février 2012. Il était chargé d'emmener le processus politique pour un changement de régime et la rédaction d'une nouvelle Constitution après le renversement du président Saleh.

⁷ Les Houtis se sont emparés de la capitale Sanaa en septembre 2014 et ont progressé vers le sud allant jusqu'à menacer en mars 2015 le port d'Aden et pousser le président Abd Rabbo Mansour Hadi à l'exil. Voir Annexe n°1

⁸ Le Yémen est né en 1990 de la réunion de la République démocratique et populaire du Yémen (Yémen du Sud) et de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord). Le Yémen réuni connaît des disparités importantes de richesses et de ressources selon les régions. Carte en annexe n°1.

⁹ Annexe n°1.

¹⁰ Patrice Chevalier et Juliette Honvault, *Des Français au Yémen 1709-2009*, CEFAS, Sanaa, 2009, p. 9.

public¹¹. Ce dernier n'aura acquis qu'une familiarité passagère et fantasmée de l'« Arabie heureuse » au travers des récits de quelques aventuriers et écrivains français¹². C'est Auguste Bartholdi qui rapporta les toutes premières photographies du pays en 1855-56 mais le premier article sur le Yémen paru dans un média français remonterait seulement aux années 1920¹³. Albert Londres, sans doute le premier grand reporter à s'être arrêté au Yémen, en 1931, rapporta dans un « livre reportage » quelques éléments de la vie quotidienne des yéménites¹⁴. Les images du Yémen du nord furent, elles, encore plus tardives du fait de l'interdiction par le premier roi du Yémen, l'imam Yahya (1918-1948), de la photographie sur son territoire. L'ambassadeur de France finit tout de même par rapporter en 1946 des photographies montrant des chefs de tribus enchaînés¹⁵.

L'orientalisme enchanté des premiers contacts glisse progressivement vers l'ethnocentrisme et la dévalorisation de l'identité yéménite. Le pays n'est médiatisé que de manière cyclique et est le plus souvent associé au mythe du pays barbare aux 60 millions d'armes ou, après les attentats du 11 septembre, à la violence terroriste de Ben Laden¹⁶. Si la République du Yémen, seule République de la région¹⁷, semblait finalement entrer dans une phase plus heureuse de médiatisation à la faveur de son « printemps arabe » en 2011¹⁸, la confiscation de la révolution et l'irruption de la guerre quatre ans plus tard y aura rapidement mis un terme. En miroir de l'absence d'engagement de la diplomatie française pour la pacification du Yémen, les médias semblent s'être également désintéressés de cet énième foyer de violence au Moyen Orient.

Face à l'ampleur du drame humanitaire qui se joue aujourd'hui au Yémen où l'on dénombre, début 2017, plus de 10 000 morts parmi les civils, deux millions de déplacés

¹¹ E. Jouve, Charles Saint-Prot, *Géopolitique des relations franco-yéménites*, 2004, Essai (broché), p.5.

¹² *Le voyage de l'Arabie heureuse*, premier ouvrage publié en français sur le Yémen (1716) par Jean de la Roque.

¹³ Professeur Eric Valet, Conférence organisée par Open Diplomacy à ESCP Europe le 13/12/2016.

¹⁴ Patrice Chevalier et Juliette Honvault, *Des Français au Yémen 1709-2009*, CEFAS, Sanaa, 2009, p.36.

¹⁵ François Burgat (dir), *Le Yémen vers la République. Iconographie historique du Yémen (1900-1970)*, CEFAS, Sanaa, 2004, p. 89.

¹⁶ Khaled al-Khaled, « Les biais de la médiatisation du Yémen » in Laurent Bonnefoy, *Yémen : le tournant révolutionnaire*, Editions Karthala et CEFAS, Paris, 2012.

¹⁷ La République a été proclamée dans la partie nord du pays en 1962 mettant fin au Royaume mutawakkilite. Au Yémen du Sud, la République (d'orientation pro-soviétique) a été proclamée en 1967.

¹⁸ Soulèvement du peuple à Sanaa et dans plusieurs autres villes du Yémen contre le président Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis 33 ans. Les manifestants réclament la démocratie, la fin de la corruption et de la mainmise du Congrès général du peuple (CGP) au pouvoir.

et 80% de la population en besoin d'aide alimentaire d'urgence¹⁹, les journalistes ont hérité de la lourde tâche d'informer, d'alerter mais aussi d'explicitier les raisons de cette folie meurtrière. Or, si le Yémen répond toujours aujourd'hui au nom de « conflit oublié », force est de constater que la mission informative des journalistes peine. Il convient alors, dans une démarche autocritique dépourvue de tout jugement moralisateur envers la profession, de se pencher sur les difficultés qui pèsent sur la couverture médiatique de la guerre au Yémen. Au-delà d'une nécessaire vérification de la réalité d'une sous-médiatisation de ce conflit (qui doit jusqu'ici être acceptée comme une hypothèse), il s'agira de se pencher sur les raisons qui peuvent expliquer une faible couverture journalistique. Pour guider notre réflexion, l'on replacera cette dernière dans le contexte particulier et difficile de l'activité journalistique en temps de guerre, et nous demanderons donc :

Dans quelle mesure le traitement partiel qui est fait de la guerre au Yémen par les médias français peut-il être interprété comme un aveu d'impuissance des journalistes dans certains contextes de crise, mais interroge aussi leur responsabilité éthique ?

Afin de répondre à cette question, nous avons posé les deux hypothèses suivantes :

Première hypothèse : Il y a une spécificité de la couverture médiatique du conflit au Yémen. Celle-ci ne tiendrait toutefois pas qu'à un facteur quantitatif de traitement (d'autres conflits n'ont pas autant d'existence médiatique que le conflit syrien), mais aussi à traitement qualitatif qui se focalise essentiellement sur la question de la sous-médiatisation même du conflit, ou sur un traitement purement factuel ou humanitaire, et tend ainsi à une couverture médiatique qui ne remplit pas totalement sa mission d'information.

Deuxième hypothèse : Le manque d'approfondissement de la couverture médiatique peut s'expliquer par des considérations « techniques » et notamment les difficultés d'accès au territoire yéménite en guerre, ou encore économiques, du fait de moyens toujours plus réduits d'une presse écrite qui tend à reconsidérer son espace dédié à la couverture de l'actualité internationale. Mais ce manque d'approfondissement

¹⁹ Les estimations de l'ONU ont été arrêtées il y a plusieurs mois. Les chiffres relayés sont ceux des ONG.

pourrait aussi s'expliquer par des facteurs pouvant plus directement mettre en cause la responsabilité éthique des journalistes et des lecteurs, à savoir un défaut d'intérêt pour cette région du « monde inutile »²⁰.

Avant de plonger dans le cœur de notre propos, arrêtons-nous enfin un moment sur la délimitation du corpus étudié. Si la médiatisation du conflit au Yémen ne peut aujourd'hui se résumer à son expression dans la presse quotidienne nationale, nous nous sommes volontairement restreint à ce format journalistique dans un souci d'approfondissement de l'analyse. Cette délimitation n'est toutefois pas fortuite et privé d'intérêt méthodologique. La presse écrite reste en effet un échantillonnage très représentatif des « grands sujets » qui animent le paysage médiatique. L'on y décèle donc encore mieux l'importance médiatique que revêt la guerre au Yémen en France.

²⁰ Pierre Conesa, in Jean-Paul Marthoz, *Journalisme international*, Bruxelles, 2015, p. 185.

I. LA GUERRE AU YEMEN, GRANDE « OUBLIEE » DES QUOTIDIENS FRANÇAIS

L'expression « guerre oubliée » est-elle bien justifiée et pertinente pour définir la couverture médiatique de la guerre au Yémen ? Le « Forgotten crisis assessment » (FCA)²¹, instrument mis en place par le Bureau humanitaire ECHO de la Communauté européenne, afin d'identifier les situations de crise qui ne suscitent pas une attention suffisante de la communauté internationale et des médias, semble avoir déjà statué sur la question. Le Yémen y est en effet référencé parmi la dizaine de pays n'ayant pas bénéficié, en 2015, d'une couverture médiatique suffisante aux vues de la gravité de la situation humanitaire à laquelle la population est en proie.

Mais quelle place les grands quotidiens français ont-ils, plus précisément et respectivement, réservé au conflit yéménite dans leurs pages internationales depuis le début de l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite coalisée ? Pour répondre à cette question nous avons établi, à partir des archives d'Europresse²², des statistiques concernant cette couverture médiatique dans quatre journaux considérés comme « main stream » car les plus diffusés à l'échelle nationale, et présentant chacun une ligne éditoriale bien identifiée. Les quotidiens retenus pour notre étude sont donc : *Le Figaro*, *Le Monde*, *La Croix et Libération*. Sont présentés ci-dessous les tableaux reprenant les résultats obtenus sur la couverture médiatique de la guerre au Yémen durant les six derniers mois précédents le deuxième anniversaire du conflit (tableau 1), mais aussi sur la totalité des deux premières années du conflit (tableau 2). Le détail des articles par quotidien et la méthodologie adoptée figurent en annexe²³.

²¹ Voir annexe n°2.

²² www.europresse.com/fr/

²³ Voir annexe n°3.

Tableau n°1 : La couverture médiatique de la guerre au Yémen sur les six derniers mois précédant le « deuxième anniversaire » du conflit soit du 26/09/2016 au 27/03/2017 :

Articles traitants du Yémen sur les 6 derniers mois soit du 26/09/2016 au 27/03/2017	 <i>Proportion par type de papier</i>	 <i>Proportion par type de papier</i>	 <i>Proportion par type de papier</i>	 <i>Proportion par type de papier</i>
<u>Par type de papiers:</u>				
Factuel	5 24%	2 15%	4 15%	2 15%
Analyse / Décryptage	5 24%	1 8%	2 8%	1 8%
Reportage/ Enquête	1 5%	0 0%	0 0%	1 0%
Interview	1 5%	1 8%	0 0%	0 0%
Opinion / Débat	1 5%	0 0%	1 4%	0 4%
Edito / Tribune	1 5%	1 8%	0 0%	1 0%
Une / Dossier spécial	1 5%	0 0%	0 0%	1 0%
Appel en une	2 10%	0 0%	1 4%	0 4%
Brèves	4 19%	8 62%	18 69%	7 69%
Total articles	21 100%	13 100%	26 100%	13 100%
<u>Sous-total excluant Une/Brèves</u>	14	5	7	5

Tableau n°2 : La couverture médiatique de la guerre au Yémen durant les deux premières années du conflit soit du 26/03/2015 au 27/03/2017 :

Articles traitants du Yémen sur les 2 dernières années soit du 26/03/2015 au 27/03/2017	 <i>Proportion par type de papier</i>	 <i>Proportion par type de papier</i>	 <i>Proportion par type de papier</i>	 <i>Proportion par type de papier</i>
Factuel	25 19%	9 15%	18 12%	13 19%
Analyse / Décryptage	45 33%	13 22%	22 15%	7 10%
Reportage/ Enquête	4 3%	2 3%	5 3%	1 1%
Interview	4 3%	2 3%	1 1%	1 1%
Opinion / Débat	6 4%	4 7%	2 1%	0 0%
Edito / Tribune	3 2%	4 7%	0 0%	1 1%
Une / Dossier spécial	4 3%	1 2%	0 0%	1 1%
Appel en une	6 4%	0 0%	12 8%	3 4%
Brèves	38 28%	25 42%	86 59%	42 61%
Total articles	135 100%	60 100%	146 100%	69 100%
<u>Sous-total excluant Une/Brèves</u>	87	34	48	23

A) Une guerre privée de « une »

Dans un éditorial daté de juillet 2015, le quotidien *Le Monde*, déplore le constat d'une guerre qui ne fait guère la une : « *Le calvaire vécu par le Yémen ne fait ni la « une » des journaux ni ne mobilise qui que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis* »²⁴. Un constat établi par l'un des plus grands représentants de la presse quotidienne française et qui est largement confirmé par nos statistiques.

Les journaux *La Croix* et *Libération* n'ont consacré, en deux ans, qu'une seule « une » au conflit. Toutes deux intitulées « Yémen la guerre oubliée »²⁵, elles projettent donc de manière abrupte et quelque peu paradoxale, puisque trahissant le propre oubli des quotidiens, un conflit habituellement absent de la une en première de couverture du journal. La « une » de *Libération* semble en réalité n'avoir été suscitée que par l'opportunité de publier le photoreportage inédit de Guillaume Binet qui est un des rares français à s'être rendu, en freelance, au Yémen depuis le début du conflit.

Le Figaro n'aura quant à lui jamais accordé de véritable place de choix en une à la guerre au Yémen préférant lui concéder une dizaine d' « appels en une » (12 pour être exact), soit un espace de visibilité très limité et écrasé par le ventre du journal ou la manchette²⁶. *Le Monde* qui déplorait dans son éditorial le très faible nombre de unes accordées au Yémen, en enregistre le nombre le plus important parmi les quatre quotidiens étudiés mais ce-dernier reste lui-même très limité (4 unes et 6 appels en une) pour la couverture médiatique d'un conflit d'une telle ampleur et qui s'étend, rappelons-le, sur deux ans.

Le très faible nombre de unes qu'a suscité globalement le conflit, y compris au début l'intervention saoudienne, illustre donc de façon symbolique le phénomène par lequel le conflit, privé de cet espace de visibilité et de mise en valeur qu'est la page de couverture du journal, devient finalement invisible, voire inconsideré. « *Une partie du monde est surexposée, une autre laissée dans l'ombre* », constatait Jean-Paul Marthoz dans son ouvrage sur le journalisme international²⁷. La guerre au Yémen n'a pas été

²⁴ « Le martyr du Yémen, dans l'indifférence absolue », *Le Monde*, Editorial à la Une, mercredi 22 juillet 2015.

²⁵ Une parue le vendredi 16 octobre 2015, p.1

²⁶ Voir en annexe n°4 la une du Figaro du 27 mars 2015 annonçant le déclenchement de l'intervention saoudienne.

²⁷ Jean-Paul Marthoz, *Journalisme international*, De Boeck Université, Bruxelles, 2012, p.13.

appréhendée comme faisant assez « événement » pour être incarnée physiquement et spatialement en couverture des journaux.

B) Un usage majoritaire de la brève

Si la guerre au Yémen semble privée de l'espace de la « une », il en est un autre qui lui semble trop systématiquement attitré. Aux vues de nos statistiques, la couverture médiatique du conflit semble en effet majoritairement prendre la forme de brèves, quitte à être dominée par ce format.

Les cas du *Figaro* et de *La Croix* sont les plus révélateurs de cette prédominance du format de la brève pour traiter de la guerre au Yémen. En deux ans, pour 41 « longs papiers », *Le Figaro* consacrait par ailleurs au conflit 86 brèves (Tableau 2). Plus largement, la brève représente 62% de la couverture médiatique du *Figaro* sur deux ans. Chez *La Croix*, on compte de façon similaire 22 « longs papiers » pour 42 brèves en deux ans. Ces dernières correspondent à 62% de la couverture médiatique.

A côté des 28 « longs papiers » recensés chez *Libération* comme traitant de la guerre au Yémen en deux ans, on compte 25 brèves. Mais les papiers analytiques, représentent 24% seulement de l'ensemble de la couverture médiatique réalisée par *Libération*. Les brèves, elles, en représentent 46% soit près du double. La couverture médiatique de la guerre au Yémen par *Libération* est donc, en proportion, également majoritairement dominée par le format de la brève. L'on constate par ailleurs que les papiers analytiques sont l'œuvre du même auteur Jean-Pierre Perrin, spécialiste du Moyen Orient, et qu'ils se concentrent sur les premiers mois du conflit avant de complètement disparaître. Avec l'enlisement de la guerre, les brèves ont fini par constituer l'essentiel de la couverture médiatique. C'est, plus largement, toute la couverture de la guerre au Yémen par *Libération* qui s'essouffle au cours de la deuxième année de conflit.

Le Monde est le seul quotidien à se différencier en proposant une part majoritaire de papiers d'analyse (36%) pour 30% de brèves en deux ans. Le fait que la rédaction dispose d'un journaliste spécialisé sur le Yémen²⁸ peut expliquer cette spécificité. Nous

²⁸ Il s'agit du journaliste Louis Imbert.

développerons ultérieurement l'importance de l'apport personnel de certains journalistes dans la qualité de la couverture médiatique du conflit.

L'usage prédominant de la brève dans la couverture médiatique de la guerre au Yémen est intéressant dans la mesure où la forme quantitativement limitée de cette dernière peut « créer une distorsion de la réalité »²⁹. L'espace dédié à une information reflète en effet l'importance qui lui est accordée par rapport à l'ensemble des faits sélectionnés et semble ainsi manifester ici une relégation de la guerre au Yémen au second plan de l'actualité malgré l'ampleur toujours croissante de la conflictualité. Ainsi, l'accusation par les Emirats arabes Unis selon laquelle Téhéran aurait livré des armes aux rebelles houthis, est traitée en 400 signes au même titre (et sur une même page) qu'un Nigel Farage « trollé » en pleine session parlementaire européenne³⁰.

Tout comme des hiérarchies rédactionnelles sont mises en évidence par le recours à la brève, une « suspicion de sous-couverture du conflit par les quotidiens peut être par la même occasion jetée »³¹. Les brèves qui sont généralement des reprises de dépêches ne font plus que manifester ponctuellement la continuité de la guerre, en arrière plan de l'« actualité chaude », à travers le récit de « micro-événements » et notamment des bombardements dont le caractère doit être assez meurtrier pour susciter l'attention du lecteur³². Luc Mathieu, journaliste chez *Libération* en charge de la région Moyen Orient reconnaît une trop faible médiatisation de cette guerre et la priorité accordée à certains types d'événements dans la couverture : « *C'est vrai qu'il n'y en a pas assez (de papiers sur le Yémen). Il y a des papiers en général quand il y a une alerte d'ONG ou des Nations Unies sur la famine, ou sur les enfants. Ce genre de choses. Mais ce sont plus des articles en réaction* ». En effet, on constate que les papiers sur le Yémen dans *Libération* sont majoritairement des brèves concentrées dans les pages « Expresso » du journal destinées aux « lecteurs pressés ou déjà très informés »³³.

²⁹ Bill Kovack, Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme : ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*, Gallimard, Paris, 2015.

³⁰ *Libération*, Expresso, vendredi 3 février 2017, p. 11.

³¹ Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, La découverte, Paris, 1999.

³² Citons en exemples: « Bombardement au Yémen : carnage lors d'une cérémonie funéraire », Expresso, lundi 10 octobre 2016, p. 9 ; « Yémen. Au moins 130 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées », Expresso, mercredi 30 septembre 2015, p. 9.

³³ « Libération se réinvente : maquette », 29 mai 2015. http://www.liberation.fr/futurs/2015/05/29/les-grands-formats_1319254

Par définition très limité en nombre de signes, la brève ne peut à elle seule faire office de couverture médiatique approfondie et régulière d'un événement aussi majeur. Or, l'étude des archives de nos quatre quotidiens sélectionnés, témoigne bien de son usage toujours plus important pour traiter du conflit, et ce, aux dépens de papiers plus longs soit des analyses, des interviews ou des reportages.

C) Un manque criant de journalistes spécialisés

La faiblesse quantitative de la couverture médiatique de la guerre au Yémen peut, dans une certaine mesure, également s'évaluer au travers du faible nombre de journalistes couvrant l'actualité du pays et donc à même de produire du contenu informatif sur le sujet. Que soit au niveau du « *desk* » ou du réseau de correspondants à l'étranger, ils sont en effet très peu à suivre l'actualité du Yémen. Au sein de la rédaction parisienne de *Libération*, le sujet est indifféremment couvert par l'un des deux journalistes seuls en charge de la région « Moyen Orient »³⁴. Dans les autres quotidiens étudiés, un journaliste semble plus ou moins affecté à la couverture du conflit à côté de ses autres attributions principales³⁵. Chez *La Croix*, il est intéressant de noter que le journaliste qui écrit le plus sur le sujet n'est pas spécialiste d'une région en particulier mais est responsable des questions humanitaires et de développement.

Depuis la fermeture de l'ambassade de France à Sanaa, il n'y a plus aucun ressortissant français au Yémen et les rédactions ont été contraintes de rapatrier leur journaliste ou envoyé spécial³⁶. Mais certaines rédactions n'ont jamais eu de correspondant exclusifs et permanents sur place, à l'instar de *La Croix* ou du *Figaro*. D'après le témoignage de Charlotte Velut, ancienne correspondante installée à Sanaa entre 2010 et 2012 il n'y avait que deux correspondants français à Sanaa avant la guerre³⁷. Au-delà d'une déperdition du nombre de correspondants à cause des conditions sécuritaires, on constate que le pays disposait déjà de très peu de relais médiatiques français et était donc déjà sous-couvert avant la guerre. Aujourd'hui, pour couvrir le conflit de l'intérieur, les médias disposent ainsi d'un réseau qui se limite principalement aux agenciers délocalisés dans des bureaux régionaux et qui les

³⁴ Il s'agit de Luc Mathieu et d'Hala Kodmani. Voir entretien avec Luc Mathieu en annexe.

³⁵ Georges Malbrunot pour *Le Figaro*, Louis Imbert pour *Le Monde* et Pierre Cochez pour *La Croix*.

³⁶ François-Xavier Trégan, correspondant au Yémen pour *Le Monde* est rentré du Yémen au début du conflit selon Louis Imbert. Voir entretien en annexe n°5.1.

³⁷ Cf. entretien avec Charlotte Velut en annexe n°5.2.

fournissent en dépêches³⁸. Un manque de journalistes et de sources locales entraîne inévitablement un manque de contenu informatif fiable, et donc, « relayable ».

La couverture médiatique de la guerre au Yémen pâtit aujourd'hui d'un manque criant de journalistes affecté à son suivi. Ce manque peut s'expliquer par les difficultés d'accéder au terrain, comme nous le développerons plus tard, mais est aussi structurel. Il n'y a jamais eu de réseau de correspondants développé au Yémen à même de constituer un maillage d'informateurs yéménites utile aujourd'hui. Très rares sont, par ailleurs, les journalistes disposant d'un réseau de sources né d'une connaissance personnelle du terrain et permettant aujourd'hui une continuité de production régulière d'articles. Georges Malbrunot, journaliste au *Figaro* témoigne de l'importance du réseau de sources locales pour écrire sur le sujet : « *Je suis allé au Yémen une demi-douzaine de fois. J'y ai passé de longs moments quand j'ai écrit le livre sur le garde du corps de Ben Laden donc j'ai un réseau de contacts qui est correct là-bas. C'est le réseau de sources qui compte. Mes sources, c'est des sources les plus proches du terrain c'est-à-dire sur place, (...) avec des gens qui sont à Taëz ou à Sanaa ou ailleurs, ou des diplomates qui étaient là-bas ou dans la région. (...)* ».

Conclusion de la première partie

Il ressort des statistiques établies, et des constatations sur le nombre de journalistes s'intéressant au Yémen, que l'on peut bien, sans aller jusqu'à parler de black-out médiatique, légitimer la critique d'une sous-médiatisation générale de la guerre au Yémen tout en admettant des disparités entre les titres. Le recours important à la brève ainsi que le très faible nombre de « unes » témoignent d'un suivi partiel et peu important du conflit. Nous avons également constaté un essoufflement global de la couverture médiatique sur deux ans qui est le corollaire de l'enlisement du conflit.

Il est toutefois à noter que la critique concernant la sous-médiatisation de la guerre au Yémen peut parfois être exagérée par des comparaisons maladroites avec le traitement médiatique intense de la guerre en Syrie, dont nous avons nous même donné un aperçu en annexe pour familiariser le lecteur aux proportions que peut prendre, dans un sens ou l'autre, une couverture médiatique d'un point de vue quantitatif. Il n'est nullement dans notre intention de vouloir établir une échelle des horreurs et de leur représentation étant donné, comme l'a souligné le spécialiste

³⁸ Sami Al-Ansi, correspondant de AFP pour le Yémen, est basé à Dubaï.

Laurent Bonnefoy, que les deux conflits sont bien de catégorie et d'ampleur différente que ce soit en termes de nombre de victimes, de réfugiés ou de niveau d'internationalisation³⁹. Il n'en demeure pas moins que la couverture actuelle de la guerre au Yémen reste bien trop faible face à un conflit dont les conséquences sont chaque jour plus importantes et ne devraient pas rester longtemps cantonnées au territoire yéménite⁴⁰. Si les quelques journalistes qui écrivent sur le Yémen au sein des rédactions des quotidiens français s'accordent tous pour dire que la couverture du conflit est trop faible, certains prédisent également, à l'instar de Charlotte Velut, une médiatisation qui devrait indubitablement progresser à la faveur d'une « *situation qui va sûrement et malheureusement empirer* »⁴¹. En ce sens, l'on peut regretter un certain manque d'anticipation de la presse qui pourrait familiariser le lecteur à cette crise et ses enjeux.

³⁹ Laurent Bonnefoy, « Deux ans de destructions et d'impasse au Yémen. Loin des caméras », *Orient XXI*, 27/03/2017.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Voir entretien en annexe n°5.2.

II - LES BIAIS DE LA MEDIATISATION DE LA GUERRE AU YEMEN

Si le lecteur mériterait d'être plus informé, lui fournit-on par ailleurs une lecture claire, approfondie et objective du conflit en cours ? En d'autres termes, peut-on observer des biais de médiatisation qui constitueraient une autre faiblesse du traitement médiatique du conflit ? Nous avons, dans notre propos introductif, posé l'hypothèse d'un traitement qui se focaliserait essentiellement sur la question de la sous-médiatisation même de cette guerre, ou sur un traitement purement factuel ou humanitaire, et qui tendrait ainsi à une couverture médiatique qui délaisseraient les problématiques fondamentales du conflit. Une analyse sémantique de plusieurs articles des quotidiens *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, et *La Croix* a permis de dégager certaines « tendances à l'uniformisation » ou à la simplification de l'information et pouvant expliquer un traitement partiel ou biaisé du conflit.

A) Le syndrome de la « guerre oubliée »

De cette analyse sémantique des articles traitant de la guerre au Yémen depuis deux ans, ressort un premier constat évident. Celui d'une caractérisation uniforme du conflit par la presse comme une « guerre oubliée ». L'expression, reprise par l'ensemble des quotidiens étudiés (mais aussi par les sites d'information en ligne et la télévision) est en effet devenue une périphrase permettant de désigner à elle-seule le conflit, tout en véhiculant une forme de dénonciation et en suscitant une certaine compassion émotionnelle chez le lecteur. Comme déjà évoqué plus haut, *La Croix* et *Libération* ont tous deux consacré une unique « une » au conflit intitulée de façon strictement identique « Yémen, la guerre oubliée ».



Une parue le vendredi 16 octobre 2015.



Une parue le mercredi 8 février 2017.

Percutante et mystérieuse, l'expression est efficace pour interpeller le lecteur et susciter sa curiosité. Une personne non informée se demandera sans aucun doute quelle est cette guerre dont elle n'a jamais eu vent, pourquoi n'en a-t-elle jamais entendu parler et qui tente ainsi de la faire « oublier ». Le journal semble ainsi accomplir son devoir de « révélation » d'une information inaccessible au grand public et donner à cette dernière une valeur accrue. Mais l'expression en elle-même n'est pas porteuse d'information. Le titre est, comme on le définit dans le jargon journalistique, plus incitatif qu'informatif c'est-à-dire qu'il privilégie l'effet produit sur le lecteur. En tant que titre, l'expression « guerre oubliée » guide le lecteur vers l'article mais le conditionne en même temps dans le sens où l'utilisation de mots génériques induit déjà un cadre d'interprétation et un rapport figé à l'information⁴². Si le titre est bien relié à l'actualité d'une « guerre » en cours, celle-ci, en étant avant tout caractérisée comme « oubliée », connaît un processus de « mythologisation » qui affecte en retour l'événement présent⁴³. Mis en évidence dans la titraille, le fait que le conflit soit oublié est finalement retenu comme l'essentiel de l'information. L'emploi de la périphrase « une guerre oubliée » n'est pas circonscrit à l'espace de la une mais se décline également sous forme de titre de brève⁴⁴, dans les tribunes⁴⁵, ou vient tout simplement ponctuer le corps des articles d'une pique de rappel du cadre principal d'interprétation dans lequel il faut saisir cette guerre⁴⁶.

Guerre oubliée Le Yémen est désormais touché par la famine

A l'occasion du deuxième anniversaire d'un conflit aussi oublié que dévastateur, les ONG alertent sur l'état catastrophique du pays le plus pauvre de la péninsule arabique, déchiré par un conflit sanglant depuis 2011 et frappé sans relâche par la coalition menée par l'Arabie Saoudite. Le gouvernement contrôle à peine 20% du territoire, le reste, dont la capitale, Sanaa, étant aux mains des rebelles houthis, soutenus par l'Iran. Un embargo des Nations unies sur les armes à destination des rebelles, en place depuis 2015, s'est « transformé de facto en un blocus aérien et maritime empêchant la quasi-totalité des importations de produits de première nécessité », soulignent les ONG qui sont au Yémen, bravant la menace Al-Qaeda. Au total, c'est 70% de la population du pays qui est en situation d'insécurité alimentaire. PHOTO REUTERS



Brève *Libération* du 24 mars 2017, p.11.

tard, deux missiles étaient tirés du Yémen en direction du territoire saoudien et de la province yéménite de Marib, avant d'être interceptés.

Plus que jamais, l'heure est à la violence dans ce conflit oublié, même s'il a fait plus de 7000 tués - dont un tiers de civils. Que veulent dire les États-Unis lorsqu'ils parlent d'« ajuster (leur) soutien (aux Saoudiens, NDLR) afin de conformer au mieux aux principes, aux valeurs et aux intérêts » de Washington ? Des militaires américains et britanniques siègent dans une war room à

Extrait *Le Figaro*, mardi 11 octobre 2016, p.7.

⁴² Roselyne Ryngoot, *Analyser le discours de la presse*, Armand Colin, Paris, 2014, p. 93-94.

⁴³ *Ibid*, p. 94.

⁴⁴ « Guerre oubliée. Le Yémen est désormais touché par la famine », titre de brève dans la parution de *Libération* du 24 mars 2017, p.11. Photo ci-dessus.

⁴⁵ « Face aux refus russes, la France persiste pour sauver Alep... mais « oublie » d'être virulente sur le Yémen », Edito de Johan Hufnagel, *Libération*, lundi 10 octobre 2016, p. 6

⁴⁶ «Yémen : l'Arabie sous le feu des critiques », *Le Figaro*, mardi 11 octobre 2016, p.7. Photo ci-dessus.

Enfin, il est intéressant de noter que la même expression de « guerre oubliée » est utilisée pour parler de la guerre au Soudan du Sud »⁴⁷, mais a aussi pu désigner « la guerre oubliée de Falloujah »⁴⁸, « la guerre oubliée du Sud thaïlandais »⁴⁹, ou a encore la guerre d'Afghanistan⁵⁰. L'idée qu'elle pourrait donc singulariser à elle-seule la guerre du Yémen et apporter un éclairage informatif pertinent est battue en brèche. La couverture médiatique de ce conflit ne saurait se résumer à cet état de fait au risque de se retrouver sur la longue liste précitée de conflits dont on a effectivement tout oublié des enjeux. Cette logique de reprise médiatique du constat d'un faible intérêt de la communauté internationale et des médias pour la guerre au Yémen se fait aux dépens d'un apport informationnel approfondi.

B) Des victimes sans noms et visages

Contrairement au quotidien britannique *The Times* qui a fait de la photo de Saïda Ahmad Baghili, une jeune fille de 18 ans représentant « le visage décharné de la famine au Yémen » sa une, le 27 octobre 2016⁵¹, les quotidiens français n'ont pas publié cette photo dans leurs journaux. En effet, si tous ont, à un moment ou un autre, adopté un angle humanitaire pour traiter du conflit, ce dernier reste largement désincarné et privé d'images des victimes.

Le quotidien *La Croix*, de par sa ligne éditoriale, est le journal ayant le plus adopté un angle humanitaire pour traiter de la guerre au Yémen. Un bref coup d'œil sur l'ensemble des titres réalisés par le quotidien, témoigne de ce biais de médiatisation⁵². Toutefois, même *La Croix* n'échappe pas à une certaine déshumanisation ou désincarnation des victimes qui empêche l'identification du lecteur. Les brèves évoquant le conflit viennent inlassablement, recenser le nombre de victimes civiles supplémentaires dues aux bombardements de la coalition internationale, aux exactions

⁴⁷ « La guerre oubliée du Soudan du Sud », *Le Monde*, lundi 2 novembre 2015, p. 1, ou « Soudan du Sud. Une guerre oubliée », *La Croix*, n°40410, samedi 6 février 2016, p. 1.

⁴⁸ « La guerre oubliée de Faloudja qui menace l'Irak », *Le Figaro*, n°21704, lundi 19 mai 2014.

⁴⁹ « Guerre oubliée au pays du Sourire », *Le Monde*, samedi 4 août 2012, p. 21.

⁵⁰ « Afghanistan, la guerre oubliée », *La Croix*, n°38721, vendredi 23 juillet 2010, p.1

⁵¹ Voir annexe n°10.

⁵² Exemples de titre de brève: « Dans une certaine indifférence internationale, les Yéménites risquent de souffrir bientôt de la famine », « Au Yémen, l'ONU prépare une vaste opération humanitaire », « Une situation humanitaire chaotique au Yémen », etc. Voir le détail des statistiques de *La Croix* en annexe n°3.

des Houtis, aux attentats des djihadistes, ou les victimes de la famine⁵³. Par essence, courtes et très factuelles, les brèves apportent toutefois peu de cadre de compréhension et de sensibilisation. Partons de l'exemple ci-dessous :

« Yémen. De nouveaux morts civils »⁵⁴

L'aviation de la coalition arabe intervenant au Yémen a visé par erreur hier à l'aube dans la province d'Ibb un convoi de camions chargés de marchandises, tuant 12 civils, dont un enfant, selon des sources militaires. En 19 mois, la guerre au Yémen a fait plus de 7 000 morts et près de 37 000 blessés, selon l'ONU. Le secrétaire d'État américain, John Kerry, a eu hier au sultanat d'Oman des entretiens axés sur la relance des efforts pour mettre fin au conflit ».

La date et le lieu du bombardement sont connus mais le responsable des exactions contre les civils n'est pas strictement identifié. « L'aviation de la coalition arabe intervenant au Yémen » est composée d'une dizaine de pays belligérants, la responsabilité d'un Etat en particulier n'est pas ici mise en évidence. Les sources de cette information par ailleurs sont « militaires » soient les mêmes personnes identifiées comme responsables du bombardement, ce qui pose un problème de fiabilité. Enfin, on connaît le nombre de victimes mais leur identité se résume à des « civils » dont « un enfant ». S'ensuit un décompte plus large du nombre de victimes que la guerre aurait fait au total. Très factuelles, les informations restent parcellaires et ne permettent pas de dépasser les faits pour aller vers une compréhension plus large des enjeux du conflit. Il y a, par ailleurs, peu de force d'identification dans ce strict exposé pouvant amener à sensibiliser le lecteur. Il en résulte, à posteriori et à mesure que les brèves se succèdent, une impression de décompte macabre incompréhensible face auquel le lecteur est impuissant et insensible.

Le biais du journalisme humanitaire tient cependant généralement à l'extrême inverse. Une saturation de descriptions et de témoignages douloureux focalise l'intérêt sur les victimes et peut entraîner un refus de comprendre chez le lecteur. C'est le syndrome de la « *compassion fatigue* » dont témoignent certains humanitaires. « *L'indignation est toujours forte au début : dix morts, cent morts, mille morts... Et puis ça devient des dizaines, des centaines de milliers. Une lassitude s'est installée. (...), le*

⁵³ Les chiffres sont inlassablement revus à la hausse par les ONG mais l'on estime que près de 2,2 millions d'enfants souffriraient aujourd'hui de malnutrition aigüe au Yémen et seraient en besoin de soins immédiats. On évoque aussi le fait qu'« au moins un enfant meurt toutes les dix minutes au Yémen ».

⁵⁴ La Croix, no. 40645, Monde, mardi 15 novembre 2016, p. 7

public a l'impression de ne rien pouvoir changer. (Il) est saturé d'horreurs, cela diminue la réaction. Il reste quelques moments d'émotion collective, comme avec Aylan Kurdi », commentait Nina Walch, la coordinatrice crises et conflits armés à Amnesty International⁵⁵.

Dans le cas du Yémen, et en partie du fait des difficultés d'accès au terrain, il y a une absence quasi totale de témoignages et de descriptions des conséquences de la guerre sur les Yéménites. « Je ne suis jamais allé au Yémen. Je n'ai jamais eu des gens sur place au téléphone. Toutes les fois où j'ai fait un article ça a été à travers ce que me disaient des ONG ou des organisations onusiennes type CICR. (...) cela fait deux ans de suite qu'ils font une conférence de presse commune à six ONG », explique le journaliste de *La Croix*, Pierre Cochez. Une réalité qui ressurgit sur le ton des papiers. Les articles sont généralement moins des descriptions des difficultés des Yéménites qu'une description de celle des humanitaires sur le terrain comme l'illustre l'extrait suivant d'article⁵⁶ :

« « L'obtention d'un visa demande entre un et trois mois. Nous avons besoin de multiples autorisations avant tout mouvement à l'intérieur du pays. Notre accès aux populations est complexe, fluctuant », complète Hélène Quéau, de Première urgence internationale ».

La réalité des souffrances des populations civiles est par ailleurs saisie sous la forme déshumanisée de chiffres :

« En deux ans, l'Unicef a recensé 212 attaques sur des écoles, 95 sur des hôpitaux. « Il y a une destruction délibérée de ces infrastructures », souligne Jean-François Corty, de Médecins du monde »⁵⁷.

Finalement, la couverture médiatique de la guerre au Yémen ne semble pas pâtir d'une saturation d'images d'horreur comme en Syrie⁵⁸ mais d'une absence de ces dernières. Or, si elle n'est pas incarnée et illustrée, une crise humanitaire reste bien souvent irréaliste et insaisissable pour le lecteur. Bien que la photo de Saïda Ahmad Baghili ait été comparée à la photo d'Aylan Kurdi, elle n'a en réalité pas été autant

⁵⁵ Propos recueillis par L. Mathieu, « Syrie. L'histoire ne nous absoudra pas facilement », *Libération*, 15/12/16, p. 3

⁵⁶ « Au Yémen, la famine au bout de deux ans de guerre », *La Croix*, no. 40755, jeudi 23 mars 2017, p. 8

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ « On a du mal à donner un visage au conflit syrien, parce qu'il y en a trop », Nina Walch dans « Syrie. L'histoire ne nous absoudra pas facilement », *Libération*, 15/12/16, p. 3

relayée que cette dernière par les médias et sur les réseaux sociaux déjà saturés d'images des victimes syriennes. Ceci explique en partie son incapacité à sensibiliser l'opinion publique et à faire réagir les politiques. Mais le faible traitement médiatique de la crise humanitaire du Yémen n'est finalement que le corollaire d'une sous-médiatisation plus générale du conflit qui fait que les Français restent largement ignorants de l'existence même de cette crise humanitaire. S'il doit bien veiller à ne pas attenter au respect et à la dignité humaine, le journalisme humanitaire constitue aussi un contre-pouvoir à la violence des Etats et les prive d'un certain « permis de tuer ». Il participe d'autant plus pleinement de la mission informative des journalistes au Yémen, que la France serait cobelligérante des crimes de guerre perpétrés par l'Arabie Saoudite à laquelle elle vend du matériel d'armement, procure des formations militaires et fournit des informations satellitaires.

C) Une lecture du conflit encore trop confessionnelle

D'après Jean-Paul Marthoz, la presse occidentale aurait eu « beaucoup de mal à passer du paradigme de la Guerre froide à celui des nouveaux conflits ou la dimension identitaire (ethnique, religieuse) est désormais importante »⁵⁹. Or, aux vues de la couverture médiatique qui est faite de l'actualité au Moyen Orient et de la guerre au Yémen, il semble qu'aujourd'hui la presse ait remplacé le paradigme de la guerre froide (un bloc d'Etats contre un autre bloc d'Etats) par un paradigme religieux (sunnites contre chiites). Par souci de vulgarisation ou parfois d'absence de connaissances spécialisées sur le sujet, la guerre au Yémen est en effet souvent présentée comme un affrontement confessionnel entre les rebelles Houtis soutenus par l'Iran chiite et le pouvoir central de Sanaa appuyé par l'Arabie Saoudite sunnite, sur le territoire multiconfessionnel du Yémen⁶⁰. Parmi les phrases de contextualisation qui reviennent, sous différentes variantes, dans le chapeau de nombreux articles, on trouve par exemple: « L'Arabie Saoudite en chef du camp sunnite dans le conflit contre les chiites »⁶¹, ou « Téhéran et Ryad conduisent la guerre entre chiites et sunnites qui

⁵⁹ Jean-Paul Marthoz, *Journalisme international*, Bruxelles, 2015, p. 208.

⁶⁰ 70% des Yéménites sont sunnites, 30% sont zaydites et 8% des zaydites sont des Houtis.

⁶¹ «L'Arabie Saoudite en chef du camp sunnite dans le conflit contre les chiites », *Libération*, 13 avril 2015. Annexe n°9.

déchire tout le Moyen Orient. Dernier théâtre de leur conflit : le Yémen»⁶². Non totalement erronée, cette lecture du conflit reste toutefois très simpliste.

« Quelque part les médias ont tendance à reprendre le discours saoudien un peu trop rapidement en disant les Houtistes, virgule, de confession chiite. Moi systématiquement je me bats pour qu'on n'écrive pas ça. Pour dire mouvement politique apparenté au chiisme ce n'est pas la même chose. Dans la presse on a tendance à faire des approximations pour faire comprendre vite sauf qu'à des moments l'approximation a un sens politique », confirme le journaliste Louis Imbert.

Le conflit au Yémen ne saurait en effet se résumer à une guerre religieuse. D'abord, car les rebelles Houtis, issus de la minorité zaydite pratiquent en réalité un Islam plus proche du sunnisme que du chiisme⁶³. Leur proximité avec l'Iran tiendrait donc moi au partage d'une pensée religieuse qu'à des considérations opportunistes d'alliance⁶⁴. D'autre part, Ali Abdallah Saleh de confession zaydite et aujourd'hui rallié aux rebelles Houtis, n'en a pas moins été l'ennemi de ces derniers qui ont contesté son pouvoir pendant plusieurs années⁶⁵. Enfin, si l'Arabie Saoudite entend par cette guerre restaurer le pouvoir du président sunnite Abd Mansour Hadi et met en avant une certaine propagande anti-chiite, son interventionnisme suit avant tout des considérations politiques et sécuritaires d'ordre interne au Royaume. L'opération Tempête décisive avait été lancée par le jeune ministre de la Défense saoudien et vice-prince héritier Mohammed Ben Salmane Al Saoud, tout juste promu au poste et soucieux de faire rapidement ses preuves pour concurrencer le prince héritier dans la course au trône. Plus largement, il en va de la pérennité même de la monarchie saoudienne dans les objectifs de guerre. Alors que le Yémen a toujours été considéré par l'Arabie Saoudite comme son arrière-cour, Ryad souhaite aujourd'hui, comme en 1962⁶⁶, prévenir toute déstabilisation politique contre ses intérêts à ses frontières, pour ne pas risquer de voir se propager une révolution sur son propre territoire.

⁶² « Yémen ; choc entre l'Iran et l'Arabie Saoudite », *Le Monde*, samedi 28 mars 2015.

⁶³ Le zaydisme est une branche du chiisme. Il est toutefois très éloigné de la branche principale du chiisme. Sa jurisprudence ressemble davantage au sunnisme chaféite, majoritaire au Yémen.

⁶⁴ « *L'influence iranienne, très probable en termes de financements, n'est cependant pas structurante pour les houthistes* », selon le spécialiste Laurent Bonnefoy.

⁶⁵ Une guerre les a même opposés entre 2004 et 2010.

⁶⁶ La guerre civile du Yémen du Nord oppose entre 1962 et 1970 les forces royalistes soutenues par Ryad et les forces républicaines soutenues par l'Égypte.

La presse française n'est toutefois pas complètement dupe d'être sous l'influence d'un certain « narratif de guerre » des belligérants. L'article du *Monde* précise : « Même si cette grille de lecture ne s'applique que partiellement au complexe kaléidoscope yéménite, c'est elle qui s'est imposée aux dirigeants saoudiens ». Au-delà de la stratégie du « diviser pour mieux régner », l'idée d'un choc confessionnel du conflit permet aux belligérants de dissimuler d'autres enjeux. Mais comment cette lecture manichéenne du conflit a-t-elle pu se propager si largement dans la presse française ?

Etant donné l'absence de reporters de guerre pouvant directement témoigner des opérations militaires sur le terrain, les seules sources disponibles sont les communiqués officiels des autorités militaires de la coalition, de l'ONU et du Quai d'Orsay. Au-delà du fait que les autorités officielles belligérantes ne peuvent constituer des sources uniques et fiables d'information, celles-ci peuvent imposer certains mots ou certaines qualifications des faits pour donner un cadre d'interprétation à la presse. « *On est tributaire des sources institutionnelles. Evidemment, c'est un biais. La source institutionnelle a un poids politique (...) et donc tu la répercutes. Toute la problématique est d'arriver à la mettre en perspective avec des réalités de terrain qui sont plus complexes, discordantes voire contraires. Sur le Yémen ca l'est d'autant plus que l'accès au terrain est très difficile* », confirme le journaliste Louis Imbert.

En l'absence de sources alternatives, la presse court donc le risque de se faire l'écho d'un discours et d'une lecture univoque du conflit. Les sources institutionnelles sont souvent pourvoyeuses d'une lecture idéologisée et/ou politisée du conflit qui ne reflète pas la réalité du terrain. Charlotte Velut, ancienne correspondante à Sanaa, évoque une « *situation sur place très différente de celle relatée dans les médias* ». Même constat de la part du photoreporter Guillaume Binet : « *Les Yéménites n'acceptent pas cette guerre. C'est une guerre politique et économique et non confessionnelle. Ils se sentent complètement instrumentalisés. La population souffre énormément, et ne se retrouve pas, j'ai posé la question, dans le schéma que nous, médias occidentaux, essayons de donner. (...) Ce qui m'a le plus marqué c'est ce que l'on sait de la guerre et ceux qu'ils vivent réellement. Le grand écart entre ce que j'en savais, ce que j'avais pu en comprendre et ce que j'ai trouvé sur place* »⁶⁷. Ces témoignages de première main semblent confirmer un écart important entre la réalité du

⁶⁷ Guillaume Binet dans « Un jour dans le monde », Emission de France Inter, Lundi 12 octobre 2015.

conflit et la perception qui en est dégagée par les médias. Toutefois, selon Louis Imbert, « *le problème à la fin c'est que la réalité de terrain s'adapte au narratif de guerre. Elle devient de plus en plus vrai. La dynamique sectaire commence à exister après deux ans de guerre mais c'est un effet de la guerre. Ce n'était pas une condition de la guerre préexistante* »⁶⁸. Certains biais de médiatisation peuvent donc avoir des conséquences directes sur la nature et l'évolution du conflit.

Conclusion de la deuxième partie

Il semble bien que la couverture médiatique de la guerre au Yémen souffre de certains biais de médiatisation. Consciente d'une certaine sous-couverture, la presse française semble ponctuellement ressentir le besoin de rappeler l'existence de ce « conflit oublié » à ses lecteurs. Toutefois ce prisme de lecture, surtout quand il fait office de titre, fige l'événement sans lui offrir de suivi approfondi voire de perspectives d'évolution. En reprenant sans cesse cette formulation, l'idée est induite au lecteur d'une non-évolution de la situation et provoque un sentiment d'impuissance et de désintérêt. Un sentiment qui ne saurait par ailleurs être remplacé par l'indignation que pourrait susciter des images et témoignages de la crise humanitaire qui se joue actuellement au Yémen puisque ceux-ci se font très rares. Privée d'un certain facteur émotionnel, la couverture médiatique de la guerre au Yémen peine en effet à sensibiliser l'opinion publique aux souffrances de la population yéménite. Enfin, la complexité des origines de la guerre, couplée à une lecture parfois simplifiée de ses enjeux et un manque de parole d'expert, ne peut en effet qu'altérer la compréhension du conflit par le lecteur français, voire, sur le long terme, avoir des conséquences directes sur le terrain.

⁶⁸ Voir entretien en annexe n°5.1

III – LES RAISONS DE LA SOUS-MEDIATISATION DE LA GUERRE AU YEMEN ET LEURS IMPLICATIONS SUR L’ETHIQUE JOURNALISTIQUE

Nous avons déjà introduit quelques pistes de réflexion sur les raisons qui pourraient expliquer les faiblesses du traitement médiatique de la guerre au Yémen à savoir notamment les difficultés d'accès au terrain. Il s'agira dans une dernière partie d'explicitement ces difficultés mais aussi d'envisager les autres raisons du manque d'approfondissement de la couverture de cette guerre. En effet, à l'heure des réseaux sociaux et du rôle toujours plus grand des reporters-citoyens, comment peut-on expliquer que le Yémen puisse réellement échapper à l'œil de l'information ? Les difficultés d'accéder à certaines zones de conflit n'est-elle pas devenue un prétexte à l'abandon médiatique de régions du monde qui semblent, comme nous en avons posé l'hypothèse, susciter moins d'intérêt ?

A) Un journalisme empêché ...

Les menaces pesant sur les journalistes couvrant la guerre au Yémen, qu'ils soient étrangers ou locaux, sont sans conteste nombreuses malgré les protections du droit international humanitaire⁶⁹. Reporter sans frontières a placé le Yémen à la 170^e place du classement mondial de la liberté de la presse en 2016 sur 180 pays. Les rapports de l'organisation font état d'agressions, d'enlèvements⁷⁰ et de menaces quotidiennes de la part des Houtis⁷¹ ou des groupes terroristes comme Al-Qaeda et l'Etat Islamique à l'encontre des journalistes. Pour la première fois, le 12 avril 2017, une condamnation à mort d'un journaliste a même été prononcée par une cour criminelle à Sanaa, passée sous le contrôle des rebelles houthis⁷². Enfin, les journalistes sont, comme les autres civils, également victimes des bombardements de la coalition⁷³.

⁶⁹ Le statut juridique du journaliste en zone de conflit est défini par les conventions de Genève et par la résolution 1738 du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 décembre 2006. Elle demande instamment à toutes les parties concernées par le conflit armé, de « respecter l'indépendance professionnelle et les droits des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé, qui sont des civils ».

⁷⁰ Plus de 15 journalistes et collaborateurs de médias locaux seraient détenus par les Houthis et Al-Qaeda.

⁷¹ Les Houtis font partie de la « liste noire des prédateurs de la liberté de la presse ». Cf Annexe n°6.

⁷² Le journaliste condamné à mort Yahya Abdelraqib al-Jubaihi, 62 ans, est accusé d'espionnage au profit d'un pays ennemi à la suite de contacts avec l'ambassade saoudienne.

⁷³ Hashem Al-Hamran, correspondant de la chaîne pro-houthie Al Masira est décédé le 22 janvier 2016 dans un bombardement aérien dans la province de Saada, au nord de Sanaa.

Les difficultés d'accès au terrain ont été présentées par l'ensemble des journalistes que nous avons interviewés comme la principale raison de la faible médiatisation de la guerre au Yémen. D'après eux, il serait cependant moins question de risques sécuritaires dissuasifs que de l'impossibilité même de se rendre sur la zone de conflit dans le cas du Yémen. « *Là je reviens d'Irak donc on peut aller sur les terrains de guerre mais le problème au Yémen c'est bien les moyens d'accès. (...) Les moyens d'accès sont très compliqués parce qu'il n'y a plus d'avion. Il y a un avion des Nations Unies mais ils ne veulent pas de journalistes. Il y a une possibilité d'y aller en bateau mais maintenant ça devient très dangereux apparemment. Après il y a un vol depuis Amman (Jordanie) mais il est très aléatoire* », détaille le journaliste Luc Mathieu.

Le récit de l'arrivée sur place de Guillaume Binet dans un bateau de l'organisation humanitaire Médecins sans frontières confirme l'importance des dangers que les journalistes sont contraints de prendre pour se rendre au Yémen en l'absence de moyens d'accès réguliers : « *C'était un départ de Djibouti en bateau dans une toute petite barque pendant 18h. Pour arriver dans le cœur d'Aden complètement assiégé. Un côté du port était Houti, l'autre côté du port était aux mains des résistants du sud. Ils se tiraient dessus continuellement et le bateau devait arriver là-dedans au milieu des balles. Les drapeaux blancs n'ont pas empêché de tirer* », raconte le photographe à sur France Inter⁷⁴.

Cette impossibilité d'accéder à une zone de conflit a également été identifiée comme « extrêmement rare » puisque les théâtres de guerre restent habituellement largement accessibles aux journalistes. Lors des guerres d'Irak et d'Afghanistan des journalistes « embarqué » ou « embeded », c'est à dire intégrés aux troupes militaires, ont ainsi pu rapporter des détails des opérations militaires bien que différentes restrictions aient pu affecter leur liberté. La coalition internationale menée par l'Arabie Saoudite dispose de troupes au sol mais ces dernières ne semblent pas accueillir de journalistes étrangers, ou très peu⁷⁵. C'est que les difficultés d'accès Yémen sont en partie liées à une certaine censure militaire et politique. Une analyse de l'interview du général saoudien Ahmed al-Assiri, le porte-parole de la coalition saoudienne, par un

⁷⁴ Guillaume Binet dans « Un jour dans le monde », Emission de France Inter, Lundi 12 octobre 2015.

⁷⁵ Voir interview de Louis Imbert en annexe n°5.1.

journaliste du *Point*⁷⁶, peut permettre de mettre en lumière cette censure. Dans cette interview le porte-parole déclare :

« À Paris, il y a une ambassade de la République du Yémen qui délivre des visas et permet de se rendre sur place. Il est donc possible d'aller au Yémen de façon régulière. (...) Ce qui est interdit, c'est d'aller au Yémen sous couvert d'une mission humanitaire, donc de façon illégale. De se rendre à Sanaa pour refléter ce qu'affirment les houthis, et ensuite revenir à Paris en écrivant qu'Abd Rabbo Mansour Hadi n'est pas le président légitime⁷⁷.

Le général semble minimiser les difficultés d'accès au terrain pour témoigner d'une certaine transparence. En effet, le journaliste Luc Mathieu qui nous a confié essayer de se rendre au Yémen depuis deux ans détaille les contraintes administratives auquel il a été confronté : *« C'est vraiment très compliqué. Il faut un visa puis il faut aller à Sanaa. Il faut aussi une autorisation des Houtis. Il faut donc une double autorisation. (...) A la fois les Houtis et le gouvernement en place ne veulent pas (...) Une fois je pensais que c'était bon et puis au dernier moment c'était non parce qu'il y a besoin du visa et le visa cela relève de l'ambassade de Paris »⁷⁸*. Louis Imbert du *Monde* confirme que *« l'ambassade de Paris n'est pas la plus arrangeante »⁷⁹*. Les réticences des autorités militaires et politiques à délivrer des visas aux journalistes et à leur faciliter l'accès au terrain peuvent s'expliquer par leur volonté d'éviter des témoignages pouvant les mettre en cause étant régulièrement accusés de crimes de guerre. Le général saoudien conditionne par ailleurs la protection des journalistes à certaines restrictions pouvant attenter à la liberté de la presse. Les journalistes ne peuvent pas s'adresser aux Houtis, soit au camp adverse, et ne peuvent écrire certaines choses qui iraient à l'encontre de la politique saoudienne. En ce sens, les journalistes sont finalement privés d'exercer leur mission informative de façon indépendante.

Le porte-parole de la coalition a également mis en cause le refus des rédactions d'envoyer des reporters au Yémen. La décision d'envoyer un journaliste sur un terrain de guerre n'est pas une décision collective, elle revient évidemment au reporter de guerre qui encourt les risques selon le principe du « plein gré ». Toutefois cette volonté

⁷⁶ Interview en annexe n°7.

⁷⁷ « Au Yémen, s'il y a des bavures elles sont involontaires », *Le Point.fr*.

⁷⁸ Annexe n°5.4

⁷⁹ Annexe n°5.1

s'inscrit dans une démarche encadrée par la rédaction⁸⁰. Les reporters de guerre doivent notamment disposer de polices d'assurance particulières et leurs rédactions peuvent décider que les conditions de sécurité sont trop dangereuses pour les engager et donc refuser de les laisser partir sous leur responsabilité. Dans le cas du Yémen, aucun journaliste interviewé n'a manifesté d'interdiction de la part de sa rédaction. Au contraire, un accord de principe semble mis en évidence dans les rédactions de presse écrite. Mais si les rédactions participent en théorie à la préparation du voyage de façon à limiter les risques encourus par le reporter, l'initiative du projet et sa mise en œuvre semblent dans le cas du Yémen dépendre avant tout de l'acharnement personnel du reporter.

« J'avais un visa, je devais aller Sanaa et ça ne s'est pas fait parce que j'étais en Irak et je devais aller en Iran derrière. Et pour des raisons logistiques tout ça a capoté. C'est vraiment de la bricole et il faut aussi s'y consacrer à plein temps. (...) Le journal l'a pas fait pour moi et pendant ce temps là je commençais à courir Falloudja donc pfff je suis pas partie », témoigne Louis Imbert. Ce-dernier ajoute : *« C'est aussi le boulot d'un rédac chef et d'un « rubricard » de pousser pour que ce reportage ait lieu »*. A la question de savoir si le Yémen est un sujet régulièrement abordé en conférence de rédaction à *Libération*, Luc Mathieu répond : *« Nous si on propose des choses oui. On le fait, on a aucun problème là-dessus »*. Le journaliste souligne une initiative qui doit venir avant tout des journalistes.

... mais non impossible

Si les difficultés d'accès au Yémen et les pressions politiques sont réelles, nous avons constaté au cours de nos entretiens que parmi l'ensemble des journalistes couvrant le région, peu semblent finalement avoir réellement entrepris des démarches pour tenter de se rendre sur place. Certains journalistes ne semblent pas non plus capables d'expliquer en détail les conditions et possibilités réelles de se rendre au Yémen. L'importance des incertitudes de la part du journaliste Pierre Cochez semble ainsi suggérer que le sujet n'est pas forcément abordé au sein de sa rédaction : *« Pour l'instant on a envoyé personne parce qu'il n'y a pas..., si vous voulez, je pense que, d'abord, ce n'est pas possible. Le seul vol c'est un vol ONU qui va à Sanaa et il faut*

⁸⁰ Voir la charte de sécurité des journalistes en zones du conflit en annexe n°8.

avoir une autorisation, à mon avis ça m'étonnerait qu'ils en donnent à un journaliste actuellement. Sans cela vous allez à Aden. A mon avis cela doit être possible d'aller à Aden mais, à mon avis, c'est beaucoup moins intéressant. On peut aller dans un pays mais pas aller là où ça se passe et ça apporte pas grand-chose »⁸¹. La répétition des formulations telles que « je pense que » ou « à mon avis » sont équivoques. Les informations relayées sur les moyens d'accès au Yémen sont floues, parcellaires voire contradictoires ce qui peut interroger sur l'engagement réel des rédactions dans la couverture médiatique du conflit.

Certains journalistes reconnaissent un manque d'effort et de volonté des journalistes. Pour Luc Mathieu, « *Ce n'est pas impossible, il y en a qui y arrivent au final mais c'est vraiment long et compliqué* ». Louis Imbert juge également que se rendre au Yémen est aujourd'hui « *faisable* » et met en cause « *une part de flemme de la presse* » qui « est en faute » puisque « *le Yémen n'est le sujet central de personne ici* ». Selon lui il serait même « *faux de dire qu'on ne peut pas se rendre au Yémen* ». D'autres parts, toujours selon Louis Imbert, certaines régions seraient plus accessibles et notamment Aden où « *la sécurité s'améliore* ».

Les rédactions ne semblent donc pas toutes pleinement engagées dans des démarches concrètes pour tenter d'envoyer un reporter sur place, mais sont-elles à la recherche de moyens alternatifs pour couvrir le conflit ? Pour contourner les difficultés d'accès au terrain, la presse anglo-saxonne a choisi de recruter des anciens fixeurs en tant que pigistes locaux. Pour Louis Imbert, « *cela pourrait être une solution mais ce n'est pas dans la culture française* »⁸². De la même façon il existerait un journalisme citoyen important au Yémen, né au moment des printemps arabe⁸³ et bien exploité par la presse anglo-saxonne, mais non repris par les quotidiens français⁸⁴.

Le journalisme citoyen pourrait pourtant prendre le relais face à l'impossibilité pour les journalistes de se rendre sur le terrain. Dans un article publié sur Slate, « *La pire crise humanitaire au monde vue depuis mon fil twitter* » par Titiou Lecoq, la journaliste énumère la multiplication des hashtags #SOSYemen, #Yemen, #Peace4Yemen, #SaveYemen lancés par les Yéménites pour interpeler l'opinion publique internationale. Certains tweets soulignent le désarroi des Yéménites face au peu de relais médiatique

⁸¹ Voir annexe n°5.5

⁸² Interview en annexe n°5.1

⁸³ Charlotte Velut, *Le Yémen au-delà de la révolte*, Editions du Cygne, 2012.

⁸⁴ Voir interview de Louis Imbert en annexe n°5.1.

que ces initiatives suscitent. Un utilisateur de Twitter écrit : « *Hey, le Monde s'il te plait souviens-toi de ce tweet. Je tweete pendant une attaque et des bombardements massifs* »⁸⁵. La plupart des journalistes utilisent déjà les réseaux sociaux comme une « alerte », mais ils reconnaissent que ceux-ci pourraient d'avantage être exploités, notamment pour développer un réseau de sources citoyennes. C'est notamment le point de vue de Charlotte Velut, qui suggère de « *trouver des journalistes, activistes ou étudiants sur place qui peuvent témoigner régulièrement* »⁸⁶.

L'efficacité des réseaux sociaux a pu être démontrée à plusieurs reprises et notamment à l'occasion de la révolution de 2009 en Iran où Twitter a joué un rôle important, ou encore au moment des printemps arabes de 2011. Le fait que le journaliste du *Monde*, quotidien ayant le plus couvert le conflit selon nos statistiques, fasse une veille importante de l'activité des Yéménites sur les réseaux sociaux, peut expliquer une production plus importante et souligner l'apport de cette source. « (...) *Un certain nombre de personnes me permettent de savoir ce qui se passe à Sanaa. Il suffit de regarder mon fil Twitter. Lui c'est un analyste, lui un chercheur mais il vient de la société civile, les Nations Unies, un copain saoudien journaliste, une chercheuse anglaise spécialiste d'Al Qaeda, un centre d'analyse basé à Aden, Oxfam, une ONG, un yéménite basé en Angleterre, un gars de Tazeh très orienté, mais utile quand même. J'ai plein de sources ultra orientées mais à la fin tu fais une espèce de mix et ça te permet d'avoir des signaux* »⁸⁷, explique le journaliste.

Les réseaux sociaux permettent l'accès à une information difficile d'accès ou méconnue mais aussi un rapport particulier à cette dernière du fait d'un accès direct au témoignage des citoyens. Ainsi, « *la connaissance de ce qui se passe sur le terrain ne passe plus uniquement par le duopole classique du communiqué de l'État major et des dépêches des journalistes* »⁸⁸, et est donc dépourvu de manipulation politique ou des possibles biais de médiatisation que nous avons mis en évidence précédemment. La force de mobilisation des réseaux sociaux peut, par ailleurs, être beaucoup plus importante que celle des médias traditionnels. Toutefois, cette force mobilisatrice est

⁸⁵ Titiou Lecoq sur Slate, « La pire crise humanitaire au monde vue depuis mon fil twitter » (publié le 07/10/2015 et mis à jour le 26/03/2017).

⁸⁶ Annexe n°5.2

⁸⁷ Louis Imbert, interview en annexe n°5.1

⁸⁸ Laurent Teisseire, « Place et rôle des médias dans les conflits », *Revue internationale et stratégique* 2010/2 (n° 78), p. 91-95.

dépendante de la reprise de l'information par un nombre important d'internautes et par les médias traditionnels. Or, dans le cas du Yémen, les publications des citoyens ne trouvent que peu d'audience internationale.

Les réseaux sociaux peuvent constituer une piste à ne pas négliger pour intensifier la couverture médiatique de la guerre au Yémen, mais ils présentent cependant un certain nombre de limites que l'on ne saurait ignorer. L'impossible vérification de tous les faits évoqués sur les réseaux sociaux limite la fiabilité des informations véhiculées. Si les journalistes peuvent illustrer leurs propos de réactions d'internautes pour dégager des tendances ou mettre en lumière l'importance de certaines mobilisations, ils ne peuvent accorder le même crédit à toutes les sources au risque d'être sujet à des manipulations ou des erreurs humaines et ainsi de tomber dans la désinformation. Il n'en demeure pas moins que les réseaux sociaux et le journalisme citoyen pourraient faire office de couverture médiatique, sinon alternative, du moins complémentaire dans le cas du Yémen. Or, les journalistes français ne semblent, pour le moment, pas engagés sur cette voie comme le prouve le peu de reprise de l'activisme en ligne des Yéménites. Ainsi, si les difficultés d'accès au terrain sont bien réelles et très importantes, peu de journalistes semblent pleinement engagées dans une couverture médiatique de la guerre au Yémen qui tenterait de dépasser ces difficultés. En ce sens, le manque d'acharnement ou d'engagement interroge plus largement la question de l'intérêt porté par les médias à ce conflit.

B) Un désintérêt général pour « un pays loin et non stratégique »

Pour F. Aubenat, la presse vit « *dans un monde unique où tous s'accordent à trouver tel événement digne d'intérêt et tel autre négligeable* »⁸⁹. Or, ce processus de sélection et de hiérarchisation de l'information tient largement à l'intérêt et donc à la logique de proximité plus ou moins importante qui peut s'établir entre le sujet d'actualité envisagé et les lecteurs que ce soit du point de vue géographique, temporel, social ou psychoaffectif⁹⁰.

Du point de vue géographique, on en revient à la théorie du « mort au kilomètre » selon laquelle un mort dans mon village vaut dix morts dans le pays voisin

⁸⁹ Florence Aubenat et Miguel Benasayag, *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, La découverte, Paris, 1999.

⁹⁰ Définition communément acceptée de la loi de proximité.

et 1000 morts à l'autre bout du monde. En ce sens, les victimes de la guerre au Yémen n'échappent pas à la règle. Au nombre estimé de 10 000, elles n'en demeurent pas moins isolées aux confins de la péninsule arabique, sans possibilité de fuir leur territoire car encerclées par la mer, et donc invisibles aux yeux des citoyens français. Bien que certains yéménites tentent la dangereuse traversée de la Mer rouge pour rejoindre les camps de réfugiés présents dans plusieurs pays de la corne de l'Afrique dont Djibouti, aucun flux massif de réfugiés yéménites aux portes de l'Europe n'est encore venu perturber l'opinion publique française. En ce sens, il n'est pas étonnant que lors du recensement des articles traitant de l'actualité au Yémen, un seul article de la rubrique « France » avec une occurrence du mot « Yémen » soit ressorti de la recherche. Le conflit ne fait pas encore partie du débat public et politique national et les articles sur le Yémen restent donc largement cantonnés à la lointaine et secondaire rubrique « international ». Comme le suggère Charlotte Velut, les Yéménites ne suscitaient de toute façon déjà qu'une faible attention médiatique par le passé. *« Avant le début de la révolte populaire au Yémen, il était très difficile pour moi de vendre des sujets sur le Yémen. Il y avait un très faible intérêt des médias français pour ce pays. Je n'étais jamais sollicitée, au contraire je devais démarcher -voir harceler- constamment mes contacts »*, témoigne l'ancienne correspondante.

Il n'existe, par ailleurs, pas de ressorts nationaux ou identitaires propres à susciter une identification des Français aux victimes yéménites. En effet, aucun Français ne réside actuellement au Yémen et la diaspora française y était déjà faible avant la guerre. De plus, la majorité de la population est de confession musulmane et ne compte plus de minorités juives ou chrétiennes significatives. Alors que le sort des chrétiens d'Orient est généralement intégré au débat politique français, force est de constater que leur absence au Yémen n'a ainsi pas aidé à mettre en lumière la catastrophe humanitaire. Comme mis en évidence précédemment, la couverture médiatique du conflit par le quotidien d'opinion *La Croix*, a été toute aussi faible et même plus faible, malgré une ligne éditoriale souvent focalisée sur les questions humanitaires. Le personnel humanitaire sur place, majoritairement non occidental pour des questions sécuritaires, est également peu à même d'être intégré aux préoccupations nationales françaises.

Du point de vue temporel, « la guerre oubliée » du Yémen n'a jamais été envisagée comme une actualité « chaude ». D'après Georges Malbrunot : *« C'est un*

conflit qui n'évolue pas donc c'est redondant. La problématique reste toujours la même, même si globalement la situation se détériore. Depuis 2014 et la conquête de Sanaa par les Houtis on est toujours un peu sur les mêmes sujets. C'est vrai que quand vous êtes sur un conflit qui s'enlise avec une impossibilité de se rendre sur place (...), ça fait que effectivement ça n'encourage pas forcément la production ». La guerre au Yémen souffre également d'un phénomène de lassitude par rapport à la situation générale au Moyen Orient. C'est le point de vue de Louis Imbert : « L'opinion française s'en désintéresse aussi car il y a une forme de lassitude. La guerre en Syrie dure depuis six ans, que personne n'y comprend rien que c'est n'importe quoi et qu'il y a l'impression générale que toute la région est en vrac, donc une guerre de plus ou de moins... ».

D'après Roselyne Ringoot, la loi de la proximité qui amène à une sélection et hiérarchisation de l'information « oscille entre principe formulé et méthode intériorisée. (...) Elle se situe entre l'impératif professionnel qui consiste à rendre l'information accessible au lecteur, et l'impératif éditorial qui consiste à créer une communauté. (...) Ce schéma formalise un savoir-faire journalistique revendiqué sur les attentes du lecteur »⁹¹. Mais une couverture journalistique rigoureuse, la plus responsable possible et pertinente soit une couverture plus citoyenne de l'actualité internationale ne doit-elle pas dépasser ce schéma ? D'autant que, comme le souligne, à juste titre, Jean-Paul Marthoz, face à l'« imbrication de plus en plus grande du monde, les frontières entre le local et l'international, le proche et le distant s'évanouissent »⁹². La loi de proximité et son ethnocentrisme paraissent bien anachroniques et pose finalement un certain nombre de questions éthiques.

D'abord car « un journalisme qui laisse de côté bien d'autres sujets d'actualité est comme la carte qui omet de présenter un certain nombre de routes »⁹³, elle est incomplète et ne permet pas de saisir la complexité du monde et ses interdépendances. Mais surtout car « les journalistes doivent offrir une information exhaustive et donner aux différents sujets la part qui leur revient »⁹⁴. Etant donné l'ampleur du drame humanitaire en cours au Yémen, la couverture médiatique du conflit ne peut laisser de côté les victimes du conflit et le « journaliste doit s'attacher à donner intérêt et

⁹¹ Roselyne Ringoot, *Analyser le discours de la presse*, Armand Colin, Paris, 2014, p. 109-110.

⁹² Jean-Paul Marthoz, *Journalisme international*, Université De Boeck, Bruxelles, 2015.

⁹³ Bill Kovach et Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*, Gallimard, Paris, 2015, p.294.

⁹⁴ *Ibid.*

pertinence à ce qui est réellement important »⁹⁵. Les médias créent indéniablement de l'opinion publique et « les gouvernements sont beaucoup plus influencés par les médias que par les Nations unies », selon Dennis McNamara, conseiller spécial de l'ONU pour les déplacements internes⁹⁶. Or, ici, ils ne sont pas mobilisateurs car ils ne sont pas réellement engagés et ils condamnent ainsi le Yémen à l'oubli. De l'intérêt que portent les médias à certaines questions de politiques internationales peut en effet dépendre les priorités des politiques⁹⁷.

Inversement, le désintérêt médiatique pour le Yémen pourrait suivre le désintérêt de la diplomatie française pour cette guerre. Pour Laurent Bonnefoy, « *Si la guerre dure en dépit de son enlisement c'est du fait d'un certain manque d'implication des gouvernements occidentaux qui ne cherchent pas à faire véritablement pression sur les belligérants* »⁹⁸. Les rencontres internationales pour la pacification du Yémen sont bien couvertes par les médias mais se font rares et réduisent de facto la production médiatique. Comme le souligne le journaliste Georges Malbrunot mais aussi l'ancien ambassadeur de France à Sanaa⁹⁹, le Yémen n'est « *pas un pays présentant d'intérêt stratégique pour la France* » sauf, précise Georges Malbrunot, « *lorsqu'il y a comme en 2009 un étudiant nigérian qui se met en tête de mettre une bombe dans un avion ou lorsque y a les frères Kouachi qui vont se former là-bas mais voilà c'est pas la Syrie, c'est pas l'Irak, c'est pas Israël (...)* ». Louis Imbert confirme un certain abandon politique du Yémen : « *L'ancien ambassadeur du Yémen avait à coeur que cette guerre existe dans l'opinion publique en France mais (...) il avait un mal fou à avoir des relais au sein du Quai d'Orsay et à l'Elysée pour qu'il y ait de simple déclaration de l'Etat français sur cette guerre* ». Plus qu'un désintérêt, les deux journalistes vont jusqu'à envisager un silence calculé de la diplomatie française. « *On est des alliés des Saoudiens, on leur vend des armes, on essaye de vendre des armes aux Emirats. L'Etat français en lui même s'exprime très peu. Ce n'est pas qu'on soit tant que ça mouillé dans cette guerre, quoique y a eu des forces françaises très probablement*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ World Disaster Report 2006, chapitre 1, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève.

⁹⁷ Jérôme Clément, « Une influence plutôt indirecte sur la politique », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 75-79.

⁹⁸ Laurent Bonnefoy, « Pourquoi la guerre au Yémen ? », *Orient XXI*, publié le 10/04/17.

⁹⁹ Emission « 28 minutes » sur Arte : « Guerre au Yémen : quelles conséquences pour nous ? » <http://sites.arte.tv/28minutes/fr/video/28-minutes-367>

déployées en certains points... », explique Louis Imbert¹⁰⁰. « (...) C'est aussi un conflit dans lequel la France appuie très discrètement, mais quand même, les belligérants saoudiens. On a longtemps eu un pouvoir politique qui justement ne voulait pas critiquer la position saoudienne au Yémen du temps de Laurent Fabius au Ministère des affaires étrangères. Pour toutes ces raisons il y a une espèce d'omerta dans la presse », confirme Georges Malbrunot¹⁰¹.

Tout comme le journalisme a une responsabilité face au désintérêt des lecteurs, il doit assurer un rôle de « chien de garde » essentiel face au pouvoir politique qui est d'autant plus important au Yémen que ce-dernier pourrait négliger ou même tenter de faire « oublier » à dessein la guerre. En somme, face au désintérêt apparent de l'ensemble de la communauté internationale pour les conséquences de la guerre au Yémen et ses victimes, les journalistes ont hérité de la lourde tâche d'informer le public mais aussi de les y intéresser voire de les mobiliser. Face à une crise complexe, la tâche n'en est que plus difficile.

C) Une guerre complexe et inadaptée au format quotidien

Introduite au début de ce mémoire, la complexité de la guerre au Yémen du fait d'un enchevêtrement de conflit à l'échelle identitaire, locale, régionale mais aussi internationale suggère de pouvoir recourir à différentes grilles de lecture et d'établir des recoupements avec diverses réalités historiques et géographiques pour une meilleure compréhension de la crise en cours. Or, les compétences journalistiques sur le Yémen sont bien souvent, et naturellement, maigres car les journalistes ne sont ni chercheurs ni experts (ou rarement) et sont donc peu spécialisés. Peu d'entre eux ont par ailleurs une connaissance personnelle du terrain. Parmi les journalistes des quatre quotidiens étudiés et écrivant sur le sujet, seul Georges Malbrunot s'y est rendu entre 2009 et 2012, mais lui même n'y est plus retourné depuis. On constate également, dans l'ensemble, que la presse a peu recours à des discours alternatifs comme des paroles d'experts (non toujours adaptées au public) qui pourraient apporter un éclairage plus

¹⁰⁰ Annexe n°5.1

¹⁰¹ Annexe n°5.3

approfondi, ou scientifique, sur la situation¹⁰². D'après les statistiques précédemment établies sur la couverture médiatique du conflit dans nos quatre quotidiens choisis pour étude, on recense un nombre minime d'interviews ou de papiers de chercheurs. *Le Monde* est le plus prolifique en la matière avec quatre interviews et des sollicitations régulières de chercheurs tels que Laurent Bonnefoy dans des papiers d'analyse. Du reste, les contributions d'experts au sujet dans les quotidiens français sont très faibles.

Intervient également le problème de temps que nécessite une analyse fine des événements en cours. Plongé dans un flux quotidien d'informations à traiter, les journalistes ont peu de temps à consacrer à l'étude approfondie et au suivi de plusieurs sujets à la fois d'autant plus s'ils sont aussi complexes que la guerre au Yémen. Le témoignage de Luc Mathieu illustre cette difficulté : « *Moi je suis beaucoup sur la Syrie et l'Irak. C'est un problème de temps. En ce moment tout s'accumule.(...) Le problème c'est qu'il y a tellement d'actualité avec l'Etat Islamique en Irak. Il y a Raqqa en Syrie qui va commencer dans pas longtemps aussi. Et puis il y a l'Afghanistan qui devient catastrophique donc il y a beaucoup beaucoup de choses qui sont compliquées à couvrir* »¹⁰³. Au-delà d'une claire hiérarchisation de l'information à traiter en priorité, le problème du temps et de la complexité du sujet doit être pris en considération dans la faible couverture de la guerre au Yémen. Le témoignage de Louis Imbert appuie également cette idée en y apportant une dimension économique : « *Moi j'ai deux pays sur lesquels j'écris principalement c'est l'Iran et le Yémen donc je regarde de très près. Néanmoins je couvre aussi toute la région. (...) Donc le problème c'est aussi que j'ai plein d'autres sujets à couvrir et donc qu'on a pas tant le temps que ça de creuser. C'est ça le problème de la presse française. Nous encore au Monde on est plus nombreux qu'à Libération donc c'est plus luxueux* »¹⁰⁴.

Enfin, le format quotidien et le fonctionnement de l'information grand public ne sont pas propices à une couverture médiatique approfondie. Les journalistes sont chaque jour limités en termes d'espace et de nombre de signes alloués à une actualité sur une page, mais sont aussi limités par leur lectorat. Ils s'adressent en effet à un

¹⁰² « La fréquence avec laquelle, au fil d'un discours informatif se glissent tout à coup des séquences de discours autres renvoyant à des univers de référence scientifiques : des corps de savoirs reconnus de nature encyclopédique, des paroles d'experts plus ou moins adaptés au public (...) c'est l'exhibition de cette hétérogénéité qui s'avère caractéristique de la rencontre entre sciences et médias », Sophie Moirand, « Formes discursives de la diffusion des savoirs dans les médias », CEDISCOR, Sorbonne Nouvelle, 1997, P.34.

¹⁰³ Annexe n°5.4

¹⁰⁴ Annexe n°5.1

public encore moins spécialisé qu'eux et doivent donc procéder à une difficile recontextualisation du conflit à chaque article publié. « *Dès qu'on fait un article sur le Yémen, la moitié de l'article c'est pour réexpliquer le contexte et les forces en présence car le lecteur ne comprend rien, il est pas au courant et donc c'est un défi à chaque fois* », explique Pierre Cochez.

Pour toutes ces raisons, on peut dire que les médias, et plus particulièrement la presse écrite quotidienne, n'aiment pas les crises complexes. Les propos de Georges Malbrunot confortent notre hypothèse : « *Il n'y a pas d'appétence (pour traiter du Yémen) parce que c'est un conflit compliqué. Vous avez les Houtis et qui connaît les Houtis ? En télé il faut déjà 20 secondes pour expliquer ce que sont les Houtis. Vous avez en face les loyalistes. Le Yémen c'est un théâtre extrêmement complexe avec un pouvoir central qui a toujours été faible, des tribus qui sont fortes, Al-Qaeda qui a toujours été bien implanté. Maintenant vous avez des souches de Daech, et les Houtis qui maintenant sont dans l'orbite pro-iranienne. Et voilà, nous (les médias) on préfère les choses plus simples. Un mauvais dictateur face à des bons révolutionnaires. Au Yémen on ne sait pas où sont les bons et où sont les méchants donc voilà ça se prête moins à cette simplification* »¹⁰⁵.

La problématique de l'adaptation d'une crise complexe comme celle du Yémen aux formats journalistiques n'est pas limitée à la presse écrite. Nous développerons ici rapidement un exemple télévisuel qui dépasse notre corpus mais que nous avons jugé éclairant car pouvant illustrer les considérations pratiques qui ont cours lors de la rédaction d'un article et qui n'apparaissent pas au lecteur. Elisabeth Quint, la présentatrice de l'émission d'Arte « 28 minutes » qui a consacré un débat télévisé approfondi sur la guerre au Yémen¹⁰⁶ que l'on peut qualifier de rare, a présenté son sujet comme « *un angle mort de l'information* » et surtout « *une guerre si complexe dont nous savons si peu de chose* » et sur laquelle nous avons « *besoin d'être éclairés* ». Rattrapée par la densité et la longueur du discours de ses invités, la présentatrice s'est toutefois vue plusieurs fois obligée de recadrer les spécialistes en les poussant à la simplification pour ne perdre les téléspectateurs, voire de les couper pour des questions de temps.

¹⁰⁵ Annexe n°5.3

¹⁰⁶ Emission « 28 minutes » sur Arte : « Guerre au Yémen : quelles conséquences pour nous ? » <http://sites.arte.tv/28minutes/fr/video/28-minutes-367>

Le spécialiste Laurent Bonnefoy : « *Il faut garder à l'esprit toute la complexité de ce conflit...* ». Elisabeth Quint le coupant : « *Bah vous allez nous l'expliquer parce que « gardez à l'esprit »... nous, nous l'ignorons. Faites nous une sorte de portrait robot, de profil, relativement rapide, du Yémen. C'est une République ? Un pays pauvre au milieu des pays riches ?* »

Le besoin d'éclairage sur la situation au Yémen s'accompagne d'une demande de concision et de rapidité d'analyse qu'une crise complexe, par essence, ne permet pas forcément. Autre exemple équivoque :

Elisabeth Quint en réponse à un développement d'Amélie Chellyn chercheuse à l'EHESS et spécialiste de l'Iran, sur les différences entre les chiites d'Iran et les chiites zaydites du Yémen du nord : « *ne rentrons pas dans ces distinguo trop nuancés* ».

Malgré la bonne volonté et le souci d'analyse des journalistes, les contraintes des formats journalistiques et l'objectif de vulgarisation des origines de la crise au Yémen pour les téléspectateurs, rendent la tâche très difficile.

Au delà d'une simplification du conflit du fait d'un manque de sources, c'est la complexité intrinsèque du conflit inadapté au format quotidien, qui peut expliquer en partie une couverture superficielle de la guerre au Yémen. La qualité de l'« information citoyenne » capable d'apporter une véritable contribution au débat souffre ainsi directement de la complexité du conflit.

Conclusion de la troisième partie

Il apparaît que les raisons de la sous-médiatisation de la guerre au Yémen sont multiples et dépassent l'argument d'un impossible accès au terrain. Toutes les contraintes de la couverture de la guerre au Yémen, on l'a vu, interrogent finalement l'éthique journalistique. Le difficile accès au terrain met à l'épreuve l'acharnement des journalistes à atteindre l'information qu'on tente de lui soustraire mais aussi son acharnement à trouver des moyens alternatifs de couvrir la guerre. Les contraintes économiques, elles, amènent à une hiérarchisation de l'information répondant toujours plus au critère des attentes supposées des lecteurs. La crise économique des médias « traditionnels » fait en effet pression en faveur d'une information à valeur marchande au

détriment de son rôle démocratique et de citoyen du monde¹⁰⁷. Or, comme le disait Georges Orwell, le journalisme ne consiste pas à donner aux gens ce qu'ils veulent mais « à leur dire ce qu'ils ne veulent pas entendre ». La complexité de la crise en cours au Yémen doit également pousser les journalistes à reconnaître aux lecteurs leur part d'ignorance et donc à laisser plus de place à la parole d'expert. Enfin, l'ampleur de la crise humanitaire en cours et le peu d'intérêt qu'elle suscite de la part de la communauté internationale doivent être contrebalancés par une presse n'hésitant plus à s'engager et à tirer la sonnette d'alarme. Ainsi, pour Daniel Wermus, « par leur capacité à faire dialoguer les savoirs, à interpellier les forces en présence, à rendre lisibles les problèmes complexes et le lien local-global, les journalistes pourraient réinventer leur rôle et devenir des médiateurs de la citoyenneté planétaire »¹⁰⁸.

¹⁰⁷ Daniel Wermus, « Les médias comme catalyseurs de changements », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 81-89.

¹⁰⁸ Daniel Wermus, « Les médias comme catalyseurs de changements », *Revue internationale et stratégique* 2010/2 (n° 78), p. 81-89.

CONCLUSION:

La sous-médiatisation d'une guerre n'est pas, en soi, un phénomène historique inédit. La faible couverture du génocide au Rwanda en 1994 avait déjà été pointée du doigt tout comme la guerre de Tchétchénie ou encore celle de la crise du Kosovo (sur-couverte dans un second temps). Comme l'énonçait, à juste titre, Fred Halliday dans *The Media of Conflict*, « Il n'y a rien de tel qu'une guerre pour générer la controverse (...) sur le rôle des médias dans la couverture des événements internationaux. Chaque conflit moderne a engendré des polémiques sur sa couverture médiatique »¹⁰⁹. La nature des polémiques a pu quelque peu diverger, mais c'est bien le contexte de la guerre qui est identifié comme le dénominateur commun aux difficultés que peuvent rencontrer les journalistes dans leur couverture de l'actualité à l'étranger. La raison première est, qu'il est par définition difficile d'exercer leur activité en toute indépendance pour les journalistes sur une zone de conflit. Mais cette raison, toute aussi légitime qu'elle soit, n'est pas suffisante pour expliquer la faible couverture journalistique de la guerre au Yémen.

En effet, au-delà du fait que peu de journalistes aient manifesté le projet d'essayer de se rendre au Yémen, et que peu ont réussi à le concrétiser par le passé, choses que l'on ne saurait juger étant donné les risques encourus, les nombreuses incertitudes sur les possibilités et les moyens de se rendre au Yémen manifestés par certains journalistes peuvent nous laisser penser que les rédactions ont peu envisagé le projet, voire débattu de la question. Les rédactions ne semblent par ailleurs pas avoir initié de réflexion sur des moyens alternatifs de couverture du conflit que ce soit du point de vue technique mais aussi des sources.

La faiblesse à la fois quantitative et qualitative de traitement peut dans une certaine mesure s'expliquer, comme nous l'avons vu, par certaines contraintes économiques ou éditoriales qui pèsent sur l'activité journalistique et plus particulièrement sur la couverture de l'actualité internationale qui est la plus coûteuse. Dans le cas du Yémen, ces difficultés ont été couplées à la complexité d'un conflit qu'il est difficile à analyser et à transmettre au public français peu familier de cette région de la péninsule arabique mais aussi face à un désintérêt général des politiques et des médias pour le Yémen déjà obnubilés par la crise syrienne. Autant de facteurs qui

¹⁰⁹ Fred Halliday dans *The Media of Conflict*- Allen & Seaton - Londres et New-York – 1999 - p. 127

expliquent finalement que le conflit soit maintenu dans l'ombre et qu'il ne suscite qu'une sensibilisation minime de la communauté internationale. En effet, force est de constater que l'« effet CNN » tant attendu et qui pourrait mettre en lumière la crise que vit aujourd'hui le pays tarde à se réaliser.

Face à la responsabilité éthique qui revient pourtant aux journalistes d'informer sur toutes les crises « avec équité et selon l'importance qu'elles méritent », les médias ont finalement failli à leur mission en recourant à la demi-mesure : un traitement superficiel d'une crise qui les dépasse à différents niveaux. Ce constat nous amène à celui d'un « journalisme impuissant » dans certains contextes de crises. La couverture médiatique du Yémen s'inscrit en effet dans le cadre d'une guerre impliquant de nombreux acteurs internationaux, mais aussi dans le cadre d'une crise économique de la presse écrite et d'une certaine crise déontologique au sein de la profession journalistique.

Ainsi, il semble y avoir « comme un écart entre la performance journalistique et les attentes que les intellectuels, le monde académique et les médias dits de qualité ont à son endroit » et « les contextes extrêmes telles que la guerre exacerbent cet écart »¹¹⁰. Pour Jean Fabre, ancien responsable de la communication du Programme des Nations unies pour le développement, certaines omissions informatives relèvent ainsi d'une « non-assistance à humanité en danger »¹¹¹. Mais le journalisme peut-il vraiment changer la politique internationale ? A-t-il une responsabilité sociale ? Un certain « journalisme de paix », entendu comme mis au service de la prévention des conflits au travers d'un code de conduite, semble formuler une réponse positive à cette question¹¹². Si c'est à la communauté internationale que revient la « responsabilité de protéger »¹¹³, les médias ont bien la « responsabilité d'informer ». C'est la condition préalable et nécessaire, bien que non suffisante, à l'engagement de chacun¹¹⁴.

¹¹⁰ « Le journalisme impuissant ? Projet séculaire du journalisme et contextes extrêmes », 4^e Colloque international MEJOR, du 4 au 6 mai 2017, université Laval, Québec, Canada.

¹¹¹ Daniel Wermus, « Les médias comme catalyseurs de changements », *Revue internationale et stratégique* 2010/2 (n° 78), p. 81-89.

¹¹² Jean-Paul Marthoz, *Journalisme international*, Université De Boeck, Bruxelles, 2015, p.210-11.

¹¹³ Assemblée générale des Nations Unies, sept 2005.

¹¹⁴ Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, La découverte, Paris, 1999, p.94.

ANNEXES

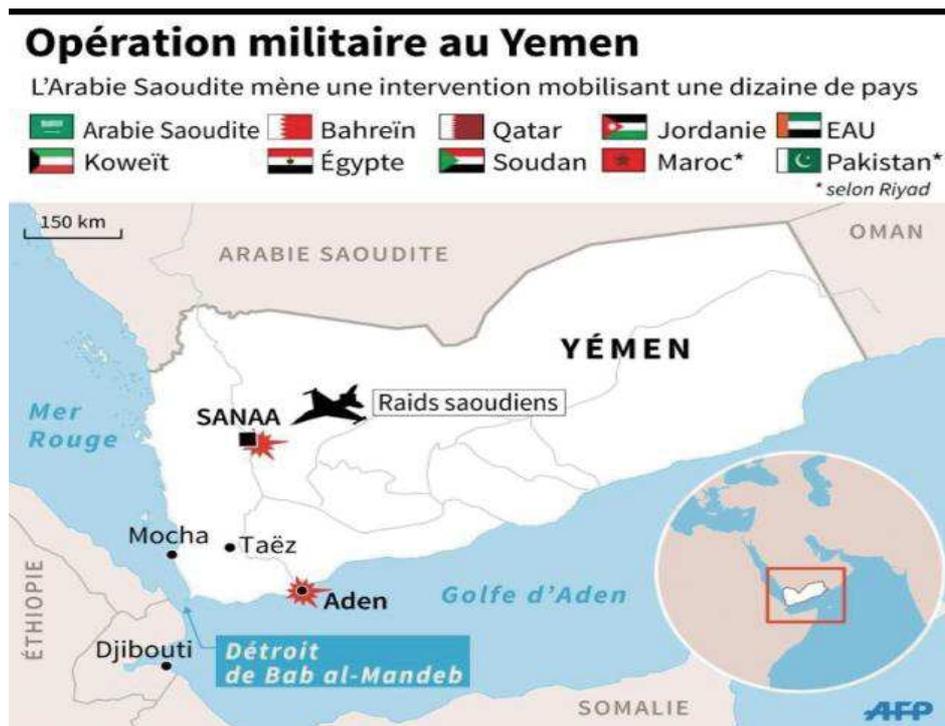
1. CARTES DU YEMEN

La progression de la rébellion Houthiste

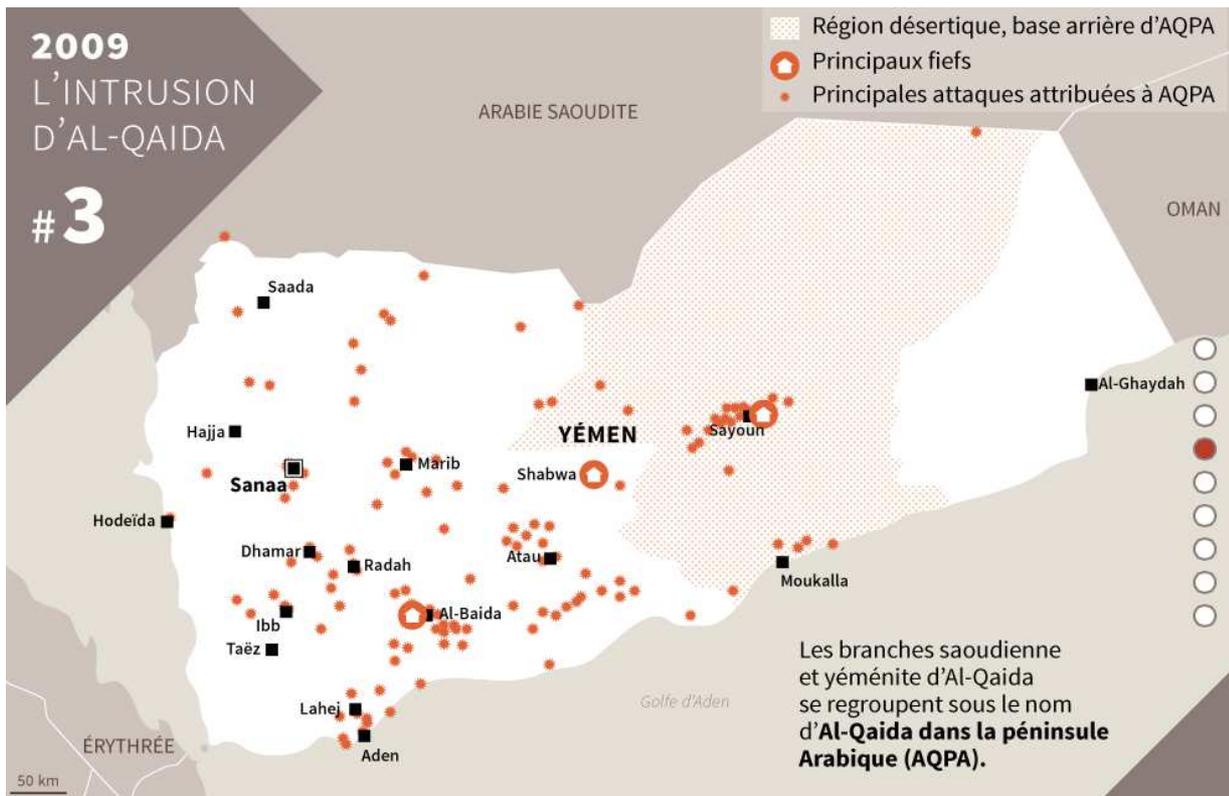


Source : Le Monde.fr

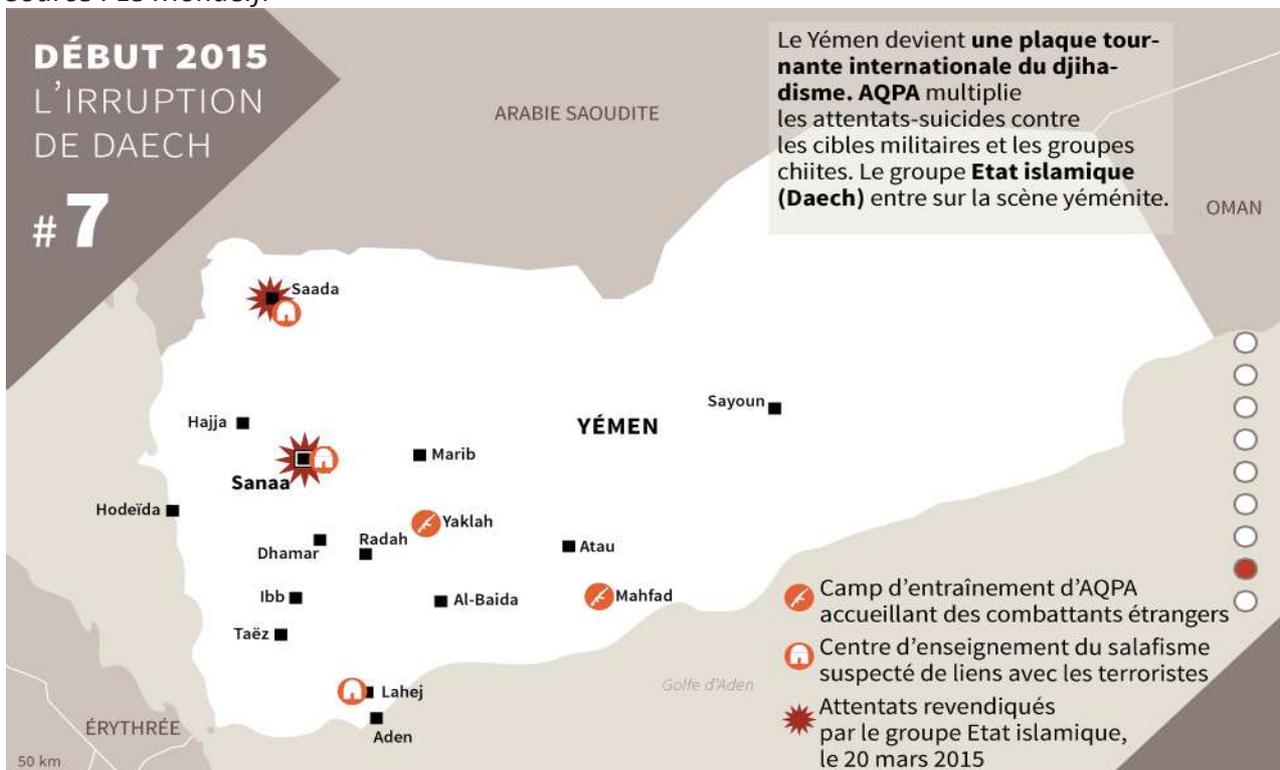
Le déclenchement de l'opération « Tempête décisive »



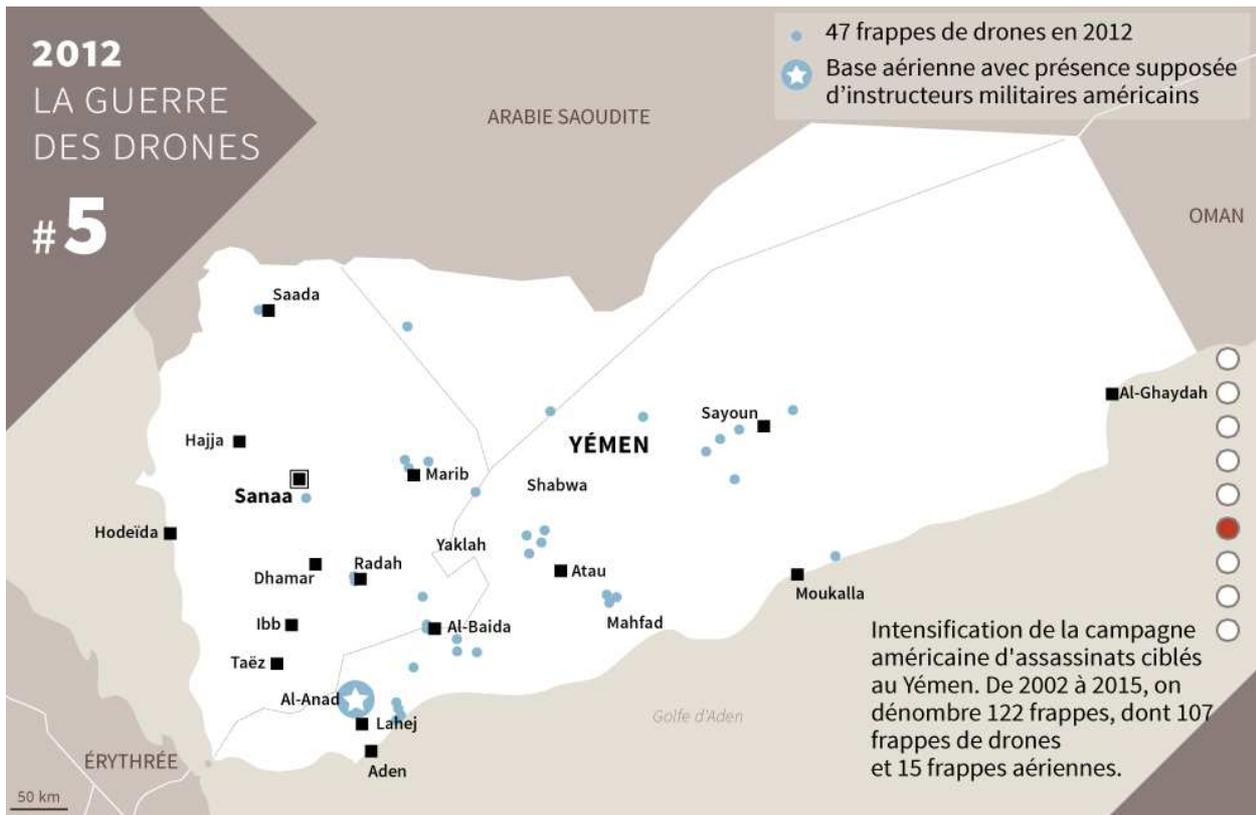
La présence terroriste et djihadiste au Yémen



Source : Le Monde.fr

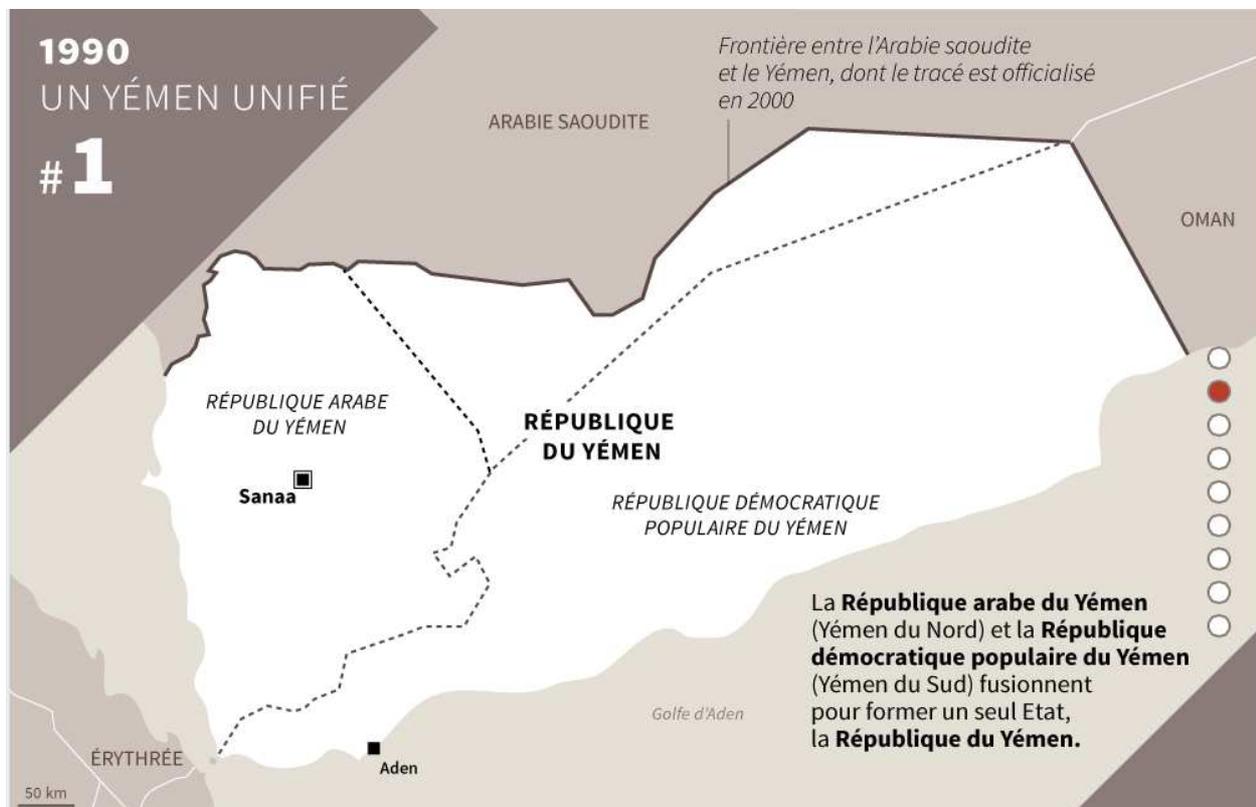


Source : Le Monde.fr



Source : Le Monde.fr

La naissance de la République du Yémen



Source : Le Monde.fr

2. FORGOTTEN CRISIS ASSESSMENT (FCA) 2015

Forgotten Crisis Assessment 2015						
The FCA index corresponded to the sum of the following four indicators: (1) INFORM; (2) Media coverage; (3) Public aid per capita; (4) Qualitative assessment of DG ECHO geographical units and experts.						
		4 Dimensions				
		INFORM Index	Media coverage	Public aid per capita	Qualitative assessment	
ISO3	Country (Crisis name)	FCA Index				
BGD	Bangladesh (The Chittagong Hill Tracts)	11	3	3	2	3
COL	Colombia (Armed conflict)	11	3	3	2	3
IND	India (Conflict affected population)	11	3	2	3	3
MMR	Myanmar (Northern Rakhine State and Kachin and Shan State conflict)	11	3	3	2	3
PHL	Philippines (Conflict in Mindanao)	11	3	2	3	3
DZA	Algeria (Sahrawi refugee crisis)	10	2	2	3	3
LBY	Libya (Conflict)	10	3	2	2	3
SDN	Sudan (Darfur, Refugees, Transitional Areas, East Sudan)	10	3	3	1	3
CMR	Cameroon (Food insecurity and malnutrition crisis)	9	2	2	2	3
TCD	Chad (Darfur Refugees in Eastern)	9	3	2	1	3
PAK	Pakistan (country-wide conflict affected populations; natural disaster affected populations, Afghan refugees)	9	3	1	2	3
EGY	Egypt (Refugee crisis)	8	2	1	2	3
YEM	Yemen (country-wide conflict affected population; uprooted people; refugees and migrants; acute malnutrition)	7	2	1	1	3

3. STATISTIQUES DE LA COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA GUERRE AU YEMEN

Base de données établie à partir d'Europresse sur la couverture médiatique de la guerre au Yémen durant les deux premières années du conflit dans les quotidiens *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *La Croix*.

Méthodologie adoptée pour l'établissement des statistiques:

La définition d'une méthodologie pour quantifier la couverture médiatique de la guerre au Yémen dans les quotidiens français précités n'aura pas été aisée. A partir de la base de données Europresse, une première recherche comportant les mots clefs « Yémen » et guerre » et/ou « conflit » a permis d'établir un premier corpus. Toutefois, nous avons remarqué par la suite une déperdition importante de papiers traitant bien de la guerre au Yémen mais ne comportant pas obligatoirement toujours ces combinaisons de mots-clefs à la fois. Les premiers résultats étaient donc largement faussés.

La base de données étudiée aura finalement été établie à partir d'une recherche ne comportant plus que le mot clef « Yémen ». Les résultats de cette recherche beaucoup plus large dans les archives d'Europresse ont dû être, dans un second temps, affinés « manuellement » car nombre d'articles recensés par l'algorithme ne traitaient en réalité cette fois pas de la guerre au Yémen. C'est l'occurrence, parfois unique, du mot « Yémen » dans des déclarations de dirigeants ou dans des propos de personnes interviewés sur d'autres sujets qui a gonflé les statistiques. Les articles n'évoquant, par ailleurs, le conflit au Yémen qu'à l'occasion d'une énumération de conflits en cours (bien souvent la Syrie), ou simplement à titre comparatif dans un article traitant d'un autre sujet n'ont pas non plus été comptabilisés.

Ont été considérés comme traitant de la guerre au Yémen les articles dont le conflit était l'objet principal du papier quel que soit l'angle choisi (économique, diplomatique, culturel, etc.) ou traitant d'un autre sujet mais présentant un développement supérieur à un paragraphe de la situation au Yémen.

Concernant le type de papier, aucune discrimination n'a été appliquée. Toutefois, les brèves s'étant révélées représenter une part très importante de la couverture médiatique de la guerre au Yémen pour certains quotidiens, elles ont été par la suite différenciées des « articles » c'est-à-dire des papiers de type analyse, factuel, reportage, tribune, édito ou interviews. Une brève ne saurait en effet rivaliser, du point de vue quantitatif mais aussi qualitatif, avec un papier de types cités précédemment, et donc être comptabilisées au même titre. Elles ont été comptabilisées dans une seconde catégorie.

Les résultats détaillés par quotidien ci-dessous sont les résultats non affinés manuellement. Les résultats finaux sont page 10 de ce mémoire.

Statistiques établies à partir d'Europresse pour le quotidien

Le Monde

Recherche sur Europresse

Mot clé : Yémen

Période de recherche :

- **Sur les 6 derniers mois** précédant le 2e anniversaire du conflit soit du 26/09/2016 au 27/03/2017: **95 résultats (résultats non encore affinés)**.
- **Depuis un an** soit du 26/03/2016 au 27/03/2017: **319 résultats (résultats non encore affinés)**.
- **Depuis 2 ans** soit du 26/03/2015 au 27/03/2017: **511 résultats (résultats non encore affinés)**.

Comparaison statistique (indicative et sans affinement de résultat) avec la couverture médiatique de la guerre en Syrie :

Recherche sur Europresse

Mot clé : Syrie

Période de recherche :

- **Depuis 2 ans** soit du 26/03/2015 au 27/03/2017: **3 165 résultats**

DETAILS DES ARTICLES COMPTABILISES

Articles	Type d'article
Dossier spécial pour les Deux ans de conflit au Yémen	Une / Dossier spécial
Appel à la Une, lundi 27 mars 2017, p. 1	Appel en une
Reportage Les réfugiés perdus de la guerre au Yémen	Reportage/ Enquête
L'intervention saoudienne contre les rebelles s'est enlisée	Analyse / Décryptage
L'arme de la faim dans un pays exsangue	Analyse / Décryptage
Entretien Laurent Bonnefoy : « Au Yémen, une guerre que l'Occident ne veut pas voir »	Interview
Une quarantaine de migrants somaliens tués en mer	Brèves
Les Etats-Unis intensifient leurs frappes au Yémen	Factuel
Yémen. Après la guerre, la famine	Appel en une
La bataille des ports menace le Yémen de famine	Analyse / Décryptage
Face aux critiques, les Etats-Unis défendent un raid contre Al-Qaida au Yémen	Factuel
Au Yémen, raid américain contre Al-Qaida	Factuel
Berlin et Paris, réviser vos liens avec les monarchies du Golfe	Edito / Tribune
Yémen Un attentat revendiqué par l'EI tue 52 soldats	Brèves
En attendant l'Iran... jeu complexe en mer Rouge	Analyse / Décryptage
Yémen. 60 morts dans les raids de la coalition	Brèves
La diplomatie explosive de Riyad	Opinion / Débat
Yémen : les Etats-Unis bombardent les rebelles	Factuel
Riyad accusé après une attaque meurtrière au Yémen	Factuel
Au Yémen, la guerre devient économique	Analyse / Décryptage
Une employée du CICR libérée au Yémen	Brèves

Cette sale guerre du Yémen	Opinion / Débat
Yémen Sept membres présumés d'Al-Qaida tués par un drone	Brèves
Le Yémen martyrisé	Factuel
Yémen Au moins soixante morts dans un attentat	Brèves
Yémen MSF évacue son personnel de six hôpitaux	Brèves
Un hôpital de Médecins sans frontières a été bombardé au Yémen	Factuel
Au Yémen, les combats reprennent après des mois de pourparlers infructueux	Analyse / Décryptage
Rois dans les décombres	Reportage/ Enquête
Avec 65,3 millions de déracinés fin 2015, la planète bat un record	Analyse / Décryptage
Yémen Epidémie de gale	Brèves
Yémen : l'ONU cède aux pressions de Riyad	Analyse / Décryptage
Yémen L'ONU critique la coalition arabe pour les morts d'enfants	Brèves
Yémen La guerre a radicalisé les identités	Analyse / Décryptage
LA guerre dans l'islam SUNNITES - CHIITES	Appel en une
Difficiles négociations pour la paix au Yémen	Analyse / Décryptage
Al-Qaida perd sa place forte dans le sud du Yémen	Factuel
Yémen Reconquête d'un fief d'Al-Qaida	Brèves
Al-Qaida s'installe au Yémen, les pourparlers de paix patinent	Analyse / Décryptage
Yémen Les combats continuent malgré la trêve	Brèves
Le grand bond en arrière du Yémen	Analyse / Décryptage
La trêve laisse espérer de nouvelles négociations de paix	Analyse / Décryptage
Yémen - Echange de détenus	Brèves
L'armée saoudienne prise au piège au Yémen	Analyse / Décryptage
L'ancien président Ali Abdallah Saleh, bête noire de Riyad	Analyse / Décryptage
Les ventes d'armes à l'Arabie saoudite sont de plus en plus contestées en Europe	Analyse / Décryptage
Yémen : 41 morts dans un raid aérien	Brèves
Au Yémen, un hôpital de MSF bombardé	Factuel
Le Yémen pris dans l'étau du conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran	Analyse / Décryptage
Bernard Haykel : « La rupture entre Riyad et Washington remonte à l'invasion de l'Irak en 2003 »	Interview
Au Yémen, un hôpital de MSF bombardé	Factuel
Le Yémen pris dans l'étau du conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran	Analyse / Décryptage
Ruptures diplomatiques en cascade	Appel en une
YÉMEN Une femme lapidée à mort par Al-Qaida	Brèves
L'Iran et l'Arabie saoudite au point de rupture	Appel en une
Le Proche-Orient, otage du conflit irano-saoudien	Analyse / Décryptage
Discrètes négociations en Suisse entre les ennemis yéménites	Analyse / Décryptage
Yémen Deux officiers de la coalition antihouthiste tués	Brèves
Le gouverneur d'Aden tué dans un attentat revendiqué par l'EI	Analyse / Décryptage
Yémen Al-Qaida s'empare d'une ville dans le sud	Brèves
Débats Les démocraties doivent combattre le mépris saoudien des droits humains	Opinion / Débat
Al-Qaida accroît son emprise sur Aden	Analyse / Décryptage
Un hôpital de MSF au Yémen bombardé par la coalition arabe	Factuel
Entretien Jean-Yves Le Drian : « Frapper Daech ne signifie pas favoriser Bachar	Interview
Yémen Le gouvernement en exil se réinstalle à Aden BREVE	Brèves
Au Yémen, les pays du Golfe combattent au sol	Analyse / Décryptage

Au Yémen, 45 soldats émiratis tués	Brèves
YÉMEN L'Etat islamique frappe une mosquée chiite	Brèves
Yémen. Attentat contre le premier ministre	Brèves
Riyad se rapproche des Frères musulmans	Analyse / Décryptage
Al-Qaida se montre dans le port d'Aden	Factuel
Au Yémen, bombardement meurtrier de la coalition menée par Riyad	Factuel
Yémen Amnesty International accuse les belligérants de crimes de guerre	Brèves
L'otage française au Yémen libérée	Factuel
Le Caire et Riyad déclarent à Paris leur intérêt pour les Mistral	Analyse / Décryptage
Au Yémen nouveau revers pour les rebelles	Analyse / Décryptage
Le patrimoine du Yémen bombardé	Opinion / Débat
Le martyr du Yémen, dans l'indifférence absolue	Edito / Tribune
La pénurie de nourriture et de médicaments s'aggrave	Factuel
Au Yémen, Aden est sous le feu des rebelles	Factuel
Yémen Un attentat antichiite fait au moins 28 morts	Brèves
Yémen Fin des consultations de Genève sans accord pour une trêve	Brèves
Le bilan mitigé de la guerre des drones menée par Washington	Analyse / Décryptage
L'Etat islamique perturbe les négociations de paix au Yémen	Factuel
La mort de Nasser Al-Wahishi, coup dur pour Al-Qaida face à l'EI	Analyse / Décryptage
Difficiles débuts pour les négociations de paix sur le Yémen	Factuel
Le chef d'Al-Qaida au Yémen tué par un drone	Factuel
Paix introuvable pour le Yémen	Analyse / Décryptage
« C'est une guerre contre les civils »	Factuel
Tirons les leçons de l'échec de l'option militaire au Yémen	Opinion / Débat
Au Yémen, les frappes aériennes saoudiennes endommagent un patrimoine millénaire	Analyse / Décryptage
Yémen Au moins 45 morts après des raids de la coalition arabe sur Sanaa	Brèves
YEMEN La rébellion accepte des pourparlers à Genève avec le gouvernement	Brèves
Yémen Libération d'un journaliste américain BREVE	Brèves
Rejetons la méthode de Riyad au Yémen au profit d'un dialogue ouvert à tous	Opinion / Débat
La guerre au Yémen ravive le malaise chiite saoudien	Reportage/ Enquête
La ville de Sanaa, au Yémen, touchée par des bombardements	Brèves
Une trêve pour l'aide humanitaire au Yémen	Factuel
Khaled Al-Attiyah « Il est temps que l'Iran donne des assurances à ses voisins»	Interview
Yémen. Le Maroc perd un avion de combat F-16	Brèves
Un chef militaire d'Al-Qaida au Yémen tué	Factuel
Yémen Sanaa appelle à une intervention au sol	Brèves
Succès diplomatique et commercial de Paris à Riyad	Brèves
L'Arabie saoudite dans l'engrenage yéménite	Analyse / Décryptage
Washington dément avoir fourni des armes à sous-munitions à la coalition	Brèves
L'Arabie saoudite change de stratégie au Yémen	Analyse / Décryptage
Al-Qaida profite du chaos yéménite	Appel en une
Al-Qaida profite du chaos yéménite	Analyse / Décryptage
Soutenue par l'ONU, l'Arabie saoudite poursuit son offensive	Analyse / Décryptage
Yémen - Ban Ki-moon lance un appel au cessez-le-feu	Brèves
YÉMEN. Démission du médiateur de l'ONU	Brèves

Yémen Embargo sur les armes à destination des rebelles chiites	Brèves
AQPA annonce la mort d'un de ses chefs dans une attaque de drone	Brèves
La France, meilleure alliée des sunnites	Factuel
Les Etats-Unis dénoncent le jeu de l'Iran au Yémen	Factuel
Le sursaut de l'Arabie saoudite face à l'Iran	Une / Dossier spécial
L'offensive saoudienne réveil de l'Arabie saoudite face à l'Iran	Analyse / Décryptage
Reportage -L'offensive saoudienne	Reportage/ Enquête
Yémen : une faillite américano-saoudienne	Analyse / Décryptage
Choc et consternation en Arabie saoudite	Analyse / Décryptage
Les rebelles houthistes résistent à Aden	Factuel
YÉMEN. Al-Qaida attaque une prison et libère 300 détenus	Brèves
Ankara somme l'Iran d'infléchir sa politique régionale	Analyse / Décryptage
Yémen : 40 morts dans un raid aérien contre un camp de réfugiés	Analyse / Décryptage
La Ligue arabe crée une force anti-Téhéran	Analyse / Décryptage
Le Yémen : le risque d'embrasement régional	Edito / Tribune
Le conflit Sunnites - Chiites	Une / Dossier spécial
Au Yémen, le pari risqué de l'Arabie saoudite	Analyse / Décryptage
Les cours du pétrole en hausse	Brèves
Yémen : choc entre l'Iran et l'Arabie saoudite	Analyse / Décryptage
Le Yémen, terre de conflits par procuration	Analyse / Décryptage
L'Arabie saoudite intervient au Yémen	Une / Dossier spécial
L'Arabie saoudite intervient au Yémen	Analyse / Décryptage
L'échec du « modèle yéménite » de Barack Obama	Analyse / Décryptage
L'Arabie saoudite intervient au Yémen – Houthistes	Brèves

Statistiques établies à partir d'Europresse pour le journal



Recherche :

Mot clé : Yémen

Période de recherche :

- **Sur les 6 derniers mois** précédant le 2e anniversaire du conflit soit du 26/09/2016 au 27/03/2017 : **41 résultats (résultats non encore affinés)**.
- **Depuis un an** soit du 26/03/2016 au 28/03/2017: **66 résultats (résultats non encore affinés)**.
- **Depuis 2 ans** soit du 26/03/2015 au 28/03/2017: **199 résultats (résultats non encore affinés)**.

Comparaison statistique (indicative et sans affinement de résultat) avec la couverture médiatique de la guerre en Syrie

Recherche

Mot clé : Syrie

Période de recherche :

- **Depuis 2 ans** soit du 11/10/2015 au 11/04/2017: **1 448 résultats**

DETAILS DES ARTICLES COMPTABILISES

Article	Type d'article
Guerre oubliée. Le Yémen est désormais touché par la famine	Brèves
La faim du monde en quatre guerres	Factuel
Yémen	Brèves
Yémen 40 morts dans des combats, dont un haut responsable de l'armée	Brèves
Yémen Les Emirats arabes unis ont convoqué le chargé d'affaires iranien	Brèves
Au Yémen, plus de 100 morts dans des combats entre rebelles et armée	Factuel
Pour Riyad, « l'Iran doit décider s'il est une révolution ou un Etat-nation »	Interview
Yémen Un raid aérien imputé à la coalition sous commandement saoudien a fait 5 morts	Brèves
Arabie saoudite Riyad ne recevra pas la commande d'armes que les Etats-Unis devaient lui livrer.	Brèves
Yémen Des raids de la coalition contre une prison tuent 60 personnes	Brèves
Au sud Des centaines de personnes ont manifesté mardi au Yémen pour dénoncer «la complicité de l'ONU» dans la guerre qui déchire le pays depuis dix-neuf mois.	Brèves
Alep : les intox des avocats de la Russie	Analyse / Décryptage
Face aux refus russes, la France persiste pour sauver Alep... mais « oublie » d'être virulente sur le Yémen	Edito / Tribune
Bombardement au Yémen : carnage lors d'une cérémonie funéraire	Brèves
Yémen. Médecins du monde a annoncé, mardi, avoir suspendu ses activités et évacué son personnel du Yémen	Brèves
Yémen : un attentat revendiqué par l'EI fait au moins 71 morts	Factuel
Yémen Après les bavures à répétition de son aviation au Yémen, la coalition arabe a annoncé l'ouverture d'une enquête «indépendante»	Brèves
Au Yémen, les Houthis font taire leurs opposants	Factuel
Cynisme	Edito / Tribune
Les jihadistes d'Al-Qaeda chassés d'une grande ville du Yémen	Factuel
Yémen. C'est une trêve précaire qui a débuté lundi dans un pays épuisé par un an de bombardements et de combats	Brèves
Vu de tel-aviv «Tapis magique» : Israël exfiltre 17 juifs du Yémen	Factuel
Les autres printemps	Brèves
Yémen Le gouverneur et le chef de la police d'Aden, ainsi que le gouverneur de Lahj, dans le sud du Yémen, ont échappé mardi à un attentat	Brèves
Iran-Arabie Saoudite, un conflit à fragmentation	Analyse / Décryptage
Riyad. L'armée saoudienne a intercepté un missile Scud tiré vers le royaume depuis la capitale yéménite, Sanaa	Brèves
Au Yémen, un cessez-le-feu bien fragile	Analyse / Décryptage
Déjà vu Yémen : MSF victime de frappes	Brèves
Yémen in black	Reportage/ Enquête
Yémen la guerre oubliée	Une / Dos- sier spécial
Reportage photo exclusif de Guillaume Binet	Reportage/

Yémen : l'engrenage infernal	Enquête
Donatella Rovera : «On ne peut pas affamer une population durant des mois»	Analyse / Décryptage
L'Etat islamique s'attaque au Yémen	Interview
Yémen. Au moins 130 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été tuées, lundi,	Edito / Tribune
Yémen. Le gouvernement yéménite, en exil depuis six mois en Arabie Saoudite, est de retour à Aden	Brèves
Riyad, fossoyeur de l'«Arabia felix»	Brèves Edito / Tribune Analyse / Décryptage
Une offensive terrestre se prépare au Yémen	Brèves
Du nord. Des milliers de soldats du Golfe, en provenance du Qatar et d'Arabie Saoudite, auraient été envoyés au Yémen	Brèves
Raid meurtrier au Yémen	Brèves
à chaud. Violents combats au Yémen	Brèves
«La ville d'Aden est détruite, c'est devenu un dépotoir à ciel ouvert.»	Brèves Opinion / Débat
Yémen : crimes de guerre et pénuries extrêmes	Analyse / Décryptage
Le Yémen, un pays en voie de désintégration	Brèves
Des Américains kidnappés par les Houtis au Yémen	Brèves
Chiffre: 300 000 litres de carburant	Opinion / Débat
Implosion au Yémen ?	Analyse / Décryptage
Hollande et le Golfe, une relation au sommet	Brèves
1 080 personnes sont mortes au Yémen depuis le 19 mars	Analyse / Décryptage
L'Arabie Saoudite décrète la fin de la «Tempête» sur le Yémen	Débat
Au Yémen, menace de chaos humanitaire	Factuel Analyse / Décryptage
L'Arabie Saoudite en chef du camp sunnite dans le conflit contre les chiïtes	Opinion / Débat
Au Moyen-Orient, la perpétuation infinie du chaos	Brèves
2,5 tonnes de matériel médical ont été acheminées à Aden (sud du Yémen)	Analyse / Décryptage
Le Yémen réduit en fractions armées	Opinion / Débat
La guerre des deux islams	Factuel
Yémen : raid aérien meurtrier sur des civils	Analyse / Décryptage
Riyad bloque les Houthis sans regagner du terrain	Débat
Guerre au Yémen : Riyad passe à l'attaque	Factuel
Yémen: la démonstration de solidarité du Caire	Analyse / Décryptage
Yémen : après Sanaa, les Houtis resserrent leur étau sur Aden	Factuel

Yémen Les rebelles houthistes ont libéré 276 détenus	Brèves
Yémen La coalition arabe mise en cause dans la mort d'enfants	Brèves
Yémen Quinze soldats tués dans des attentats-suicides	Brèves
Déplacés, « les plus vulnérables des vulnérables »	Factuel
Yémen - Ouverture des négociations de paix	Brèves
Le Yémen tente un nouveau cessez-le-feu	Factuel
Dans l'indifférence, le Yémen s'enfonçe dans le chaos	Factuel
Quatre religieuses assassinées au Yémen	Factuel
Pourquoi l'Arabie saoudite provoque l'Iran	Interview
YÉMEN Un bombardement sur une fête de mariage fait 131 morts	Brèves
Yémen Le président de retour à Aden	Brèves
YÉMEN Les rebelles chiites libèrent six otages	Brèves
Yémen L'église Saint-Joseph saccagée puis brûlée à Aden	Brèves
YÉMEN De lourdes pertes pour la coalition arabo-sunnite	Brèves
La guerre prive d'école près de 14 millions d'enfants	Analyse / Décryptage
Le blocus explique la crise humanitaire au Yémen	Analyse / Décryptage
YÉMEN Plus de 30 victimes lors d'un raid aérien	Brèves
Yémen La bataille de Taëz est engagée	Brèves
Yémen L'ONU s'alarme de la situation humanitaire au Yémen	Brèves
ESSENTIEL L'ex-otage au Yémen Isabelle Prime a retrouvé sa famille	Brèves
Le conflit au Yémen, l'un des plus violents	Factuel
Une situation humanitaire chaotique au Yémen	Factuel
Explication Pas de perspective de cessez-le-feu au Yémen	Analyse / Décryptage
YÉMEN Trêve humanitaire de cinq jours	Brèves
YÉMEN Le gouvernement en exil veut sécuriser Aden	Brèves
YÉMEN Les forces gouvernementales reprennent l'initiative	Brèves
Yémen Des milliers de réfugiés malgré les violences	Brèves
YÉMEN La guerre se poursuit	Brèves
YÉMEN. L'ONU face à l'intransigeance des deux camps	Brèves
Négociations pour une trêve au Yémen avant le début du Ramadan	Factuel
YÉMEN Le président en exil dénonce le rôle de l'Iran	Brèves
YÉMEN Discussions entre Américains et rebelles houthistes	Brèves
YÉMEN Diffusion d'une vidéo de la Française otage	Brèves
YÉMEN La fin de la trêve fait craindre pour l'aide humanitaire	Brèves
Au Yémen, l'ONU prépare une vaste opération humanitaire	Brèves
YÉMEN Le pays est proche d'un cessez-le-feu humanitaire	Brèves
YÉMEN John Kerry veut obtenir une « pause humanitaire »	Brèves
YÉMEN Des soldats de la coalition sunnite aperçus à Aden	Brèves
Explication La guerre continue au Yémen	Analyse / Décryptage
YÉMEN : Le bilan d'un mois de guerre s'élève à un millier de morts	Brèves
Yémen Violents raids contre la capitale Sanaa	Brèves
Monde Le Yémen se referme sur lui-même	Appel en une
Le Yémen se referme sur lui-même	Factuel
YÉMEN Percée des rebelles à Aden malgré les raids, Al-Qaida profite du chaos	Brèves
Yémen Violents raids sur Sanaa et Dhaleh	Brèves
La Ligue arabe crée une force militaire conjointe	Analyse / Décryptage
Monde Les états arabes sunnites contre les chiites du Yémen P. 6	Appel en une
Les Etats arabes sunnites interviennent contre les milices chiites du Yémen	Analyse / Décryptage

Statistiques établies à partir d'Europresse pour le journal



Recherche

Mot clé : Yémen

Période de recherche :

- **Sur les 6 derniers mois** soit du 26/09/2016 au 27/03/2017: **12 résultats (résultats non encore affinés).**
- **Depuis un an** soit du 26/09/2016 au 27/03/2017 : **23 résultats (résultats non encore affinés).**
- **Depuis 2 ans** soit du 26/03/2015 au 27/03/2017 : **426 résultats (résultats non encore affinés).**

Comparaison statistique (indicative et sans affinement de résultat) avec la couverture médiatique de la guerre en Syrie

Recherche

Mot clé : Syrie

Période de recherche :

- **Depuis 2 ans** soit du 26/03/2015 au 27/03/2017 : **3082 résultats**

DETAILS DES ARTICLES COMPTABILISES

Article

Type d'article

Yémen : cri d'alarme de l'ONU	Brèves
Opinions L'engrenage de la guerre en mer Rouge	Opinion / Débat
Yémen : la première opération de Trump vire au fiasco	Factuel
Yémen : 43 morts dans un attentat et des combats	Brèves
Yémen : mort d'un haut général dans les combats	Brèves
Le nouveau président ordonne son premier raid au Yémen	Factuel
International - CHRONIQUE- Comment Trump mènera-t-il les six guerres dont il hérite?	Analyse / Décryptage
Yémen : un soldat américain tué dans un raid contre al-Qaida	Brèves
Yémen : cinq morts dans un raid aérien sur une école	Brèves
Une ONG accuse la coalition en guerre au Yémen	Brèves
Yémen : 22 morts dans des combats vers Taizz	Brèves
Un kamikaze provoque un carnage à Aden	Brèves
Yémen : un charnier découvert à Aden	Brèves

Yémen : une cinquantaine de morts dans des combats	Brèves
International Yémen : la guerre a tué plus de 7 000 personnes	Brèves
Yémen : 60 morts dans un bombardement	Brèves
Yémen : les rebelles accusés de violer la trêve	Brèves
Trêve respectée au Yémen	Brèves
Yémen : appels à une trêve immédiate	Brèves
International - Yémen : l'Iran déploie des navires de guerre	Factuel
International, Le conflit yéménite gagne le golfe d'Aden	Factuel
Sanaa touchée par le choléra	Brèves
YÉMEN L'Arabie sous le feu des critiques	Appel en une
International - Yémen : l'Arabie sous le feu des critiques	Analyse / Décryptage
Yémen : des frappes aériennes tuent 140 civils	Brèves
Yémen : l'otage franco-tunisienne Nourane Houas libérée	Brèves
Yémen : 17 morts dans des combats	Brèves
Yémen : 22 civils tués dans un bombardement	Brèves
Yémen : attaque rebelle meurtrière	Brèves
Yémen : 71 morts dans un attentat de l'EI	Brèves
Yémen : 11 morts dans un hôpital touché par une frappe	Brèves
Yémen : 16 morts dans des combats à Aden	Brèves
Au Yémen, al-Qaida a quadruplé ses effectifs	Analyse / Décryptage
Bab al-Mandab, porte des migrants d'Afrique et d'Arabie	Reportage/ Enquête
À Djibouti, le vieux pré carré français s'est internationalisé	Reportage/ Enquête
Un attentat suicide à Aden fait au moins 40 morts	Brèves
Libération d'un otage américain au Yémen	Brèves
L'ex-président Saleh, homme clé de la guerre au Yémen	Analyse / Décryptage
Yémen : l'EI frappe de nouveau dans le sud-est	Brèves
L'Arabie saoudite change de priorité au Yémen	Factuel
Appel Une [n Reportage : « Arabie-Yémen : guerre et trafics sur...]	Appel en une
Arabie-Yémen : guerre et trafics sur une frontière brûlante	Reportage/ Enquête
La délicate visite d'Obama en Arabie	Analyse / Décryptage
Dernier « tapis volant » pour Israël	Reportage/ Enquête
Israël exfiltre 19 Juifs du Yémen en guerre	Brèves
Yémen : 119 morts dans des frappes sur un marché	Brèves
Yémen : les loyalistes reprennent un district	Brèves
Un chef d'al-Qaida tué par un drone au Yémen	Brèves
Cinq ans après, le désastre des printemps arabes	Appel en une

Téhéran accuse Riyad d'avoir bombardé son ambassade au Yémen	Brèves
Deux missiles balistiques ont été tirés du Yémen	Brèves
DIPLOMATIE La communauté internationale au chevet du Yémen PAGE	Appel en une
Yémen : négociations de la dernière chance en Suisse	Analyse / Décryptage
Yémen : une île reprise aux rebelles	Brèves
Yémen : des discussions de paix le 15 décembre	Brèves
Al-Qaida menace l'Arabie	Brèves
Yémen : l'EI revendique une attaque contre l'armée	Brèves
Yémen : 10 combattants tués dans une attaque	Brèves
Yémen : décès d'un Américain enlevé en octobre	Brèves
Yémen : l'ombre de Daech sur Aden libérée	Factuel
Yémen : l'État islamique frappe à Aden	Brèves
Yémen : 31 morts dans un raid sur un mariage	Brèves
Yémen : le président de retour	Brèves
Yémen : six otages libérés	Brèves
Yémen : 8 civils tués « par erreur » dans un raid	Brèves
YÉMEN Une guerre régionale au sol de plus en plus probable PAGE 10	
Au Yémen, les pays du Golfe préparent une offensive au sol	Appel en une
	Analyse / Décryptage
« Nous devons éliminer l'influence iranienne chez notre voisin yéménite »	
	Interview
Yémen : frappes aériennes sur Sanaa	Brèves
Yémen : 22 soldats émiriens tués dans une explosion	Brèves
Au Yémen, deux otages français oubliés	Factuel
Yémen : meurtre de deux employés de la Croix-Rouge	Brèves
Yémen : 20 rebelles chiites tués dans des raids aériens	Brèves
Combats meurtriers au Yémen	Brèves
Yémen : 14 civils tués dans des bombardements	Brèves
Yémen : un otage britannique libéré	Brèves
Yémen : les forces loyalistes progressent	Brèves
Yémen : nouvelle avancée des forces loyalistes	Brèves
L'otage française au Yémen est enfin libre	Factuel
La médiation réussie et discrète du sultanat d'Oman	Factuel
Yémen : les loyalistes gagnent du terrain	Brèves
Yémen : le blocus « tue autant » les civils que la guerre, selon MSF	Brèves
Les rebelles chiites rejettent la trêve au Yémen	Brèves
Au Yémen, les loyalistes réinvestissent Aden	Factuel
Un premier avion saoudien à Aden avec des armes	Brèves
Ce que l'accord iranien va changer au Moyen-Orient	Analyse / Décryptage
Yémen : raid sur le palais de l'ex-président Saleh	Brèves
France-Arabie : la lune de miel ternie par le contrat libanais	Analyse / Décryptage

Combats meurtriers dans le sud du Yémen	Brèves
Yémen : les pourparlers de Genève ont échoué	Factuel
Une jeune Yéménite se bat contre la fatalité	Reportage/ Enquête
Mauvaise ambiance entre Yéménites à Genève	Brèves
YÉMEN L'élimination du numéro un d'Aqpa, un coup dur pour l'organisation PAGE 8	Appel en une
Al-Qaida désorganisée après la mort d'al-Wahishi	Analyse / Décryptage
YÉMEN Négociations de paix à Genève entre rebelles chiites et Saoudiens PAGE 7	Appel en une
Au Yémen, les ennemis négocient dans la défiance	Factuel
« Un désastre humanitaire à huis clos »	Analyse / Décryptage
Yémen : la violence redouble avant les négociations	Factuel
Yémen : une vidéo de l'otage française diffusée	Brèves
Yémen : des Américains détenus par les houthistes	Brèves
Le djihadisme, un phénomène régional	Opinion / Débat
Yémen : reprise des raids contre les rebelles houthistes	Brèves
Les pays du Golfe tétanisés par la menace iranienne	Analyse / Décryptage
Bombardement d'un dépôt d'armes au Yémen : 69 morts	Brèves
Un dépôt d'armes touché par un raid au Yémen	Brèves
Yémen : raids de la coalition arabe	Brèves
Le responsable d'al-Qaida qui avait revendiqué l'attaque contre « Charlie » a été tué	Brèves
Yémen : l'Arabie saoudite cède sur l'aide humanitaire	Analyse / Décryptage
Yémen : la coalition dément toute opération ter	Brèves
Nouveaux combats au Yémen	Brèves
Yémen : l'interprète de l'otage française libre	Brèves
Yémen : les hostilités ont fait plus de 1 000 morts	Brèves
YÉMEN Riyad change de stratégie PAGE 7	Appel en une
Yémen : Riyad contraint de stopper ses raids aériens	Analyse / Décryptage
« Tempête » sur la frontière saoudo-yéménite	Analyse / Décryptage
Yémen : la coalition arabe annonce la fin de sa campagne aérienne	Brèves
Quels sont les véritables enjeux de la guerre au Yémen ?	Appel en une
Quels sont les véritables enjeux de la guerre au Yémen ?	Analyse / Décryptage
Yémen : al-Qaida s'empare d'un aéroport	Brèves
Yémen : près de 770 morts	Brèves
YÉMEN L'ONU tance la rébellion houthiste	Appel en une
Yémen : l'ONU sanctionne les houthistes	Factuel
L'Arabie saoudite médiatise sa campagne militaire	Analyse / Décryptage

Yémen : l'ONU somme les houthistes de rendre le pouvoir	tage
Le Pakistan refuse d'aider l'Arabie saoudite au Yémen	Brèves
Yémen : des militaires français pris sous le feu	Brèves
Yémen : un avion du CICR arrivé à Sanaa	Brèves
YÉMEN L'Arabie saoudite force la main au Pakistan	Appel en une
Conflit au Yémen: l'Arabie saoudite veut obtenir l'aide militaire du Pakistan	Analyse / Décryptage
Les combats se concentrent à Aden et dans le sud du pays (AFP)	Factuel
La descente aux enfers du pays le plus pauvre de la péninsule arabique	Analyse / Décryptage
Les combats se concentrent à Aden et dans le sud du pays	Brèves
Yémen : feu vert saoudien à l'aide de la Croix-Rouge	Brèves
Malgré les raids saoudiens, les rebelles houthistes gagnent du terrain au Yémen	Factuel
Yémen : 62 enfants tués	Brèves
Yémen : un raid aérien frappe un camp de déplacés	Brèves
La Ligue arabe annonce la création d'une force unifiée	Analyse / Décryptage
Yémen : les Saoudiens n'ont prévenu les Occidentaux qu'au dernier moment	Brèves
Yémen : 21 rebelles chiites tués près d'Aden	Brèves
Yémen : raids de la coalition et appel au cessez-le-feu de l'ancien président Saleh	Brèves
Washington et Téhéran dans le grand imbroglio moyen-oriental	Analyse / Décryptage
YÉMEN L'Arabie saoudite à la tête d'une coalition armée	Appel en une
L'Arabie saoudite lance une intervention au Yémen	Factuel
L'Iran s'insurge contre une offensive saoudienne qui fait le jeu des djihadistes	Factuel
Le grand écart des Etats-Unis entre sunnites et chiites	Analyse / Décryptage
Yémen : les pro-Houthis ont pris l'aéroport d'Aden	Brèves
Yémen : les miliciens houthis à 20 km d'Aden	Brèves

4. UNE DU FIGARO EN DATE DU 27/03/2015 POUR ANNONCER LE DECLENCHEMENT DE L'INTERVENTION DE LA COALITION SAOUDIENNE OUDIIENNE AU YEMEN

LE FIGARO
lefigaro.fr

YÉMEN
L'ARABIE SAOUDITE EN TÊTE
DE LA COALITION ARMÉE CONTRE
LES MILICES CHITES

EXCLUSIF
LE GOUVERNEMENT
ENVISAGE UNE SCISSON
D'AREVA

Crash de l'A320 : le geste fou d'Andreas Lubitz

Le copilote, enfermé seul dans le cockpit, a délibérément provoqué la chute de l'avion, selon les analyses de la boîte noire.

IRAK
Fabius présente un plan d'action à l'ONU pour sauver les minorités

FOOTBALL
Les Bleus asphyxiés par le Brésil en match amical

FACEBOOK
Comment le réseau social fait main basse sur le mobile

ADIDAS
Un plan d'attaque pour rattraper Nike

LAIT
La fin des quotas laitiers révolutionne le marché

MUSIQUE
Les conservatoires inquiets pour leur avenir

CHAMPS LIBRES
- La fête de l'Annonciation rassemble musulmans et chrétiens au Liban
- Front national, les tribunes d'Emmanuel Combe, Gaspard Koenig, Jean-Louis Mucchielli et d'Arnaud Bercoff
- Le bloc-notes d'Yvan Rouffé

FIGARO QUI FIGARO NON ?
Réponses à la question de jeudi : Les catastrophes aériennes vont-elles diminuer d'ici de prévoir l'avenir ?

FIGARO QUI FIGARO NON ?
TOTAL DES VOTANTS : 44 527
OUI 32,3% NON 67,7%

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Faites il rendre obligatoire la présence de deux personnes en permanence dans un cockpit ?

EDITORIAL par Gilles de Capelle
La vie en rose
Sous nos pieds, quel territoire ? Dit de Michel Segre, la France va mieux : le déficit des comptes publics s'est finalement arrêté - que + 84,6 milliards d'euros en 2014 - soit à peu près l'équivalent de l'année précédente - et la dette ne pèse plus que 202,7 milliards d'euros. L'accord obtenu - mais en préparation pas à 100% du FMI - confirme ce résultat. Comparé aux prévisions optimistes de l'automne dernier, la situation est néanmoins moins encourageante que si elle était plus... Pour le ministre des Finances, cela signifie à l'heure des budgets ronds et ronds les budgets de la politique de redressement. Il est des circonstances qui imposent pourtant d'être le triangle rochers. En l'occurrence, par quelque bout que l'on prenne le filon, la France reste l'un des pays les plus riches d'Europe : malgré des impôts plus élevés qu'ailleurs, les comptes publics y sont aussi plus sains qu'ailleurs. Car, gardé qu'en est le gouvernement, les dépenses restent élevées. Elles ne sont pas, mais il est difficile de le dire.

Comment Sarkozy veut réduire le vote FN
L'ancien président de la République le sait : il lui est interdit de revenir à l'UMP sans perdre de vue les électeurs qui voteront aujourd'hui Front national. Mais comment aller chercher des électeurs désormais convertis ? Nicolas Sarkozy estime que le succès du FN est proportionnel à la faiblesse de l'UMP de plus de six ans. Il est convaincu que sa formation, même en état de marche, peut reconquérir les électeurs tenus par Marine Le Pen.

Safari
Franck Sabet
la référence
en Tapis d'Art et de Création

5. ENTRETIENS

5.1 Entretien avec Louis Imbert, journaliste au Monde, service international (le 25/04/2017)

Est ce que Le Monde a essayé d'envoyer un reporter au Yémen depuis le début de la guerre ? Comment vous vous y prenez ?

Oui et à plusieurs reprises d'ailleurs. Moi en mai je n'ai pas pu y aller. J'avais un visa, je devais aller Sanaa et ça ne s'est pas fait parce que j'étais en Irak. A ce moment là a commencé la bataille de Falloujah et je devais aller en Iran derrière. Et pour des raisons logistiques tout ça a capoté. C'est vraiment de la bricole et il faut aussi s'y consacrer à plein temps. C'est à dire bricoler avec un fixeur sur place qui fait les virements, lui envoyer du fric mais par Western Union. Ce n'est pas si compliqué mais va faire un transfert de western union depuis Bagdad jusqu'à Sanaa. C'est interdit. Ils pensent que c'est un transfert djihadiste. Le journal ne l'a pas fait pour moi et, pendant ce temps là, je commençais à courir Falloujah donc pfff je ne suis pas parti. Et derrière il fallait recommencer toute la procédure, derrière on a lancé un autre reporter pour qu'il y aille qui est Jean-Philippe Rémy qui couvre normalement l'Afrique en général mais qui est capable de faire grand reportage dans le même coin. Lui même a tardé pour plein de raisons. D'abord, parce que le pays s'est refermé. L'aéroport de Sanaa a été bombardé, puis a été bloqué par les autorités saoudiennes et donc le canal s'est éteint. Il a fallu passer par d'autres canaux.

Donc l'ambassade du Yémen à Paris donne des visas ?

Non. Il y a depuis peu, ce n'est pas un ambassadeur mais un attaché ambassadeur, un vague responsable, mais ce n'est pas l'ambassade de Paris qui est la plus arrangeante. Le problème des ambassades c'est qu'elles sont divisées évidemment puisque le pays est divisé aussi. Donc à une époque il y avait quelqu'un d'arrangeant dans l'ambassade de Londres mais le quelqu'un a été déplacé, disparu, plus de nouvelles. Mon ami Sylvain Lepetit est passé par l'ambassade de Jordanie. L'ambassade yéménite était plus arrangeante à l'époque donc ça ça permettait d'avoir un visa pour les autorités de Sanaa et ensuite il fallait se faire valider par..., en fait se faire mettre sur une liste et se faire valider par les autorités saoudiennes. L'avion fait un stop au Sud de l'Arabie Saoudite dans un aéroport et puis ils vérifient toutes les listes, ils vérifient ton passeport et ensuite ils te laissaient passer vers Sanaa mais encore une fois cette filière est finie. Maintenant il faut faire autrement. Il faut avoir deux visas. Un visa des autorités yéménites du sud, à Aden, et un visa des autorités rebelles houtistes / Saleh. Il faut que ces deux choses tombent en même temps, que les Saoudiens soient d'accords et enfin pouvoir monter dans l'avion des Nations unies qui est le seul à atterrir encore dans l'aéroport de Sanaa. Encore une fois c'est une voie très compliquée.

Donc l'avion des Nations Unies prend toujours des journalistes ?

C'est compliqué... Il n'y pas grand monde qui est passé depuis des mois.

Guillaume Binet s'est rendu au Yémen l'an dernier. Il est passé avec MSF. Sylvain Lepetit est arrivé par Yéménia, la compagnie yéménite mais ça c'est quand l'aéroport était encore ouvert. Là, on parle d'il y a un an. Maintenant ce n'est plus la même logique.

Donc aujourd'hui est-ce qu'il reste certaines régions du Yémen accessibles aux journalistes étrangers ?

Oui, Aden au Sud mais c'est très compliqué. Il y avait un italien récemment. Mais là ce n'est pas exactement la même histoire parce que l'histoire yéménite c'est donc principalement la guerre saoudienne contre les rebelles qui occupent encore les deux tiers du territoire. Le sud c'est une histoire de pacification des zones dites libérées et qui sont dans un sale état. Ensuite ça dépend de ce que tu peux avoir dans Aden même si je comprends que la sécurité s'améliore. Ça dépend de tes capacités de mouvement entre Aden et d'autres villes, si tu veux aller à Taz, MSF passe. Donc le siège de Taz est visiblement moins efficace. Mukalla c'est à peu près pacifié mais la route pour aller là-bas il y a beaucoup d'AQPA. Tout ça est un peu complexe mais de toute façon l'accès à Aden, comme on le voit, y a pas beaucoup de visas mais c'est faisable. Il faut avoir de bons réseaux. Connaître en gros les autorités yéménites qui ont envie que tu viennes mais ça c'est faisable. Sanaa c'est beaucoup plus complexe encore une fois. Pour l'instant la seule voie c'est l'avion des Nations Unies ou demander à une ONG si elle veut bien t'emmener discrètement mais ça c'est un peu compliqué pour eux.

C'est illégal c'est ça ?

Oui.

Est-ce qu'il est possible d'être embarqué avec des troupes au sol de la coalition, ou est-ce que ça s'est fait par le passé ?

Oui, il y a très longtemps. Au tout début quand les Emiratis étaient ravis de leur coup quand ils ont pris Aden en juillet 2015 avec une opération militaire classe. A ce moment un gars du Wall Street Journal a été « embed » avec eux. Et depuis je leur ai demandé à plusieurs reprises mais ils font la sourde oreille ils veulent pas t'emmener puisque ils galèrent comme des chiens donc ils veulent pas risquer. En revanche, il y a des journalistes d'autres médias qui ont fait des allers retours à différents moments mais pas depuis des mois. La seule qui y a été depuis des mois c'est une pigiste qui a passé cinq ans dans le pays et qui bosse pour The Intercept. Elle a été d'Aden jusqu'à cet endroit où il y a eu un raid des forces spéciales américaines.

Donc je résume : pendant un an il y a eu cette procédure assez complexe mais qui passait par l'aéroport de Sanaa, par la compagnie Yemenia, avec un visa qui devait être donné par les autorités rebelles et approuvé par les Saoudiens. Puis, il y a eu la fermeture de l'aéroport suite à l'échec des négociations diplomatiques en août 2016 et la seule voie vers Sanaa a été l'avion des Nations Unies et, entre temps à cette époque là donc, il y a eu dans cette phase de un an, au moins une personne qui a été « embed » avec la coalition. Quelques allers retours via l'avion des Nations Unies. Puis la sécurité c'est un peu amélioré dans le Sud et il devient de nouveau possible d'aller là bas mais les visas ne viennent pas. Très peu mais je pense que c'est faisable.

Le Monde avait un correspondant installé sur place avant la guerre ?

Oui. François-Xavier Trégan. Il est parti au début du conflit. Maintenant il fait autre chose.

Vous avez des contacts locaux au Yémen ?

Moi, oui oui. J'appelle des gens sur place. A noter que les grosses machines de la presse anglo-saxonne ce sont toutes débrouillées pour avoir des correspondants lo-

caux. Enfin des pigistes locaux. Ce sont des gens qui ont travaillé avec eux comme fixeurs quand ils y sont allés et maintenant ils continuent de les faire signer. Ils ne signent jamais seuls. Le correspondant signe avec le pigiste sur place mais ça leur permet de continuer d'alimenter. Ils ont les infos et ce sont des pro.

La presse française ne fait pas ça ?

Heu non ce n'est pas vraiment dans la culture d'embaucher des locaux pour faire écrire. En général on fait ça nous même.

Etant donné les difficultés d'accéder au terrain cela pourrait constituer une solution non ?

Ca pourrait être une solution mais ce n'est pas dans la culture. Voilà.

Vous avez des contacts avec des journalistes locaux, des ONG,... ?

Oui et des responsables politiques. Des analystes divers et variés.

Arrivez-vous à faire parler des politiques ou militaires français sur la situation au Yémen ?

Je n'essaye même pas....

Ah oui ?

Moi non mais ma collègue Nathalie Guibert qui couvre l'armée oui. Elle a fait un certain nombre de papiers. Notamment pour leur faire raconter à quel point les militaires saoudiens sont incompetents. Ils bombardent n'importe comment. Ils font en sorte de bombarder les infrastructures du pays, les zones urbaines. Ils volent beaucoup trop haut, ils sont mal formés.

Que savez-vous de la progression des forces au sol ?

L'essentiel de cette guerre, ce qu'on voit mal c'est que ce sont les Emiratis qui la mènent. Les Emiratis ils ont 2 à 4 000 hommes sur place. Ils font l'essentiel des combats au sol. C'est eux qui ont pris Aden, Mukalla, le grands port qui était tenu par AQPA dans l'Est, c'est eux qui ont pris Mocha le port sur la côte de la Mer Rouge à parti duquel ils veulent remonter vers Hodeïda le tout dernier grand port aux mains des rebelles et leur source d'approvisionnement en nourriture. Pour l'instant ça avance pas, mais quand ça marche c'est eux. Les bombardements aussi c'est eux en large partie car ils ont une vraie armée de l'air. Ils ont d'excellentes forces spéciales et le blocus maritime c'est également les Emiratis en large partie.

Les Saoudiens ont autorité politique et financière sur leur coalition. Cette coalition elle est vraiment sur le papier parce qu'il y a énormément de monde qui ne participent pas. L'Egypte n'a jamais rien envoyé. Les Emiratis s'arrachent les cheveux parce qu'ils n'ont pas d'alliés. Ils font tout, tous seuls. Ils ne sont pas assez nombreux pour tenir le territoire une fois qu'ils ont fait leurs opérations militaires et donc ils comptent sur leur forces locales qu'ils entraînent sur leurs bases militaires de la région. Ils ont développé tout un tas de base sur la côte africaine. Ils forment des hommes mais qui n'ont aucune loyauté donc ça change d'alliances en permanence. C'est une alliance assez hétéroclite. Il y a les séparatistes sudistes yéménites et les salafistes. Les deux sont alliés souvent. Il y a ce que l'on appelle « la résistance pop » qui est un amalgame de ces gens là plus de différents groupes tribaux aux intérêts locaux. Ils sont alliés soit au

gouvernement local sudiste soit au gouvernement national légitimement reconnu Hadi qui a encore des alliés. Il y a aussi des forces qui sont liées à Al-Islah qui est le parti des Frères musulmans. Celui-ci demeure la force la plus puissante dans le Nord parce qu'ils ont encore des relais tribaux mais ils n'ont pas réussi à en soulever suffisamment pour renverser les Houtis. Une large partie des tribus est restée neutre c'est à dire tolérante des Houtistes tout autour de Sana notamment. C'est pourquoi ils n'avancent pas. Tout ça est dirigé par un homme qui s'appelle Ali Mohsen al-Ahmar. Il est le grand relais saoudien. Donc il y a les relais saoudiens plutôt liés aux frères musulmans, à al-Islah ancien parti de Saleh, forces tribales, et il y a les relais plus émiratis, séparatistes sudistes, salafistes, divers groupes tribaux du sud.

Est-ce que vous arrivez à avoir des contacts avec les Houtis ?

Oui parce que je les ai rencontrés en mai dans les négociations diplomatiques au Koweït et donc je parle avec eux par Whatsapp.

Les journalistes sont généralement d'accords pour dire que le Yémen est sous-couvert, en partie du fait des difficultés d'accès. Comment, vous, vous expliquez cette sous-médiatisation ?

Il y a plusieurs raisons à cela. Il y a une forme de lassitude de l'opinion, un désintérêt du politique et tout ça se subdivise. On peut commencer par le politique. L'ancien ambassadeur du Yémen avait à coeur que cette guerre existe dans l'opinion publique en France mais il n'est qu'ambassadeur. Il avait un mal fou à avoir des relais au sein du Quai d'Orsay et à l'Elysée pour qu'il y ait de simple déclaration de l'Etat français sur cette guerre. On est des alliés des Saoudiens, on leur vend des armes, on essaye de vendre des armes aux Emirats. L'Etat français en lui même s'exprime très peu. Ce n'est pas qu'on soit tant que ça mouillé dans cette guerre, quoiqu'il y a eu des forces françaises très probablement déployées en certains points, ça ça n'a pas encore été écrit.

Georges Malbrunot a écrit dans un livre que des sources militaires lui avaient confié que la France est cobelligérante de l'Arabie Saoudite...

J'ai des sources qui me disent ça aussi sauf que moi je ne l'ai pas encore écrit.

Pourquoi ?

Parce que je n'ai pas de preuve. Mais je suspecte assez fortement qu'il y ait eu des militaires français au sol à Mukalla. Par ailleurs la centrale saoudienne est pleine d'officiers étrangers puisque les Saoudiens n'ont pas la capacité. Des Anglais, des Américains, des Français. On les aide à cibler, à se renseigner, à gérer leurs armées. Donc a priori, on le sait quoi. Ca aussi ca compte.

Donc dès que vous aurez des preuves vous écrirez tout cela ?

Voilà.

Pour revenir aux raisons de la sous-médiatisation...

Donc d'abord le désintérêt de l'Etat. L'Etat n'a pas envie de faire de bruit là-dessus. Cela a, mine de rien, un vrai effet d'entraînement sur l'opinion. Deux, l'opinion française

s'en désintéresse aussi car il y a une forme de lassitude. La guerre en Syrie dure depuis six ans, personne n'y comprend rien et il y a l'impression générale que toute la région est en vrac. Donc une guerre de plus ou de moins... C'est une guerre que l'on ne comprend pas. C'est très difficile d'écrire un papier clair sur le Yémen très difficile car c'est une situation complexe. C'est un petit pays qui n'a qu'un très relatif intérêt stratégique. C'est pauvre, il y a très peu d'échange. C'est une excroissance de l'Arabie Saoudite qui a toujours exercé une influence très forte donc quelque par tout le monde considère que c'est son pré carré. Et ce n'est pas un carrefour stratégique, il n'y a pas beaucoup d'intérêt géostratégique.

Il y a tout de même la grande route commerciale qui passe par le détroit de Bab el-Mandeb...

Voilà, ça, ça commence à devenir intéressant mais tant que les combats ne s'étendent pas dans les eaux, il y a peu d'intérêt stratégique. Or le combat ne s'étend pas encore dans les eaux. Il s'est étendu à peine. Les Houtistes ont signalé qu'ils pouvaient aller là-bas en balançant trois missiles mais ils n'ont pas été plus loin car ils savent très bien qu'à ce moment là c'est une pluie de bombes, sans commune mesure avec ce qu'ils prennent déjà, qui leur tombera dessus. Donc non ce n'est pas une guerre géostratégique. C'est le pays le plus pauvre de la région qui est massacré par le pays plus riche. Lequel mène une guerre qu'ils sont incapables de faire correctement. Et la raison pour laquelle ils l'ont faite c'est qu'ils ont fait un espèce de délire sur l'influence iranienne. C'est vrai, il y avait des Iraniens qui commençaient à se balader mais enfin c'était pas des grands corps expéditionnaires. C'est aussi une logique de succession. Il y a un nouveau roi saoudien qui est arrivé, son fils est censé être le futur successeur et il doit s'imposer face à l'héritier légitime. Il est ministre de la Défense alors il lance une guerre. Il fait une espèce de grande geste de renaissance nationale du pays en disant que l'Arabie Saoudite ne se laissera plus avoir par l'influence iranienne dans la région et ne laissera plus les Iraniens avancer d'un pouce au Yémen. Et on les laisse faire. Ils font n'importe quoi mais ca n'a pas d'intérêt stratégique encore une fois sauf pour eux.

Certains commentateurs disent qu'il y a un décalage entre l'analyse qui est faite de la situation au Yémen dans les médias et ce qui se passe réellement sur le terrain.

Les Saoudiens ont présenté cette guerre comme étant une guerre contre l'Iran chiite qui ferait de l'entrisme auprès des rebelles houtistes et qui étaient en train de les transformer en Hezbollah local. Il y a probablement une tentative iranienne. Les houtistes ont de liens avec le Hezbollah. Ceci étant dit c'est pas un effort majeur et, depuis deux ans, les iraniens ne sont plus là. Ils ont un support qui est vocal mais ce n'est pas une guerre entre l'Arabie Saoudite sunnite et l'Iran chiite. C'est une guerre de l'Arabie Saoudite qui craint une pénétration iranienne au Yémen mais la pénétration iranienne n'a pas lieu. Donc ce grand narratif chiite-sunnite régional est en réalité une légitimation saoudienne de sa guerre. On n'est pas dans une réalité de terrain. La réalité de terrain est plus complexe que cela. Le problème à la fin c'est que la réalité de terrain s'adapte à ce narratif. Théoriquement la division sunnite-chiite au Yémen est très floue. Pour les chiites au cœur du dogme les Houtistes sont des hérétiques. C'est des sunnites, une secte, mais ils ne se considèrent pas comme apparentés. Les Houtistes eux-mêmes, enfin les zaydites qui est la confession dite chiite des houtistes, ne se considèrent pas comme chiites. Cette distinction est importée. Elle est très récente.

L'Arabie Saoudite présente cette guerre comme confessionnelle. C'est une lutte de la puissance sunnite contre l'entrisme chiite via un proxy, un allié local que sont les Houtistes. C'est une narration de guerre. En revanche cette dynamique sectaire commence à exister après deux ans de guerre. Dans le sud c'est hallucinant le nombre de personnes qui commencent à parler d'hérétiques chiites dénonçant les Houtistes. Et inversement, les Houtistes c'est un mouvement politique qui rêve de devenir un Hezbollah. Eux même poussent cette espèce d'identité chiite nouvelle. Et donc à la fin ce pays se sectarise. C'est un effet de la guerre. Ce n'était pas une condition de la guerre préexistante.

Donc nous la façon dont on le raconte quelque part les médias ont tendance à reprendre le discours saoudien un peu trop rapidement en disant les Houtistes, virgule, de confession chiite. Moi systématiquement je me bats pour qu'on n'écrive pas ça. Pour dire mouvement politique apparenté au chiisme c'est pas la même chose. Ca prend plus de signes, c'est plus compliqué mais c'est vrai. C'est une approximation. Dans la presse on a tendance à faire des approximations pour faire comprendre vite sauf qu'à des moments l'approximation a un sens politique.

Y a t il un journalisme citoyen au Yémen ?

Oui c'est déjà le cas. Il y a plein de Yéménites qui s'expriment.

Pourquoi ce journalisme citoyen n'est pas repris par les médias ?

Ca l'est. Isham al-Moeshi est partout dans les médias. C'est un homme de Sanaa qui est sur Twitter. Il a 70 000 followers et il est fiable. Il est cité partout mais dans la presse anglo-saxonne. Les quotidiens français le citent très peu. Moi je le cite pas parce que...pourquoi je ne le cite pas ? On va dire que j'ai des sources plus autorisées. Par contre je le lis et je m'en sers. Lui et un certain nombre d'autres gens me permettent de savoir ce qui se passe à Sanaa. Voilà mon fil Twitter. (Louis Imbert montre son fil Twitter sur son portable). Lui c'est un analyste, lui un chercheur mais il vient de la société civile, les Nations Unies, un copain saoudien journaliste, une chercheuse anglaise spécialiste d'Al Qaeda, un centre d'analyse basé à Aden, Oxfam, NGO, un yéménite basé en Angleterre, un gars de Tazeh très orienté mais utile quand même. J'ai plein de sources ultra orientées mais à la fin tu fais une espèce de mix et ça te permet d'avoir des signaux.

Donc il y a quand même des sources fiables ?

Fiables ça dépend... Ça donne des signaux que je ne prends jamais pour argent comptant mais que je suis intensément et que je recoupe et recroise.

La presse anglo-saxonne traiterai mieux le conflit selon ce que vous sembliez dire ?

Oui et non. Ce n'est pas la presse anglo-saxonne, c'est quelques médias anglo-saxons que sont le *New York Times*, le *Washington Post*, dans une moindre mesure le *Wall Street Journal* et c'est tout. Ce sont des institutions qui sont très riches. Le *New York Times* a 1 300 journalistes et *Le Monde* en a 400 alors que c'est le premier journal de France en termes de nombre de journalistes. Donc ils sont riches, et ils ont embauché des journalistes locaux qui ramènent de l'info.

Par ailleurs, le gouvernement américain est parti prenante de cette guerre. Ils se cachent derrière leurs alliés mais ils fournissent des armes au Saoudiens, des bombes,

ils font du renseignement et du soutien logistique etc. Les Américains sont beaucoup plus impliqués dans cette guerre que nous ne le sommes et donc ils regardent ça de plus près. Les Américains sont les principaux alliés des forces assaillantes et ils peuvent peser sur les Saoudiens pour pousser à une solution diplomatique ce qu'ils ont tenté de faire. Depuis 2002 les Américains mènent des opérations au Yémen, ils tirent sur les leaders d'Al Qaeda donc idem, leur forces armées son engagées au Yémen et donc ils suivent cela. Avec Trump les Etats-Unis ont augmenté leur engagement militaire avec des bombardements mais aussi des troupes au sol. C'est logique que la presse américaine suive plus car ils sont parties prenantes de cette guerre.

Ensuite ils ont leurs biais eux aussi, ils ont un mal fou à écrire que... Il y a un spleen anti-iranien aussi qui est très présent aux Etats-Unis et qui leur est soufflé par les pays du Golfe. Un spleen c'est une torsion du message, une narration faite par un des belligérants. On construit un message pour l'opinion. On façonne la narration dans un sens qui nous arrange. Ils ont donc un mal fou à relativiser la présence iranienne là-bas. Ca se voit dans des éditoriaux. C'est difficile car il y a tellement de voix y compris des plus hauts niveaux de l'Etat qui disent que les Iraniens font des trucs. La presse c'est aussi de dire ce que disent les autorités même si tu n'y crois pas. Il y a un moment où l'on répercute aussi le message. Ca fait partie de l'info.

En France subissons nous aussi ce biais, ce spleen comme vous l'appellez ?

Bien sur. On est tributaire des sources institutionnelles et évidemment c'est un biais. Ceci dit, encore une fois, la source institutionnelle a un point politique et donc ce qu'elle dit, la façon dont elle voit les événements et les exprime a du sens puisque ca a une efficacité et donc tu la répercutes. Toute la problématique est d'arriver à la mettre en perspective avec des réalités de terrain qui sont plus complexes, discordantes voire contraires. C'est ça le jeu sur tous les sujets du monde. Sur le Yémen ça l'est d'autant plus que l'accès au terrain est très difficile.

Je pense aussi qu'il y a une part de flemme de la presse. Le Yémen n'est le sujet central de personne ici. Moi, j'ai deux pays sur lesquels j'écris principalement c'est l'Iran et le Yémen donc je regarde de très près. Néanmoins, je couvre aussi toute la région. Je vais voir des gens au Koweït, aux Emirats comme l'autre jour. Je n'ai toujours pas réussi à aller au Yémen à cause de logiques internes mais des sources j'en trouve. Donc le problème c'est aussi que j'ai plein d'autres sujets à couvrir et donc qu'on a pas tant le temps que ça de creuser. C'est ca le problème de la presse française. Nous encore au *Monde* on est plus nombreux qu'à *Libération* donc c'est plus luxueux.

Y a t il également des contraintes économiques qui peuvent expliquer une moindre médiatisation ?

Oui il y a ca aussi. Nous avons un reporter qui passe énormément de temps à essayer de se rendre au Yémen et ça ce sont des coûts cachés. *Libération* par exemple ne pourrait pas se permettre de faire ça. S'ils ne sont que deux à couvrir le Moyen Orient il n'y en a pas un qui peut passer des mois à essayer d'entrer dans le pays et ne pas produire d'article pendant ce temps-là.

Comment retranscrire la complexité du conflit au lecteur ?

On ne peut pas car les papiers doivent être anglés pour être dynamiques. Cela implique de récolter un assez grand nombre d'informations, sans accès au terrain. Les papiers ne peuvent être généralistes. On essaye de faire beaucoup de papiers explicatifs sur la version web. Ca pour le coup on en a fait beaucoup.

La désincarnation des victimes du conflit n'empêche-t-elle pas la mobilisation de l'opinion publique ?

Ca n'aide pas à sensibiliser l'opinion c'est un fait. Donc ca n'aide pas à forcer l'Etat à s'en préoccuper ou au moins à s'exprimer dessus.

Je pense par ailleurs, c'est compliqué de l'exprimer correctement, que la presse en en faute sur le Yémen. Parce qu'on a sous-couvert, parce que l'Etat ne s'en préoccupe pas, que l'ONU n'est pas efficace, parce que l'opinion s'en moque aussi et que les journalistes eux-mêmes sont fatigués par la Syrie. On a pas employé assez d'effort pour cette guerre. Je le pense sincèrement et ça me frustre personnellement. Il est faut de dire qu'on ne pouvait pas aller au Yémen. Je suis désolé mais on pouvait y aller. Cela demandait quelques efforts mais, d'abord il y en a qui l'ont fait. Certains deux fois même comme Sylvain Fouchet. Par ailleurs il devait y aller avec France 24 mais ils ont considéré que c'était trop dangereux. Il l'a fait quand même parce qu'il a des convictions, qu'il pense que c'est le boulot et qu'il faut le faire.

Donc il y a aussi le fait que les rédactions n'ont pas accepté d'envoyer des reporters ?

Oui. Elles n'ont pas voulu prendre de risques à un moment. Il y avait un côté roulette russe. Et pour quel intérêt ? C'est une petite guerre, un petit pays. Il y avait ça aussi dans la logique des rédactions. Mais c'est faux de dire qu'on ne pouvait pas y aller. Aujourd'hui c'est un peu compliqué mais d'abord c'est possible et ensuite ca a été tout à fait possible, au prix d'un certain nombre d'efforts certes, mais tout à fait possible pendant assez longtemps, jusqu'en aout 2016. Donc un an. S'abriter derrière le fait que l'on ne peut pas y aller..., si on veut vraiment on peut y aller, c'est trop facile.

En fait c'est simple tu retrouves face à des priorités d'actualité et tous les jours il y a des priorités plus grandes. Tout le temps. Une élection iranienne, avant ça la bataille de Mossoul qui est énorme et qui représente directement les intérêts de la France, avant ça la bataille d'Alep. Et là je ne parle que de la région. Il faut mettre les choses en perspectives aussi. La guerre au Yémen n'a pas fait beaucoup de morts. Il y a des zones de combats intenses mais une large part du pays n'est pas en combat. Et encore quand on dit zone de combats intenses il faut s'entendre, oui il y a des bombardements réguliers mais les accrochages sont pas d'une intensité gigantesque même si cette guerre est meurtrière et a fait 10 000 morts au moins. Pour toutes ces raisons, et puis il y a aussi des anciens dans la rédac qui disent « c'est un trou ton truc on s'en fout ». Il y a ça aussi bien sur. Ceci étant dit c'est normal aussi qu'il y ait ce genre de voix là. C'est aussi le boulot d'un rédac chef et d'un « rubricard » de pousser pour que ce reportage ait lieu. Il n'y a pas une rédaction qui va s'y opposer sauf les télés qui n'ont pas voulu mettre en danger leurs journalistes. Les rédactions écrites cela m'étonnerait beaucoup qu'elle s'y oppose. Le fait est que nous n'avons pas déployé assez d'efforts pour y aller. Je dis « nous » la corporation. C'est un fait.

5.2 Correspondance email avec Charlotte Velut, ancienne journaliste correspondante à Sanaa (le 09/04/2017)

Quand avez-vous quitté le Yémen exactement et pourquoi ? Combien étiez-vous de correspondants français au Yémen à l'époque ?

J'ai quitté le Yémen en décembre 2012 à cause du risque d'enlèvement d'étranger devenu très élevé dans la Capitale Sanaa. Je commençais à avoir peur pour ma vie. Nous étions alors deux correspondants français à Sanaa.

Avez-vous toujours des contacts avec des sources ou des journalistes locaux ? Vous parlent-ils de leurs conditions de travail aujourd'hui ?

Non, pas vraiment.

Vous parlez dans votre livre de la faible attention médiatique que suscitait le Yémen avant 2011, est-ce que vous aviez du mal à convaincre les médias en France de prendre vos papiers ?

Avant le début de la révolte populaire au Yémen, il était très difficile pour moi de vendre des sujets sur le Yémen. Il y avait un très faible intérêt des médias français pour ce pays. Je n'étais jamais sollicitée, au contraire je devais démarcher -voir harceler- constamment mes contacts.

Comment est né votre projet d'écrire votre livre *Le Yémen au delà de la révolte* ?

Ecrire un livre sur le Yémen était dans mes projets avant que la révolution éclate. Ma fascination pour ce pays et ses habitants depuis mon premier séjour sur place m'ont toujours donné envie de témoigner. La révolution a servi d'accélérateur pour ce projet, et a guidé le thème du livre. J'ai également été motivée par mes contacts intéressants et exclusifs. Je fais référence notamment à la famille du Président alors contesté, et à mon accès direct au Palais Présidentiel. Je passais ma journée dans les manifestations aux côtés des révolutionnaires et mes soirées chez « l'ennemi ». Simplement passionnant, je voulais partager.

Que pensez-vous du traitement médiatique fait de la guerre au Yémen aujourd'hui ?

Faible, trop faible. Savez-vous qu'une famine ronge le pays ? Ça n'intéresse pas, je dirai pas ENCORE car la situation va sûrement et malheureusement empirer.

Les difficultés d'accéder au terrain peuvent-elles, à elles seules, expliquer la faible médiatisation du conflit selon vous ? Si non, comment l'expliquez-vous par ailleurs ?

Absolument. Se rendre dans la Capitale est un véritable calvaire. Il faut atterrir au Sud du pays, puis prendre la route pendant une dizaine d'heures. Impossible d'obtenir une autorisation de visite en tant que journaliste. Il faut se faire passer pour une personne locale. Bref, c'est quasi impossible, sans parler du danger...

La guerre au Yémen est un conflit complexe, jugez-vous sa couverture médiatique de qualité ? Est-ce que les médias ont assez anticipé l'ampleur de la crise ?

Sans journalistes sur place, difficile d'assurer une couverture de qualité. Non les médias n'ont pas assez anticipé l'ampleur de la crise, encore une fois ce n'est pas facile sans

personne sur place.

Est-ce qu'il y a quelque chose que les journalistes pourraient faire pour améliorer la couverture du conflit et compenser les difficultés d'accès au terrain ?

Peut-être trouver des journalistes, activistes ou étudiants sur place qui peuvent témoigner régulièrement. Comme j'ai pu le constater, la situation sur place est très différente de celle relatée dans les médias.

Dans votre livre vous parlez de l'utilisation croissante de Facebook et des réseaux sociaux par les Yéménites au moment de la révolution. Est-ce une voie possible à explorer pour développer leurs sources locales et suivre au plus près le conflit ?

Tout à fait.

5.3 Entretien avec Georges Malbrunot, journaliste au Figaro, service international (le 08/04/17)

Est-ce qu'aujourd'hui il reste certaines régions du Yémen accessibles aux journalistes étrangers ?

Très peu. Très très peu et très difficilement. La preuve c'est qu'il n'y a aucun journaliste étranger. Il y a eu, je crois quelques journalistes américains qui sont allés avec les Saoudiens, l'armée saoudienne à certains endroits du Yémen. Aller à Aden c'est très, très compliqué. Ça a été longtemps très dangereux. Aller à Sanaa c'est très compliqué, très dangereux aussi.

Quelques journalistes (Sylvain Fouchet, Guillaume Binet) ont réussi à s'y rendre, ou tente de s'y rendre actuellement (Luc Mathieu), est ce que votre rédaction a essayé d'envoyer un reporter depuis le début de la guerre ?

Moi...Oui, ...j'essaye d'y aller sans...Oui je regarde oui, je vais essayer d'y aller peut être oui. Mais heu voilà.

Donc votre rédaction serait prête à envoyer quelqu'un sur place ?

Oui, oui, je pense oui.

Vous avez évoqué dans une vidéo pour le Figaro qu'il y avait un certain désintérêt pour ce pays lointain et méconnu qu'est le Yémen...

Le Yémen c'est un pays dont on parle très peu en période habituelle, en période normale. C'est un pays qui cumule les difficultés depuis de nombreuses années, qui ne représente pas un intérêt stratégique pour les pays occidentaux même si la France est le premier investisseur étranger là-bas avec Total. Voilà, c'est le pays le plus pauvre de la péninsule arabique. Moi j'y suis allée 4, 5, 6 fois dans les années 2009-2012 lorsqu'on pouvait encore y aller. J'ai écrit les mémoires du traducteur de Ben Laden, du garde du corps de Ben Laden quand il vivait là-bas. Mais c'est un pays qui ne retient pas beaucoup l'attention. C'est un pays oui, où il y a peu d'intérêt parce que ce n'est pas stratégique. Enfin, ça l'est lorsqu'il y a, comme en 2009, un étudiant nigérian qui se met en tête de mettre une bombe dans un avion ou lorsque y a les frères Kouachi vont se former là-bas mais voilà c'est pas La Syrie, c'est pas l'Irak, c'est pas Israël donc voilà c'est un pays qui manque effectivement de couverture médiatique et en particulier

depuis l'offensive saoudienne. Il y a une espèce d'omerta.

Est-ce que les journalistes sont eux aussi moins sensible à la catastrophe humanitaire qui se passe là-bas ?

Si l'on regarde le nombre d'articles que l'on écrit oui. Enfin, je ne sais pas si l'on est moins sensible mais en tout cas la production est bien moindre. Parce qu'aussi c'est un conflit auquel on n'a pas accès, dans lequel la France appuie très discrètement mais quand même les belligérants saoudiens, etc. On a longtemps eu un pouvoir politique qui justement ne voulait pas critiquer la position saoudienne au Yémen du temps de Laurent Fabius au ministère des affaires étrangères. Pour toutes ces raisons il y a une espèce d'omerta dans la presse.

Vous avez aussi cité une source militaire qui vous confiait que la France était co-belligérante...

Oui, oui on a écrit tout ça dans notre livre...

Cette information n'a pas été beaucoup reprise, pourquoi ne lit-on pas grand-chose dans les journaux sur le soutien de la France à la coalition qui bombarde le Yémen ? Est-ce un manque d'engagement des journalistes ?

Je ne sais pas moi il faut leur demander. Ce n'est pas à moi qu'il faut demander ça mais à ceux que vous interrogez pourquoi ils n'ont pas repris ça. C'est une bonne question. Nous si on le dit c'est parce que les militaires le disent. On est presque cobelligérant.

Est ce qu'il y a d'autres raisons selon vous qui contribuent à la faible médiatisation du Yémen ? Est-ce qu'il y a notamment des contraintes économiques ?

Oui il y a ça aussi. Mais quand même *Le Monde*, *Libé* qui n'a plus beaucoup de moyens, *Le Figaro* qui en a encore, et les télévisions pourraient. Mais voilà il n'y a pas d'appétence parce que c'est un conflit compliqué. Vous avez les Houthis et qui connaît les Houthis ? En télé il faut déjà 20 secondes pour expliquer ce que sont les Houthis. Vous avez en face les loyalistes. Le Yémen c'est un théâtre extrêmement complexe avec un pouvoir central qui a toujours été faible, des tribus qui sont fortes, Al-Qaeda qui a toujours été bien implanté. Maintenant vous avez des souches de Daech, vous avez les Houthis qui maintenant sont dans l'orbite pro-iranienne. Enfin, si vous voulez c'est compliqué. Voilà nous on préfère les choses plus simples. Un mauvais dictateur face à des bons révolutionnaires. Au Yémen on ne sait pas où sont les bons et où sont les méchants donc voilà ça se prête moins à cette simplification à laquelle parfois on se prête.

Les médias n'aimeraient pas les crises complexes donc ?

Oui, oui. Moi j'aime la complexité. Je vous dis le Yémen j'y suis allé. Mais là c'est surtout l'impossibilité matérielle de s'y rendre. On ne va pas prendre des risques qui peuvent paraître démesurés. Donc voilà c'est essentiellement ça, et après la deuxième raison c'est l'appétence moindre des médias, la complexité des sujets. Le fait que ça n'est pas stratégique. Le Yémen c'est un pays dont on se moque aussi bien au niveau diplomatique que je dirai au niveau médiatique parce que c'est un pays pauvre et même si la France est l'investisseur le plus important, comme je vous le disais avec Total, au Yémen.

Jugez-vous la couverture médiatique du conflit de qualité ? Est-ce qu'il y a assez d'explication, d'analyse dans ce que pouvez lire sur le conflit ?

Je ne sais pas, ça je ne sais pas... Le Yémen, il y a 15-20 ans, il y avait des journalistes spécialisés... Il y en a de moins en moins donc ça doit se refléter aussi sur les papiers... Mais bon c'est pas mal dans *Le Monde*, *Libé*, enfin *Libé* n'en n'ont pas trop... Oui enfin bon voilà moi je ne veux pas juger. Je préfère lire la presse anglo-saxonne où il y a beaucoup plus de choses quand même que dans la presse française.

Quand vous écrivez vous sur le Yémen, quelles sont vos sources ?

Mes sources c'est des sources les plus proches du terrain c'est-à-dire sur place ou des diplomates qui étaient là-bas ou dans la région.

Vous avez des contacts locaux au Yémen ?

Oui, oui. Avec Twitter, avec des gens qui sont à Taëz ou à Sanaa ou ailleurs.

Ce sont des journalistes ?

Pas forcément. Parce que voilà, comme je vous ai dit, je suis allé au Yémen une demi-douzaine de fois. J'y ai passé de longs moments quand j'ai fait le livre sur le garde du corps de Ben Laden donc j'ai un réseau de contacts qui est correct là-bas. En plus j'avais un très bon contact, l'ambassadeur de France. Il était excellent donc on se connaît depuis longtemps et il était aux premières loges. Les gens des Emirats arabes Unis aussi quand je les vois et qui sont acteurs et d'autres. C'est le réseau de sources qui compte.

Le Figaro avait un correspondant sur place ?

Non jamais.

Est-ce qu'il y a quelque chose que les journaux pourraient faire pour mieux couvrir le conflit ?

Il faut que ce soit plus accessible et après on ira de temps à autre.

Ils pourraient exploiter plus les réseaux sociaux ?

Probablement oui.

Mais c'est un conflit qui n'évolue pas donc c'est redondant aussi. La problématique reste toujours la même, même si globalement la situation se détériore. Depuis 2014 et la conquête de Sanaa par les Houthis on est toujours un peu sur les mêmes sujets. C'est vrai que quand vous êtes sur un conflit qui s'enlise avec une impossibilité de se rendre sur place, un conflit extrêmement complexe, pas forcément politiquement correct, ça fait que effectivement ça n'encourage pas forcément la production voilà.

Les journalistes qui écrivent sur le Yémen, on les compte sur les doigts de la main. Moi j'y suis allé entre 2009 et 2012 mais après les portes se sont fermées. Déjà qu'à partir de 2008 avec les prises d'otage d'Al Qaeda qui se sont faites moins folkloriques qu'avant c'était difficile donc voilà après c'est devenu encore plus difficile. Mais oui c'est un conflit oublié c'est vrai. Et c'est dommage car c'est un pays qui est particulier, avec des gens qui sont aussi particuliers et qui sont différents des autres « Golfiens ». Voilà, c'est dommage mais bon que voulez-vous...

5.4 Entretien avec Luc Mathieu, journaliste service Monde Libération (Le 03/04/2017)

Chez Libération êtes-vous le seul en charge de la veille sur le Yémen ?

Il n'y a pas que moi mais je fais partie de ceux qui écrivent sur le sujet oui. On est deux avec Hala Kodmani.

Comment expliquez-vous la faible médiatisation de la guerre au Yémen ? Quelles difficultés pèsent sur la couverture de ce conflit ?

La principale difficulté c'est d'y aller. J'essaye d'y aller depuis deux ans. C'est vraiment très compliqué. Il faut un visa puis il faut aller à Sanaa. Il faut aussi une autorisation des Houtis. Donc une double autorisation. Les moyens d'accès sont très compliqués parce qu'il n'y a plus d'avion. Il y a un avion des Nations Unies mais ils ne veulent pas de journalistes. Il y a une possibilité d'y aller en bateau mais maintenant ça devient très dangereux apparemment. Après il y a un vol depuis Amman (en Jordanie) qui est très aléatoire. Là, je continue d'essayer. J'ai une autre piste on verra si ça marche. Mais c'est ça la principale difficulté.

Les difficultés d'accès au terrain pour les journalistes sont propres à tout terrain de guerre, pourquoi l'accès à l'information au Yémen semble-t-il encore plus difficile ?

Là je reviens d'Irak donc non, on peut aller sur les terrains de guerre mais le problème au Yémen c'est bien les moyens d'accès. Il n'y a pas d'avion. C'est aussi le problème de la double autorisation que je viens d'expliquer. A la fois les Houtis et le gouvernement en place ne veulent pas. Les deux n'ont pas envie d'accueillir des journalistes.

Est-ce qu'il y a d'autres raisons qui peuvent expliquer la faible médiatisation ?

Non... c'est juste qu'il y a tellement d'actualité. Moi je suis beaucoup sur la Syrie et l'Irak. C'est un problème de temps. En ce moment tout s'accumule. Là je reviens d'un mois de reportage j'étais en Turquie et en Irak. Et là donc, j'essaye d'aller au Yémen mais c'est compliqué quoi.

Est-ce qu'il y a un désintérêt des lecteurs pour le Yémen ?

Je ne sais p... Je ne pense pas à priori. On ne sait jamais ça. C'est pas tellement à nous...notre boulot c'est de faire les articles. Après que les gens lisent ou pas c'est une deuxième étape. Mais si on fait des articles et qu'ils sont bons les gens les lisent. Le Yémen est peut-être un peu plus particulier que d'autres guerres car c'est une guerre à plusieurs niveaux. Il y a trois ou quatre niveaux avec les Houtis, les forces loyalistes, l'ancien président qui est maintenant allié aux Houtis. Le conflit nord-sud un peu quand même avec les indépendantistes à Aden. Les djihadistes qui se rajoutent là-dessus dont Al-Qaeda. Il y a pas mal de groupes à Aden qui sont difficilement identifiables. Ce sont vraiment des groupuscules. On ne sait pas trop pour qui ils roulent vraiment, si c'est Al-Qaeda ou pas. Il y a l'Etat islamique un peu. Il y a toute la problématique tribale bien sûr. Donc ce n'est pas une guerre, c'est une superposition de conflits. Ce qui est à peu près souvent le cas aussi ailleurs mais là c'est particulièrement vrai au Yémen.

Est-ce que c'est la complexité du conflit donc qui pose problème ?

Non, c'est notre boulot d'expliquer. C'est à nous de nous démerder pour que ce soit compréhensible.

Globalement, jugez-vous la couverture médiatique du conflit de qualité ? Est-ce qu'il y a un travail d'approfondissement et d'explication des enjeux du conflit au lecteur ?

Il y a des papiers, quand il y en a, qui sont bien faits. Après c'est vrai qu'il n'y en a pas assez. Il y a des papiers en général quand il y a une alerte d'ONG ou des Nations Unies sur la famine, ou sur les enfants. Ce genre de chose. Mais ce sont plus des articles en réaction quoi. Après le problème aussi avec le Yémen c'est que nous n'avons plus de correspondant. On en avait un pendant la révolution (Benjamin Jessec) et ça, ça change complètement la couverture. Quand on a quelqu'un sur place c'est beaucoup plus facilement de l'enquête et des gros trucs. Notre correspondant est parti il y a quatre ans.

Quelles sont vos sources pour écrire sur le Yémen ?

Les ONG puisqu'il reste des ONG quand même, la communauté yéménite dans les villes, l'ONU parfois. Et l'angle diplomatique aussi.

Avez-vous des contacts avec des journalistes locaux ?

Oui il y en avait mais il y en a qui ont été tués aussi ou alors ils sont partis, ou ils ne travaillent plus. C'est compliqué pour eux. C'est vraiment compliqué. Le truc c'est que les Houtis sont vraiment bizarres la dessus. Ils auraient intérêt je veux dire, logiquement, à laisser la presse travailler. Ils se font bombarder et il y a une famine mais malgré cela ils ne veulent pas quoi. Ils embrouillent les gens sur place, ils empêchent les étrangers de venir. Ils ont une position assez particulière, je n'ai jamais vraiment bien compris pourquoi en fait. C'est juste qu'ils raisonnent comme cela depuis tout le temps. Je leur ai dit plusieurs fois « vous avez intérêt à ce que les journalistes viennent, à Sanaa notamment pour raconter ce qu'il se passe. Ils me disent « oui oui » mais ils bloquent. Vraiment plusieurs fois ils ont bloqué le truc quoi. Après c'est vrai que c'est le chaos mais il y a d'autres pays qui sont..., la Syrie à une époque on n'y allait et c'était du moins aussi dangereux que le Yémen, voir plus même, mais il y avait une possibilité. Ce n'est pas impossible, il y en a qui y arrivent au final mais c'est vraiment long et compliqué. Et plusieurs fois d'un seul coup c'est annulé. Une fois je pensais que c'était bon et puis au dernier moment c'était non parce qu'il y a besoin du visa et le visa cela relève de l'ambassade de Paris. A ma connaissance il n'y a aucun journaliste sur place en ce moment. Il y a quand même eu Julien Fouchet qui y a été.

Pourquoi les médias n'exploitent-ils pas les réseaux sociaux et notamment Twitter comme une source alternative pour compenser le difficile accès au terrain ?

J'utilise les réseaux sociaux mais pas vraiment comme source, plutôt comme indication c'est-à-dire que je regarde et si je vois qu'il y a un truc qui revient ou des photos je vérifie derrière. C'est plus un rôle d'alerte. C'est toujours pareil avec Twitter, ce n'est pas forcément une question de malveillance des gens, mais ils peuvent se tromper et attribuer une explosion à quelqu'un d'autre mais de bonne foi. Ça ne peut pas remplacer une présence sur le terrain mais ça permet quand même de contacter des gens.

Le cas du Yémen est-il régulièrement abordé lors de vos conférences de rédaction chez *Libération* ?

Bah nous si on propose des choses oui. On le fait, on a aucun problème là-dessus. On voulait monter un événement mais là le problème c'est qu'il y a tellement d'actualité avec l'Etat Islamique en Irak. Il y a Raqqa en Syrie qui va commencer dans pas long-

temps aussi. Et puis il y a l'Afghanistan qui devient catastrophique donc il y a beaucoup beaucoup de choses qui sont compliquées à couvrir. En Irak encore ça va mais la Syrie c'est très compliqué.

Est-ce que vous avez envisagé de faire quelque chose, comme *Le Monde* l'a fait, pour les deux ans du conflit dans votre édition papier du 28 mars dernier ?

Oui oui, on y a pensé mais après je suis parti donc ça ne s'est pas fait. Après les anniversaires c'est vraiment un prétexte pour faire quelque chose mais il faudrait effectivement en parler plus, il n'y a pas de doute là-dessus. Pas forcément toujours la une mais une double page. On traite aussi le Yémen via des opinions. Des gens qui ne sont pas journalistes mais qui écrivent dans *Libération*. Ça peut être des chercheurs, des politiques, des humanitaires. Donc quand quelqu'un nous propose un truc qui a l'air bien on accepte.

Est-ce qu'il y a des débats parmi les journalistes pour augmenter la couverture médiatique du conflit ?

Ce n'est pas des débats puisque tout le monde est d'accord en fait. Après faut le faire et il faut les moyens de le faire, c'est toujours pareil c'est le moyen d'y aller et de faire un reportage... La base du truc c'est quand même le reportage et là c'est un vrai problème. Economiquement ce n'est pas donné d'y aller. Les bateaux peuvent être très chers. Je ne sais plus combien ça coûte exactement mais c'est plusieurs milliers de dollars facile. C'est des frais de reportage.

5.5 Conversation téléphonique avec Pierre Cochez, journaliste chez *La Croix*, service questions humanitaires et de développement

Je peux vous parler mais je n'ai pas grand chose à dire n'ayant jamais mis les pieds au Yémen. Toutes les infos dont je fais état dans mes papiers sont transmises par des ONG... Je n'ai jamais eu des gens sur place au téléphone. Toutes les fois où j'ai fait un article c'était à travers ce que me disaient des ONG ou des organisations onusiennes type CICR. En tout cas, je ne crois pas avoir eu des gens directement basés là-bas.

Quelles sont les ONG avec qui vous avez été en contact ?

Il faudrait regarder dans mes articles je ne me souviens plus de qui je parle. C'est-à-dire qu'il y avait chaque année, cela fait deux ans de suite pardon, qu'ils font une conférence de presse commune à 6 ONG. C'est dans le dernier papier que j'ai fait. C'est une conférence de presse organisée avec Médecins du Monde, Handicap international, Care, Solidarité, et il doit y en avoir une autre.

Avez-vous des contacts avec des ONG locales ?

Eux sont implantés sur place. Généralement, étant donné le degré de risques, la plupart du temps ils n'ont pas d'expatriés, en tout cas d'occidentaux.

Leurs informations sont-elles toutes fiables ?

Ca j'en sais rien. Moi les articles que je fais, et qu'à peu près toute la presse fait ce n'est pas en y allant. C'est extrêmement rare qu'on ne puisse pas aller quelque part. Là

l'écueil de ce conflit c'est d'abord qu'il est complexe. Dès qu'on fait un article sur le Yémen, la moitié de l'article c'est pour réexpliquer le contexte et les forces en présence car le lecteur ne comprend rien, il est pas au courant et donc c'est un défi à chaque fois.

Est-ce que vous savez jusqu'à quand vous avez eu un correspondant au Yémen ?

Je crois qu'on n'en a jamais eu. Parce que, nous, nos correspondants ce sont des gens qui travaillent pour d'autres médias, c'est pas des correspondants exclusifs et salariés de notre rédaction.

Est-ce que La Croix a essayé d'envoyer des reporters de guerre au Yémen ?

Bah je vous dis pour l'instant on a envoyé personne parce qu'il n'y a pas, si vous voulez, je pense que d'abord ce n'est pas possible. Le seul vol c'est un vol ONU qui va à Sanaa et il faut avoir une autorisation, à mon avis ça m'étonnerait qu'ils en donnent à un journaliste actuellement. Sans cela vous allez à Aden. A mon avis cela doit être possible d'aller à Aden mais à mon avis c'est beaucoup moins intéressant. Parce que, après, il y a ça aussi. On peut aller dans un pays mais pas aller là où ça se passe et ça n'apporte pas grand-chose.

Est-ce que vous êtes le seul journaliste qui écrit sur le Yémen à La Croix ?

Oui, oui. Moi je m'occupe des questions humanitaires et de développement. Mais la personne qui suit cette zone géographique c'est Marianne Meunier. Il y a quelqu'un qui a écrit sur le conflit aussi c'est celui qui est responsable de l'Afrique, Laurent Larcher. Il était à Djibouti il y a pas longtemps dans un camp de réfugiés yéménites.

6. RAPPORT REPORTERS SANS FRONTIERES SUR LES HOUTIS, PREDATEURS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE

PRÉDATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



Les Houthis

ou Ansar Allah, mouvement politique chiite du Yémen

Prédateurs depuis **2011**

Nés dans les années 90, les Houthis ont pris une part active dans la révolution yéménite en 2011. Depuis 2014, ils ont pris le contrôle de la capitale, Sanaa, et d'une grande partie du pays

Technique d'attaque : **brutalité meurtrière**

Les exactions contre la presse sont innombrables depuis que les Houthis ont pris le contrôle de Sanaa et de la majeure partie du pays. La milice chiite s'est emparée des chaînes de télévision (*Al-Jazeera*, *Al-Yamane-Chabab*, *Yémen-Digital Média*), arrêtant de nombreux journalistes. Dans les huit mois qui ont suivi la prise de la capitale, 67 cas d'attaques de journalistes visant à les empêcher d'exercer leur métier ont été enregistrés par le syndicat des journalistes yéménites. Dans les prisons, de nombreux témoignages font état de tortures. On ne compte plus les cas d'enlèvements et de disparitions de journalistes. Le leader des Houthis, Abdul-Malik Al-Houthi, a déclaré une guerre ouverte contre les journalistes, qu'il considère plus dangereux que les combattants alliés à la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite dans le conflit qui les oppose.

Tableau de chasse :

- **Prise d'assaut des médias** dans les zones contrôlées
- Au moins **13 journalistes et collaborateurs de médias otages** des rebelles à Sanaa

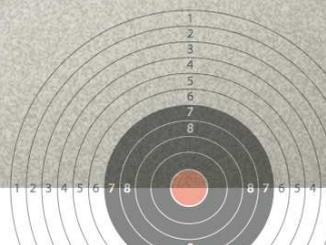
Cibles favorites : **tous les médias critiques à l'égard des Houthis**

Discours officiel : **haineux**

« Les mercenaires, et ceux qui travaillent dans la culture, la politique et les médias sont plus dangereux pour ce pays que les traîtres et les mercenaires illettrés combattants. » (Abdul-Malik Al-Houthi, leader des Houthis, sur *Al Masirah TV*, 19 septembre 2015)

Score : Les exactions commises par les Houthis jouent un rôle déterminant dans le classement du pays : le Yémen se trouve à la **170^e** position sur 180 du Classement mondial 2016 de la liberté de la presse établi par RSF.

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



Les pages 79 à 81 ont été retirées de la version diffusée en ligne.

8. CHARTE SUR LA SECURITE DES JOURNALISTES EN ZONE DE CONFLIT, REPORTERS SANS FRONTIERES

Charte sur la sécurité des journalistes en zones de conflit ou de tension

La sécurité des journalistes en mission périlleuse n'est pas toujours assurée en pratique même si la protection offerte par le droit international est adéquate, celui-ci étant de moins en moins respecté par certaines parties en conflit. Les professionnels de l'information n'obtiennent pas de la part des belligérants une pleine garantie de leur sécurité.

C'est pourquoi, face aux risques encourus au service de l'information du public, les professionnels de l'information, journalistes et personnels d'accompagnement couvrant les zones de conflit ou de tension, qu'ils soient statutaires ou pigistes, sont en droit d'attendre des protections, des contreparties et des garanties de base de la part de leurs employeurs, la protection ne devant en aucun cas être assimilée à un encadrement par les autorités militaires ou gouvernementales.

Par ailleurs, les directions des médias doivent elles-mêmes mettre en oeuvre tous les moyens utiles pour prévenir et limiter les risques encourus : cela relève aussi de leur responsabilité. A cet effet, les huit principes suivants devront être mis en oeuvre.

Principe 1 - l'engagement

Les médias, les pouvoirs publics et les journalistes eux-mêmes rechercheront systématiquement les moyens de mesurer et de limiter les risques encourus dans les conflits armés ou les zones dangereuses. Pour cela, ils devront se concerter et échanger toutes les informations susceptibles d'être utiles en la matière. Les risques encourus tant par les journalistes, permanents et pigistes, membres du staff et locaux, que par les personnels d'accompagnement, nécessitent une préparation, une information, une assurance et un équipement adéquats.

Principe 2 - le plein gré

Les conflits armés impliquent pour les professionnels de l'information une prise de risques et un engagement personnel qui justifient qu'ils ne partent que de leur plein gré en reportage en milieux hostiles. Compte tenu des risques encourus, ils doivent pouvoir refuser d'être envoyés dans des zones de conflit armé sans avoir à se justifier et sans que puisse leur être reprochée une quelconque faute professionnelle. Une fois sur le terrain, il pourra être mis fin à la mission du reporter soit à sa demande, soit à celle de sa rédaction, en concertation et dans le respect des responsabilités des uns et des autres. Enfin les rédactions devront veiller à ne pas exercer de pressions sous quelque forme que ce soit de nature à inciter les envoyés spéciaux à prendre des risques supplémentaires.

Principe 3 - l'expérience

La couverture de conflits armés requérant des aptitudes et une expérience spécifiques, elle engage la responsabilité des rédactions dans le choix de salariés ou de pigistes expérimentés et rompus aux situations de crise. Les journalistes couvrant pour la première fois une situation de guerre ne devront pas partir seuls mais accompagnés par un reporter plus expérimenté. Le travail en équipe sur le terrain doit être favorisé. Les rédactions assureront un debriefing systématique de leur personnel de retour de mission, afin de valoriser l'expérience ainsi accumulée.

Principe 4 - la préparation

Une préparation régulière sur les moyens de faire face aux dangers en zone de conflit ou de tension est de nature à limiter les risques encourus par les journalistes. Les rédactions doivent informer et faciliter l'accès de leurs salariés et de leurs pigistes à des préparations spécifiques proposées par tout organisme qualifié sur le plan national ou international. Tout journaliste appelé à travailler dans un environnement hostile doit suivre une formation aux soins de premier secours. Les écoles de journalisme reconnues par la profession doivent inclure dans leur cursus de formation un programme de sensibilisation à ces questions.

Principe 5 - l'équipement

Les envoyés spéciaux dans des zones dangereuses doivent se voir proposer par leur rédaction du matériel de sécurité fiable (gilets pare-balles, casques, véhicules protégés si possible), du matériel de communication (balise de localisation), de survie et de premiers secours.

Principe 6 - l'assurance

Les journalistes et le personnel d'accompagnement travaillant dans des zones de conflit ou de tension doivent bénéficier d'une assurance et d'une assistance couvrant la maladie, le rapatriement, l'invalidité et le décès. Les directions des médias ont l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour ce faire, avant d'envoyer ou d'employer des collaborateurs en mission périlleuse. Elles doivent veiller à la stricte application des conventions et accords professionnels lorsqu'ils existent.

Principe 7 - le soutien psychologique

Les directions des médias doivent veiller à ce que les journalistes et le personnel d'accompagnement qui le souhaitent puissent bénéficier d'un soutien psychologique dès leur retour de reportage dans des zones hostiles ou après avoir réalisé des reportages sur des événements traumatisants.

Principe 8 - la protection juridique

Les journalistes en mission périlleuse sont considérés comme des personnes civiles en vertu de l'article 79 du premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève, mais à condition de n'entreprendre aucune action ni adopter aucun comportement qui pourraient compromettre ce statut, notamment en contribuant directement à l'effort de guerre, en s'armant ou en entreprenant des activités d'espionnage. Une attaque délibérée causant la mort ou des atteintes graves à l'intégrité physique d'un journaliste constitue une infraction grave au Protocole, c'est-à-dire un crime de guerre.

Reporters sans frontières

Mars 2002

Les pages 84 à 85 ont été retirées de la version diffusée en ligne.

10. SAÏDA AHMAD BAGHILI EN « UNE » DU JOURNAL BRITANNIQUE THE TIMES

THE TIMES



Thursday October 27 2016 | thetimes.co.uk | No 72052

Only 80p to subscribers £1.40



Aura therapy for A-listers
How I became a high-class healer

INSIDE TIMES2



Bake Off or kit off?
The really naked chef

Britain sends troops to Russia's borders amid Nato build-up

Deborah Haynes Defence Editor
Bruno Waterfield Brussels

Britain will send warplanes, tanks and troops to Romania and Estonia as part of the biggest military build-up on Russia's borders since the Cold War. For the first time, RAF Typhoon fighters will be stationed at a Romanian

airbase near the Black Sea next year. Challenger 2 tanks, drones and 800 troops will also be deployed to Estonia from May, contributing to a 4,000-strong Nato force that will straddle the Baltic states and Poland along the alliance's border with Russia. The United States is deploying a "battle-ready" task force of about 900

soldiers to Poland and another group equipped with tanks and other heavy equipment to move across eastern Europe. US soldiers will be stationed in Norway for the first time.

Canada is sending 450 troops to Latvia along with 140 from Italy. Germany will dispatch up to 600 troops to Lithuania. France, Belgium,

Denmark, Croatia and Luxembourg will reinforce the effort in the face of military build-up by Russia.

The head of Nato said yesterday that the 28-member alliance did not want war but was responding proportionately to the Kremlin's military manoeuvres. "Nato does not seek confrontation with Russia. We don't want a new Cold War

and we don't want a new arms race," Jens Stoltenberg said at a meeting of defence ministers at Nato headquarters in Brussels. "What Nato does is defensive and it is proportionate."

Russia raised the stakes this week when it published the first image of its new intercontinental ballistic missile. **Continued on page 2, col 3**

Millions starve in the 'forgotten war'



Saïda Ahmad Baghilli, 18, in the Yemen city of Hodeida, is among many people left without food by a Saudi blockade. British support for Riyadh was raised at prime minister's questions yesterday. Pages 34-35

Heathrow overvalued by £86bn

Buried government figures reveal benefit to economy was vastly exaggerated

Graeme Paton Transport Correspondent
Alistair Osborne

The economic benefits of expanding Heathrow airport were overstated by up to £86 billion, buried government figures reveal.

Building an extra runway at Gatwick airport would bring virtually the same benefits to the nation as expanding Heathrow, the figures suggest.

Questions were raised over Theresa

May's endorsement of Heathrow after a Department for Transport report more than halved previous estimates for the size of the economic boost to be provided by Heathrow over 60 years.

The government analysis indicated that expanding Gatwick would yield £54 billion in economic benefits — marginally less than the £61 billion attributed to Heathrow — while being a cheaper project and leading to the destruction of fewer homes.

The analysis rejected figures from

last year's airports commission report by Sir Howard Davies showing that expanding Heathrow would boost the economy by up to £147 billion — or £86 billion more than the government estimate. Sir Howard's report put the figure for Gatwick at £89 billion. Government officials warned that they had concerns with the Davies figures.

Gatwick refused last night to rule out applying for a judicial review of the Heathrow plans, claiming that its bid was downgraded unfairly. Steve Norris,

the former Tory transport minister who now advises the West Sussex airport, called for the government to keep the door open for a new runway there.

In a letter to *The Times* today, he says that expanding Gatwick would cost "half the price, half the time, takes no public money, never exceeds statutory emissions standards and overflies a tiny number of households compared with Heathrow".

The row came 24 hours after Chris Grayling, the transport secretary, an-

nounced that Heathrow was the favourite for a new runway in the southeast, insisting that it offered the "greatest level of benefit to passengers, business and [would] help us deliver the broadest possible benefit to the whole of the UK". He also endorsed Heathrow's "sensible" plans for a sloped runway that would rise at least eight metres above the M25 to avoid putting the motorway in an expensive tunnel. Heathrow confirmed yesterday that it would sign initial **Continued on page 9, col 1**

IN THE NEWS

Consent reform

Doctors must spend 30 minutes telling patients of the risks of treatment and the alternatives under changes that could lead to fewer people opting for surgery. **Page 4**

Wildlife dying out

The biggest mass extinction of wildlife since the dinosaurs is under way, conservationists have warned in a report that blames the loss of habitat to agriculture. **Page 13**

Putin emails leaked

Thousands of emails between President Putin's advisers exposing Russia's efforts to break up neighbouring states have been leaked by Ukrainian hackers. **Page 34**

Glaxo's Brexit boom

GlaxoSmithKline has reported a £1 billion windfall from the collapse in sterling since the EU referendum, making it one of the biggest winners to date. **Page 41**

United beat City

Manchester United beat Manchester City 1-0 in the fourth round of the EFL Cup. West Ham overcame Chelsea 2-1 and Southampton beat Sunderland 1-0. **Pages 72-76**



Review, page 19

BIBLIOGRAPHIE

Sur le Yémen :

Laurent Bonnefoy, « Les faux-semblants de la guerre au Yémen », Revue *Esprit*, N°427 Sept 2016.

Laurent Bonnefoy, *Yémen le tournant révolutionnaire*, Editions Karthala et CEFAS, Paris, 2012.

Sami Dorlian, *Yémen: observations sur le traitement médiatique de la guerre de Saada*, Presse de l'Ifop, 2010.

E. Jouve, Charles Saint-Prot, *Géopolitique des relations franco-yéménites*, Paru en juin 2004 Essai.

Rémy Leveau, Franck Mermier et Udo Steinbach, *Le Yémen contemporain*, Karthala, Paris, 1999.

Eric Vallet, *Le Yémen vers la République. Iconographie historique du Yémen (1900-1970)*, Sanaa, CEFAS, 2004, 315 p. (édition bilingue français-arabe).

Charlotte Velut, *Le Yémen au-delà de la révolte*, Editions du Cygne, Paru le 1 août 2012 Essai.

Juliette Honvault, Patrice Chevalier, *Des Français au Yémen, 1709-2009*, CEFAS, Sanaa, 2009.

Sur le journalisme de guerre :

Steven Livingston, *Clarifying the CNN Effect: An examination of Media Effects According to Type of Military Intervention*, The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, June 1997.

Mathilde Rouxel, *Couverture médiatique des conflits au Moyen Orient: comment dépasser l'indifférence ?*, *Les clefs du Moyen Orient*, article publié le 23/01/2015. <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Couverture-mediatique-des-conflits.html>

Laurent Teisseire, « Place et rôle des médias dans les conflits », Revue internationale et stratégique 2010/2 (n° 78), p. 91-95.

Sur le journalisme international :

Nicolas Arpagian, « Internet et les réseaux sociaux : outils de contestation et vecteurs d'influence ? », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 97-102.

Jérôme Clément, « Une influence plutôt indirecte sur la politique », *Revue internationale et stratégique* 2010/2 (n° 78), p. 75-79.

Eddy Fougier, « La bataille de l'information internationale », *Revue internationale et stratégique* 2010/2 (n° 78), p. 67-74.

Charlotte Lepri, « De l'usage des médias à des fins de propagande pendant la guerre froide », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 111-118.

Jean-Paul Marthoz, *Journalisme international*, De Boeck Université, Bruxelles, 2012,

Jean-Paul Marthoz, *Et maintenant le monde en bref : les médias et le nouveau désordre mondial*, Editions Complexe, Bruxelles, 2 mars 2006.

Daniel Wermus, « Les médias comme catalyseurs de changements », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p. 81-89.

Sur les pratiques et la sociologie des médias :

Florence Aubenas et Miguel Benasayag, *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, La découverte, Paris, 1999.

Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, 1999.

Sur l'éthique journalistique :

Bill Kovack, Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme : ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*, Gallimard, Paris, 2015.

Denis Ruellan, *Nous journalistes. Déontologie et identité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Communication, médias et sociétés, 2011.

Ouvrages méthodologiques

Roselyne Ringoot, *Analyser le discours de la presse*, Armand Colin, Paris, 2014.

Mémoires universitaires :

Clémentine Mazoyer, « Les Rohingyas : les mal-aimés des médias français », Mémoire de Master 2 Professionnel Information et communication Paris-Sorbonne 4 – CELSA, 2014.

Claire Williot, « Les nouveaux reporters de guerre : analyse de la couverture médiatique du conflit afghan », Mémoire de Master 1 Information et communication Sorbonne Paris 4 – CELSA, 2012.

Articles de presse :

« Le martyr du Yémen, dans l'indifférence absolue », *Le Monde*, Editorial à la Une, mercredi 22 juillet 2015.

Johan Hufnagel, « Face aux refus russes, la France persiste pour sauver Alep... mais « oubliée » d'être virulente sur le Yémen », Edito, *Libération*, lundi 10 octobre 2016, p. 6

L. Mathieu, « Syrie. L'histoire ne nous absoudra pas facilement », *Libération*, 15/12/16, p. 3

Reuters, « Thousands of Yemenis rally in Sanaa on war's second anniversary », Sun Mar 26, 2017.

<http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-protests-idUSKBN16X0R9>

« Libération se réinvente : maquette », 29 mai 2015 : http://www.liberation.fr/futurs/2015/05/29/les-grands-formats_1319254

Laurent Bonnefoy, « Deux ans de destructions et d'impasse au Yémen. Loin des caméras », *Orient XXI*, 27/03/2017.

<http://orientxxi.info/magazine/deux-ans-de-destructions-et-d-impasse-au-yemen,1785>

Titou Lecoq, « La pire crise humanitaire au monde vue depuis mon fil twitter », *Slate*, (publié le 07/10/2015 et mis à jour le 26/03/2017).

<http://www.slate.fr/story/107753/la-guerre-vue-depuis-mon-fil-twitter>

« Au Yémen, s'il y a des bavures elles sont involontaires », *Le Point.fr*.

http://www.lepoint.fr/monde/au-yemen-s-il-y-a-des-bavures-elles-sont-involontaires-15-04-2017-2119983_24.php

Rapports humanitaires :

Rapport RSF sur le Yémen : <https://rsf.org/fr/yemen>

Documentaires et émissions :

Documentaire sur Spicée : Julien Lepetit et Sylvain Fouchet, *Yémen : silence on bombarde*.

<https://www.spicée.com/fr/program/yemen-silence-on-bombarde-547>

Emission 28 minutes, ARTE

<http://sites.arte.tv/28minutes/fr/video/28-minutes-367>

Podcast France Culture

<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/yemen-comment-evaluer-letendue-et-les-consequences-de-la-guerre>

Autres liens

<https://www.malteser-international.org/en/about-us/current-topics/forgotten-crises.html>

Diplomatie.gouv

RESUME

La médiatisation de la guerre au Yémen est jugée insuffisante et est critiquée, paradoxalement souvent par les médias eux-mêmes. A l'image de la guerre qui est entrée dans sa troisième année, sa couverture médiatique semble s'être enlisée dans une « faille médiatique ». Le conflit au Yémen est traité mais de manière semble-t-il trop faible et superficielle. Face à l'ampleur du drame humanitaire qui se joue aujourd'hui au Yémen, les journalistes ont pourtant hérité de la lourde tâche d'informer, d'alerter mais aussi d'explicitier les raisons de cette folie meurtrière. Or, si le Yémen répond toujours aujourd'hui au nom de « conflit oublié », force est de constater que la mission informative des journalistes peine. Ce mémoire a pour vocation de se pencher sur les difficultés qui pèsent sur la couverture médiatique de la guerre au Yémen. Parmi les principaux facteurs mis en évidence l'on retiendra ici brièvement les difficultés d'accès au terrain, la complexité du conflit et le désintérêt des lecteurs et des médias pour cette région isolée de la péninsule arabique. L'ensemble des facteurs ayant conduit à une sous-médiatisation de ce conflit concoure finalement à mettre en évidence une certaine impuissance des journalistes dans certains contextes de crise. Une part de responsabilité des journalistes peut toutefois aussi être mise en cause.

MOTS CLEFS

- ONG
- Média
- Journaliste citoyen
- Source
- Conflit armé
- Guerre oubliée
- Réseaux sociaux
- Yémen

GLOSSAIRE

AFP : Agence France-Presse.

ONG : Organisation non gouvernementale.

RSF : Reporters Sans Frontières, ONG.

CICR : Comité International de la Croix Rouge.

MSF : Médecin sans frontière.